PHILIPPE DURANT

LES 20 PLUS GRANDS CASSES DE L'HISTOIRE

FIRST DOCUMENT

Philippe Durant

Les 20 plus grands casses de l'histoire

FIRST Editions

© Éditions First, un département d’Édi8, Paris, 2016

12, avenue d’Italie
75013 Paris – France
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01
Courriel : firstinfo@efirst.com
Internet : www.editionsfirst.fr

ISBN : 978-2-7540-8679-0
ISBN Numérique : 9782412015698
Dépôt légal : juin 2016

Ouvrage dirigé par Laurent Boudin
Correction : Marion Bello
Mise en page : Christine Cameau
Production : Emmanuelle Clément

Cette œuvre est protégée par le droit d’auteur et strictement réservée à l’usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L’éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

L'ATTAQUE DU TRAIN POSTAL GLASGOW-LONDRES

(Mentmore – 8 août 1963)

Qui en eut l’idée ? Qui imagina, élabora, concrétisa un plan incroyablement audacieux qui déboucha sur le premier (et authentique) « casse du siècle » ? Un coup de force qui surprit le monde entier, passionna les Anglais au point de le hisser parmi leurs exploits préférés, déclencha des chasses à l’homme planétaires, engendra des livres d’enquêtes, de fictions et de souvenirs, fut à l’origine de plusieurs films et séries télévisées ? Un vol qui eut même droit de cité dans *James Bond*[1] ? Qui fut le cerveau ? Qui ?

Plus d’un quart de siècle après les faits, cette question n’a toujours pas trouvé de réponse pleinement satisfaisante. D’après certains membres de la police – et particulièrement Leonard Read de Scotland Yard, spécialiste de la pègre londonienne –, l’idée émanerait d’un mystérieux chef de gang irlandais. Un véritable homme de l’ombre…

Au début des années 1960, il aurait envisagé d’attaquer un train. Audace pour le moins saugrenue, car l’Angleterre de cette époque n’avait rien à voir avec le Far West et les exploits de Butch Cassidy. L’homme en aurait parlé à plusieurs membres de son équipe, qui auraient rejeté illico cette élucubration. Affaire oubliée.

Pas tout à fait. L’un de ses séides se retrouve en prison – aléa habituel quand on passe sa vie du mauvais côté de la loi. Là, il fait la connaissance d’un certain Reynolds, 31 ans. Ensemble, ils parlent de choses et d’autres, s’amusent à évoquer le « grand coup » dont rêvent tous les voleurs. Et l’idée d’attaquer un train resurgit.

Élucubration ou vérité ? Impossible de savoir : le nom du gangster irlandais s’est évaporé dans les limbes de l’oubli. Seul reste celui du pivot de ce casse peu banal : Bruce Richard Reynolds.

Fils d’ouvrier, Bruce a perdu sa mère à l’âge de 4 ans. Il a subi le remariage de son père, par ailleurs de plus en plus impliqué dans la lutte syndicale. Ne s’entendant guère avec sa belle-mère, il a eu de plus en plus

tendance à prendre le large, trouvant refuge auprès de ses grands-mères. La Première Guerre mondiale l'a obligé à un nouvel éloignement, dans la campagne anglaise. Au moment de l'armistice, âgé de 14 ans, il a décidé d'abandonner l'école pour s'essayer à une succession de petits boulots. Mais une autre vie l'attirait, celle des voleurs. Dès 1952, il a écopé d'une première condamnation. Mais Bruce Reynolds n'était pas homme à renoncer à ses ambitions, même illégales.

Avec ses cheveux courts, ses lunettes, ses costumes impeccables et son air sérieux, il évoque plus un homme d'affaires qu'un voleur des bas-fonds. De fait, il se distingue de ses congénères par sa façon d'organiser ses coups. Par exemple, sachant ses compatriotes très impressionnés par les uniformes, il effectue plusieurs hold-up déguisé en officier de l'armée – ce qui lui vaut le surnom de « Colonel ». Il sait aussi gérer sa vie courante, et sa couverture d'antiquaire est idéale. Entre deux séjours en prison, il retourne à sa boutique, où il retrouve une façade respectable.

L'idée d'un train transportant des fonds l'intéresse ; justement parce qu'elle est audacieuse, presque inédite en cette seconde partie du xx$_{e}$ siècle. Il passe les dernières semaines de son emprisonnement à échafauder un plan, glanant le maximum d'informations un peu partout. Plus il avance, plus il considère le coup comme faisable, à condition qu'il en peaufine les moindres détails et qu'il soit soutenu par une équipe hors pair. Pour cette dernière, il a une ouverture : une bande du sud-ouest de Londres.

Sitôt sorti, Reynolds parle de son stratagème à un ami, Douglas Gordon Goody, qui mène la grande vie et possède des parts dans de nombreux commerces, parmi lesquels un salon de coiffure[2]. Dans la coulisse, ce play-boy qui roule en Jaguar et exhibe une Rolex est lui aussi un voleur, réputé pour son courage et son sang-froid. En cas de coup dur, c'est l'homme sur lequel on peut compter. Gordon apprécie le sens de l'organisation de Bruce et accepte de le suivre dans cette épopée.

Bien des années plus tard, refusant d'être considéré comme le « numéro 2 » de cette affaire, Goody affirmera qu'il était à l'origine du projet. « Sans moi, il n'y aurait pas eu d'attaque du train postal », dira-t-il. En clair, ce serait lui qui aurait apporté l'affaire – qu'il tenait d'un employé des postes de Belfast – à Reynolds, et non l'inverse.

Ils seront plusieurs à revendiquer la paternité de ce casse historique. Dans ce microcosme, les preuves étant, par la force des choses, rares, ne restent que les paroles, qui ont tendance à la fois à s'envoler et à se contredire. Difficile de trier le bon grain de l'ivraie.

L'étape suivante consiste à réunir un groupe solide. Ronald Edwards – que tout le monde surnomme « Buster » – est l'un des premiers à être contactés. Cet ancien boxeur, qui dirige désormais un club, est un proche des deux amis, et, à l'issue d'une première réunion, il accepte de se charger d'une partie du recrutement.

Parmi les hommes ainsi « engagés » se trouvent le bookmaker Charles Frederick Wilson, qui s'occupera du financement et de la logistique ; Roy James, pilote de course réputé ; James Hussey, décorateur ; James White, ex-parachutiste ; Tommy Wisbey, autre bookmaker ; Robert Welch, patron de discothèque ; Bill Boal, ingénieur ; Brian Field, avocat ; John Daly…

Sans oublier celui qui deviendra la véritable « vedette » de ce casse : Ronald (dit « Ronnie ») Arthur Biggs. Il n'est pas le plus facile à convaincre : après de nombreux larcins qui lui ont surtout rapporté des ennuis, Biggs envisage de mener une vie honnête, sachant qu'il devra se contenter de petits boulots. À l'écoute du projet du vol, il réclame un délai de quarante-huit heures avant de donner sa réponse. Toutefois, quand Reynolds lui précise que sa part devrait se monter à 40 000 livres, Ronnie écarquille les yeux… et accepte sur-le-champ !

Biggs attribuera la paternité du casse à Bruce Reynolds, qu'il a connu à la prison centrale de Lewes. Mais il précisera que l'origine en est bien

antérieure – le début des années 1950. De plus, toujours selon Biggs, l'informateur serait un employé des postes. Ce faisant, il réfutera catégoriquement l'existence d'un mystérieux chef de gang irlandais.

« Avec les années, écrira son biographe, on a beaucoup prétendu que l'attaque du train postal avait été montée par un certain "M. Big". Selon la rumeur, il serait resté dans l'ombre pendant que le travail était exécuté par des professionnels. Il aurait ensuite quitté l'Angleterre. Et se serait réfugié en Suisse dans une retraite somptueuse. En fait, un tel homme n'a jamais existé ; le hold-up du siècle a été fomenté et exécuté par une équipe composite conduite par quatre hommes. En tout, ils étaient dix-sept à partager également le butin, plus deux hommes engagés par eux et rétribués à une échelle moindre. Parmi les "parts entières" quatre personnes ne furent jamais inquiétées, et un cinquième homme échappa à l'inculpation, les preuves relevées contre lui n'étant pas suffisantes. Aucun des deux personnages secondaires, qui reçurent chacun 40 000 livres, ne fut jamais suspecté de complicité[3]. »

Quel que soit le cas de figure, Bruce Reynolds se retrouve au sommet de cette organisation. Toujours soucieux du détail, il enquête sur le train postal reliant Glasgow à Londres[4] : un transport de nuit qui convoie souvent de grosses sommes en provenance de banques et d'organismes financiers écossais. Douze wagons tirés par une simple locomotive Diesel. Les valeurs monétaires sont stockées dans une voiture spéciale installée seulement deux voitures derrière la loco.

Sur le papier, l'idée est simple : stopper le convoi en rase campagne et le dévaliser. Dans les faits, l'affaire se révèle un brin plus complexe : il faut non seulement arrêter le train postal, mais aussi le conduire jusqu'à l'endroit précis où les voleurs videront le compartiment de son contenu. Pour ce faire, Reynolds a besoin d'un cheminot. Biggs lui promet d'en trouver un. Ce sera la première erreur d'un plan qui se voulait sans faille…

Reynolds a désormais les cartes en main. Il a vérifié et contre-vérifié chaque information et appris que les sommes transportées pouvaient varier du simple au double : au lendemain d'un long week-end férié, les montants sont toujours plus importants. Le prochain lundi férié est celui du 5 août 1963 : lors du « Summer Bank Holiday », toutes les banques sont fermées. Mais Bruce ne connaîtra l'heure précise du départ du train postal qu'à la dernière minute – et ce grâce à un informateur que les médias désigneront ultérieurement sous le surnom de « l'Homme de l'Ulster[5] ».

Plus Bruce étudie, plus il estime que tout peut fonctionner : arrêter le train, détacher les wagons se situant après celui qui contient l'argent, rouler jusqu'au lieu de rendez-vous, faire disparaître les sacs postaux le plus rapidement possible… Cette dernière étape nécessite des bras musclés. Un train arrêté, même en rase campagne, ne passe pas inaperçu ; les autorités vont vite s'inquiéter de son retard. Les voleurs devront agir rapidement. Et disparaître sans tarder.

Pour ce faire, ils vont se planquer. Se planquer avant le coup, se planquer après le coup. Il faut trouver un bâtiment où la bande attendra le signal du départ ; elle reviendra s'y terrer jusqu'à ce que la situation se calme. C'est là aussi que sera entreposé le matériel, à commencer par les véhicules – des Land Rover repeintes aux couleurs de l'armée ou carrément volées à l'armée.

Autre problème à résoudre : comment stopper le train ? Il n'est pas question, comme dans les westerns, d'abattre des arbres pour le forcer à s'arrêter ni même de mettre un véhicule en travers des voies : il ne faut surtout pas éveiller la méfiance des cheminots. Lors d'une réunion, Buster Edwards affirme connaître un homme susceptible de les aider, un certain Roger John Cordrey, fleuriste mais surtout grand flambeur.

L'homme maîtrise effectivement la signalétique ferroviaire et explique qu'elle est très difficile à détourner. Certes, il est possible de couper

l’électricité, mais cela n’aidera en rien les voleurs, car toute une partie de la ligne se retrouvera sans signalisation. L’unique solution consiste à arrêter le train à un feu rouge – donc à remplacer un feu vert par un feu rouge ! Plus facile à dire qu’à faire : Cordrey se voit mal démonter toute une installation.

Mais il y a plus simple : il va apporter son propre feu rouge. Concrètement, il va transporter une ampoule rouge jusqu’au sommet d’un poteau de signalisation. Là, il reliera l’ampoule à une batterie portative. Et la lumière rouge surgira !… Mais qu’en sera-t-il de la lampe verte allumée sur le même poteau ? Faudra-t-il casser l’ampoule à coups de marteau ? Inutile, rétorque Cordrey : il suffira de la cacher à l’aide d’une épaisse feuille de papier noir. Tactique simple qui ne laissera aucune trace, et qu’on adopte aussitôt.

Bruce Reynolds ne reste jamais inactif. Il se rapproche d’un cabinet d’avocats pour, dit-il, acquérir une ferme dans le Buckinghamshire. On trouve la perle rare, presque perdue dans la nature, à environ 27 miles du lieu de la future attaque. Alors, Bruce explique qu’avant d’en prendre possession il souhaite envoyer une équipe d’architectes et de décorateurs préparer la remise en état des bâtiments, tous vétustes voire délabrés. L’endroit étant inoccupé, les vendeurs n’y voient aucun inconvénient. Parfait ? Pas tout à fait. Car deuxième erreur : Reynolds a été obligé d’agir à visage découvert auprès du cabinet d’avocats. De plus, il a signé la promesse d’achat de son véritable patronyme…

Cette fois, tout est en place. L’attaque du train postal est sur les rails.

Le mardi 6 août 1963, les équipes se rendent dans la ferme à bord des Land Rover. Une première escouade, qui comprend Reynolds, arrive sur place dans la matinée ; la seconde, dans le courant de l’après-midi. Tout le monde s’installe tant bien que mal. L’endroit n’a rien de luxueux ni même de confortable, dans l’attente du feu vert de l’« Homme de l’Ulster ». Les hommes trompent leur ennui comme ils peuvent. Certains jouent aux cartes,

d’autres au Monopoly. Plusieurs sirotent des bouteilles de bière apportées par Robert Welch, le bon vivant. Le temps s’écoule lentement. Tous ont hâte de passer à l’action.

Au coucher du soleil, les bandits se changent pour endosser des habits militaires : Reynolds a gardé son goût pour les uniformes. Il sait que personne ne s’inquiétera de voir des soldats en manœuvre, d’où l’utilisation des Land Rover kaki. Chaque véhicule sera même équipé d’ordres de mission « en règle » justifiant une participation à des manœuvres locales.

Peu avant minuit, Gordon Goody débarque à son tour à la ferme. Mauvaise nouvelle : le train ne partira pas avant la soirée du lendemain mercredi, au mieux. Une journée supplémentaire à attendre, à ronger son frein. Craignant de se faire remarquer dans une région où tout le monde connaît tout le monde, les hommes ne se dispersent pas. La ferme devient leur *home*.

Dans le courant de la journée arrive un inconnu. Il n’a pas l’air bien méchant mais n’a rien à voir avec les voleurs. Un voisin trop curieux susceptible d’alerter la police ? Bruce Reynolds calme ses équipes et va à la rencontre de cet individu. « M. Wyatt », se présente ce dernier. Il est effectivement un voisin et a une requête : ayant appris que la ferme était vendue, il souhaiterait pouvoir exploiter un champ proche que les anciens propriétaires ont laissé à l’abandon. Reynolds affirme n’être qu’un intermédiaire mais promet de transmettre cette demande aux acheteurs. M. Wyatt se retire satisfait. Qu’a-t-il vu ? Se doute-t-il de quoi que ce soit ? Dans les heures qui suivent, les voleurs craignent une intervention de la police. Rien ne se produit.

En début de soirée, Goody reprend une voiture pour aller téléphoner. Il roule plusieurs dizaines de kilomètres avant d’appeler l’« Homme de l’Ulster »… qui lui annonce le proche départ du train, avec à bord de très grosses sommes. Goody revient dare-dare à la ferme.

Le convoi, composé de deux Land Rover et d'un camion Austin, roule vers le Mentmore Bridge, où doit avoir lieu le transfert des sacs : un petit pont avec un passage peu large pour les automobiles. Il a l'avantage d'être complètement isolé, et, surtout, les talus sur chaque côté permettent de grimper facilement sur la voie ferrée.

Les voleurs arrivent sur place un peu moins d'une heure après leur départ de la ferme. Roger Cordrey couvre son uniforme par une blouse de travail des chemins de fer. Il se dirige vers le poteau de signalisation, escorté par John Daly. Pendant ce temps, Bruce Reynolds remonte la voie pour surveiller l'arrivée du train postal. Il est en liaison radio avec le reste de l'équipe. Un complice coupe les câbles téléphoniques pour interdire au personnel du train de donner l'alarme. Début d'une nouvelle phase d'attente qui va durer deux heures.

Plusieurs trains passent durant ce laps de temps. Reynolds a étudié le train postal de si près qu'il est capable de le reconnaître même en pleine nuit. Enfin, peu après 3 heures du matin en ce 8 août 1963, il annonce à ses hommes l'arrivée du tant attendu train postal Glasgow-Londres.

La combine de Roger Cordrey fonctionne à merveille. Au signal rouge, la locomotive ralentit et finit par s'arrêter, comme le règlement l'y oblige. Un homme en descend : Dave Whitby, le mécanicien. Il marche le long de la voie pour se diriger vers le téléphone d'urgence. Il tente de joindre la gare la plus proche mais n'entend aucune tonalité. Il rebrousse chemin. Sur la route, il rencontre un ouvrier des chemins de fer qui lui annonce le début de travaux sur la voie. Whitby ne se méfie pas : il ne sait pas que l'ouvrier n'est autre que Buster Edwards. Tous deux marchent vers la locomotive en échangeant divers commentaires. Soudain, deux hommes surgissent, attrapent Whitby et le ligotent.

Un autre groupe investit la locomotive. Là, le cheminot, Jack Mills, tente de résister. Mal lui en prend : il est frappé à la tête – unique bavure de ce

hold-up parfaitement orchestré. Reynolds avait espéré effectuer un vol « en douceur » et avait même réussi à convaincre son équipe de ne commettre aucune violence superflue. Personne ne porte d'arme à feu au moment de l'attaque ; toutefois, pour menacer le personnel du train, beaucoup sont munis de matraques.

« La matraque, loin d'être une barre de fer comme le prétendit plus tard l'accusation, était un manche de pioche ordinaire entouré de chatterton, écrira Colin MacKenzie. Tous les membres du gang, à l'exception de Cordrey, Biggs et Agate[6], avaient la même. Mills s'écroula et, en tombant, sa tête heurta une arête de métal de la cabine. Il perdit à demi connaissance et sa blessure se mit à saigner. On le tira dans le passage derrière le compartiment de conduite où il fut attaché par une paire de menottes à Whitby qui avait été, entre-temps, ramené sur la machine[7]. »

Buster Edwards et son équipe détachent comme prévu les dix wagons inutiles. Ronald Biggs installe alors « son » cheminot aux commandes. Hélas, il se révèle totalement incapable de faire redémarrer la locomotive. Il prétexte une histoire de pression qui interdit tout départ. En réalité, chacun comprend qu'il est face à un modèle de locomotive qu'il n'a jamais vu ! Goody commence à s'impatienter : si le train n'avance pas jusqu'au pont, l'affaire est foutue. Impossible de transporter les sacs le long de la voie. Il décide d'appeler Jack Mills à la rescousse. Ayant désormais compris qu'il a affaire à des hommes déterminés, le véritable cheminot s'exécute. Il débloque le système de sécurité et fait partir la locomotive. Elle roule quelques centaines de mètres jusqu'au point de l'échange. Là, Ronald Biggs vire littéralement son propre cheminot, lui intimant l'ordre de rester dans une voiture et de ne pas en bouger !

À l'intérieur du wagon contenant l'argent, le personnel commence à s'inquiéter. Il y a là quatre hommes[8] : les trois postiers habituels plus un inspecteur adjoint. Aucun n'a reçu de formation en sécurité, et aucun agent

n’est présent pour les épauler. Quand ils voient surgir les voleurs, menés par Gordon Goody, ils tentent de résister mais sont rapidement maîtrisés et forcés de se coucher face contre le sol dans un coin du compartiment avant d’être rejoints par le cheminot blessé et son mécanicien.

Désormais, les voleurs ont toute latitude pour agir. Ils forment une chaîne humaine. Les sacs (au nombre de 128) quittent le train pour, de main en main, être stockés dans les véhicules militaires. L’un des hommes postés sur la route prévient Reynolds que les deux voitures et le camion sont pleins. Il reste pourtant encore sept sacs. « Tant pis », se dit Bruce, qui donne l’ordre du départ.

Les bandits reprennent la route. Il s’est écoulé moins de quarante minutes depuis l’arrêt du train postal Glasgow-Londres. Sur le chemin du retour, Reynolds surveille les conversations radio de la police. La bande arrive à la ferme quand l’alerte au sujet du vol est lancée…

*

* *

Une fois revenus à la ferme, les voleurs n’ont pas le temps de se reposer sur leurs lauriers : ils cachent les véhicules dans une remise et entassent les sacs dans une pièce unique. Pendant qu’une équipe se poste en différents endroits pour surveiller les alentours, une autre procède au tri du butin. On ouvre les sacs les uns après les autres et on fait le décompte… qui se révèle colossal : 2,6 millions de livres sterling[9] !

Personne ne s’attendait à un tel pactole. Pas même Bruce Reynolds. Ce montant change radicalement la donne. Rapidement, Scotland Yard va créer une brigade spéciale composée des meilleurs limiers. Tous sont unanimes : l’importance du vol et le fait qu’aucune information n’ait jamais filtré avant son exécution prouvent qu’il s’agit de « grands bandits ». Désormais, chaque participant à l’attaque du train postal sait que la moindre erreur peut lui être fatale.

Dans un premier temps, Reynolds refuse de modifier son plan. Il procède à la répartition du butin et demande à ses hommes de prendre leur mal en patience. Depuis le départ, il est prévu qu'ils restent deux semaines planqués à la ferme. Mais ça, c'était dans le cas d'un vol « normal », non d'un coup de maître comme celui qu'ils viennent de réaliser. Or, la quasi-totalité des policiers du Buckinghamshire est sollicitée. Ils sont chargés de remonter la moindre information susceptible de faire avancer l'enquête. Les personnes habitant autour du lieu de l'agression sont interrogées, les autres invitées à témoigner. Un gigantesque dispositif est mis en place. Et l'étau se resserre autour des voleurs à une vitesse sidérante.

L'une des premières pistes cible les véhicules militaires. Ils ont été repérés par plusieurs témoins avant de disparaître dans la nature. Il n'en faut pas plus aux policiers pour conclure qu'ils sont toujours dans la région. Cachés quelque part et, sans doute, abandonnés par les bandits. Et susceptibles de receler de précieuses informations[10].

Bruce Reynolds sent que la police s'intéressera à la ferme d'un moment à l'autre. Par mesure de précaution, mieux vaut plier bagage. Le plus vite mais surtout le plus discrètement possible. Plusieurs hommes sont chargés de repeindre les véhicules militaires. À l'aide d'une peinture jaune trouvée sur place. D'autres doivent brûler les preuves dans la cheminée du bâtiment central. Mais le feu dégagera une épaisse fumée noire trop visible à des miles à la ronde. Il faut abandonner cette idée.

Bientôt, l'attaque du fourgon postal fait la une des quotidiens du soir. Pour Reynolds, c'est le signal du départ. Il organise la fuite de ses hommes avec d'autant plus de précipitation que l'écoute de la police révèle qu'une fouille minutieuse de la région a déjà commencé. L'évacuation devient une urgence. Il faut aussi éliminer toute trace du passage des voleurs dans la ferme. Buster Edwards suggère de brûler tous les bâtiments ; proposition rejetée, car cela prendrait du temps et attirerait illico l'attention de la police.

Gordon Goody demande à l'un de ses comparses de rester sur place pour « nettoyer » les lieux de fond en comble après le départ de l'ensemble de l'équipe. Pour ce faire, l'homme touchera une substantielle prime. Autre erreur – la plus énorme de toutes.

Prudemment, la bande s'évapore, emportant avec elle le butin… Huit jours après l'attaque, la police reçoit l'appel d'un fermier du Buckinghamshire qui a repéré un ballet de véhicules suspect autour d'une ferme installée à environ 30 miles du Mentmore Bridge. Une brigade se rend sur place et découvre… la caverne d'Ali Baba ! En plusieurs endroits de la propriété s'étalent des preuves liant les occupants au casse du siècle. En réalité, le « nettoyeur » n'a absolument pas fait son travail, empochant la prime et s'empressant de prendre la poudre d'escampette sitôt ses amis partis. Erreur qui va leur coûter très cher.

Scotland Yard expédie sur place une armada d'experts pour relever la moindre empreinte digitale. Or, bien que les voleurs aient souvent porté des gants, il y en a : sur les bouteilles de bière, sur une bouteille de ketchup[11], sur les cartes à jouer et sur celles du Monopoly, sur des journaux, sur divers objets[12]…

D'autres agents épluchent leurs fichiers et secouent leurs informateurs. Un nom émerge vite : celui de Roger Cordrey, voleur connu pour sa science en matière ferroviaire. Il est le premier de la bande à être arrêté. Suivi bientôt par Charlie Wilson puis Thomas Wisbey.

Le 4 septembre 1963, Ronald Biggs est conduit dans les locaux de Scotland Yard. Il a déjà reçu une visite de la police quelques semaines auparavant mais n'a eu qu'à répondre à quelques questions de routine. Cette fois, l'interrogatoire est plus serré. Et plus précis. Au terme de celui-ci, il est inculpé et enfermé à la prison de Bedford, où il ne tardera pas à retrouver certains de ses complices : Charlie Wilson, Thomas Wisbey, Jim

Hussey et Bob Welch. La plupart ont été mis sous les verrous en raison de la découverte de leurs empreintes digitales à la ferme…

Le 15 septembre 1963 tombe Brian Field, qui avait organisé l'achat de la ferme. Le 3 octobre, c'est au tour de Gordon Goody.

En février 1964 s'ouvre un premier procès. L'agression du cheminot – qui vient témoigner à la barre – pèse lourd dans la balance. Aucune peine n'est inférieure à vingt ans de prison :

– Roger Cordrey : vingt ans ;

– William Boal : vingt-quatre ans ;

– Brian Field, Leonard Field[13] : vingt-cinq ans ;

– Charles Wilson, Roy James, Thomas Wisbey, Robert Welch, James Hussey, Gordon Goody, Ronald Biggs : trente ans.

Un homme, pourtant, passe entre les mailles de la justice. Il s'agit de John Daly. Ses empreintes ont été retrouvées sur le jeu de Monopoly. Son avocat argue que, le jeu étant usagé, elles ont pu y être déposées bien avant l'attaque et qu'en l'absence d'autre preuve son client ne saurait être reconnu coupable. De fait, il est relâché…

Le 12 août 1964, Charlie Wilson s'évade de prison[14]. Il est imité le 8 juillet 1965 par Ronald Biggs : après quinze mois de détention, il s'enfuit de la centrale de Wansworth en montant un mur d'enceinte haut de 8 mètres à l'aide d'une échelle de corde puis en sautant sur un matelas dans un camion bâché, écrivant ainsi sa propre légende.

Car l'ensemble des voleurs du train postal a la sympathie du public. Oubliant l'agression dont a été victime le cheminot Jack Mills, le public salue ce coup d'éclat et aurait tendance à encenser ces voleurs si bien organisés. L'évasion de Biggs ajoute à l'affaire une touche supplémentaire de « romantisme ». D'autant que l'homme ne va pas se montrer discret et, au contraire, va utiliser à fond les médias. D'abord réfugié en Australie, il préfère s'établir au Brésil, où, pour éviter d'être extradé, il se marie avec

une beauté locale. Quelques jours seulement après son départ, Eric Flowers – qui l'a aidé à s'évader – est arrêté à Sydney…

À Rio, Biggs reçoit des journalistes du monde entier auxquels il raconte sa version du casse, s'arrogeant de plus en plus le beau rôle. Il devient le voleur le plus célèbre d'Angleterre, l'homme qui fait la nique à Scotland Yard. Biggs exploite à fond sa légende, commercialisant ses interviews dans le monde entier, se faisant payer pour être photographié par les touristes, vendant des tee-shirts à son image ou invitant, moyennant finances, des curieux à des barbecues dans son jardin… Il s'essaie même à la publicité[15] puis à la musique[16], rêvant de devenir un chanteur célèbre. Las, sa santé décline et l'argent vient à manquer. Sa part du butin, il la flambe très vite, une cavale de cette envergure coûtant excessivement cher[17].

Au bout du compte, et au bout de la route, en 2001, Ronnie Biggs annonce son retour au pays natal : il veut finir ses jours sous le soleil de l'Angleterre. Il compte sur son état de santé précaire (il a subi trois attaques cérébrales) pour obtenir la clémence des autorités. En fait, trente-huit ans après les faits, il espère rentrer chez lui en homme libre[18].

Pourtant, c'est bel et bien la police qui l'attend à son arrivée, le 7 mai 2001, sur une base aérienne de la banlieue de Londres[19]. Il est expédié à la prison de haute sécurité de Belmarsh. Là, sa santé ne cessera de se dégrader. Il subira opération sur opération. Finalement, le 6 août 2009, deux jours avant son 80e anniversaire, la justice britannique accepte de le libérer. Le 18 décembre 2013, le plus célèbre des voleurs de l'attaque du fourgon postal meurt dans une clinique du nord de Londres…

Buster Edwards, dont tout le monde a toujours loué la gentillesse et la bonhomie, s'enfuit au Mexique avec son épouse. Il y rejoint Bruce Reynolds et sa compagne. Loin de Glasgow, loin de Londres, il mène une vie agréable. Même si l'argent a tendance à fondre un peu trop vite au soleil. Pourtant, l'Angleterre lui manque. En 1966, il négocie son retour

avec les autorités judiciaires. Ses aveux contre une remise de peine. Le deal est accepté. Edwards est condamné à quinze ans de prison. Il n'en purge finalement que neuf. Libéré début 1975, il ouvre une très modeste boutique de fleurs dans l'enceinte de la gare Waterloo de Londres.

Cependant, la police continue de s'intéresser à lui et le soupçonne de participer à une fraude aux cartes bancaires. Le 28 novembre 1994, à l'âge de 63 ans, il est retrouvé pendu à une poutre en acier à l'intérieur d'un garage, à proximité de la gare Waterloo. La thèse du suicide est privilégiée, même si ses proches soutiennent qu'il était trop soûl pour commettre un tel acte. Interrogé dans son exil brésilien, Ronald Biggs déclare : « Je me souviens toujours de lui comme d'un gars joyeux. » Buster Edwards a toujours nié avoir été l'homme qui a frappé le cheminot Jack Mills, réfutant ainsi une allégation persistante.

Condamné à trente ans de prison, comme la plupart de ses complices, Gordon Goody est finalement libéré en décembre 1975 après avoir passé douze ans derrière les barreaux. Un an après sa remise en liberté, il choisit de s'installer en Espagne. À Mojácar, dans le sud-est de la province d'Almería (Andalousie), où il ouvre un bar au bord d'une plage. Entouré de sa femme et des nombreux chiens qu'il a recueillis, il coule des jours paisibles. Au fil du temps, il reviendra sur le célèbre casse. Il ne niera aucunement y avoir participé – se déclarant même le véritable cerveau – mais affirmera que Scotland Yard ne possédait aucune preuve contre lui.

Au point que la célèbre police britannique en aurait fabriqué une… Lors de son procès, la principale pièce à conviction était une paire de ses chaussures tachées de la peinture jaune trouvée dans la ferme. Or, Goody soutient qu'il a porté des bottes durant tout son séjour à la ferme et que ces chaussures ont été prises à son domicile par Scotland Yard, qui les a tachées pour les transformer en preuves solides.

Seul bémol selon lui à cette incroyable aventure : « Le fait que le conducteur du train a été blessé est mon plus grand regret. Personne n'était censé être blessé. Je me considérais comme un gentleman et nous étions des gentlemen-cambrioleurs. Quand Jack Mills est tombé et que sa tête a heurté du métal, nous l'avons tous aidé. Charlie lui a fait un bandage et Tommy lui a donné une cigarette avant de s'asseoir à côté de lui. Nous savions que cela changeait tout. J'étais choqué, terriblement choqué[20]… »

Depuis son exil, Goody ne manquera pas d'égratigner la « star » de l'attaque : « Ronald Biggs était un trou du cul. Je ne l'aimais pas et personne ne l'aimait. Son seul travail consistait à apporter un conducteur de train et il nous a amené un gars qui ne pouvait pas faire ce travail. On a dû le renvoyer dans la voiture[21] ! » Gordon Goody est décédé le 29 janvier 2016, à l'âge de 86 ans.

Quant à Bruce Reynolds, il est, avec Buster Edwards, l'un des premiers à prendre la fuite, estimant que Scotland Yard s'intéresse de trop près aux agissements de la bande. Il s'exile d'abord au Mexique (où il travaille comme agent pour les cigarettes Dunhill) puis au Canada, où il se fait passer pour un homme d'affaires aisé (et où il retrouve Charlie Wilson, évadé de prison).

Mais, à l'instar de Buster Edwards, il a le mal du pays. Au lieu de négocier avec les autorités, il préfère rentrer incognito. Mauvaise idée. Le 8 novembre 1978, il est arrêté à Torquay puis condamné à vingt-cinq ans de prison. Une détention difficile. « En raison de votre réputation, vous devez maintenir une certaine image, racontera-t-il. Vous marchez le long du palier la tête haute. Puis la porte fermée derrière vous, vous vous effondrez sur votre lit et les larmes commencent à couler[22]… » Il effectuera seulement dix années de sa peine.

À sa libération, sans argent, il se lance dans divers trafics, dont celui d'amphétamines, qui lui valent une nouvelle condamnation à trois ans de

prison. Par la suite, précédé par sa notoriété de « cerveau du casse du siècle », il se retrouve dans l'impossibilité de décrocher un emploi légal. « Je suis devenu un vieil escroc vivant de la charité des autres vieux escrocs[23] », constatera-t-il. Le 28 février 2013, âgé de 81 ans, il meurt dans son sommeil.

Une grosse partie du butin – soit dépensée par les fuyards, soit cachée – n'a jamais été retrouvée. Deux des voleurs n'ont jamais été identifiés.

---

1. Dans *Opération Tonnerre*, no 4 de la série, l'un des membres de l'organisation Spectre rapporte à Ernst Stavro Blofeld : « En tant que conseillers pour l'attaque du train postal de Grande-Bretagne : 250 000 livres d'honoraires. »

2. Ce qui fera dire à la presse que Goody est coiffeur, ce qu'il a toujours fermement nié.

3. *Ronald Biggs, l'homme du train postal*, de Colin MacKenzie (Stock, 1976).

4. De son vrai nom « Royal Mail's Glasgow to London Travelling Post Office », réduit à l'acronyme « TPO ».

5. En 2014, Gordon Goody désignera Patrick McKenna, employé des postes de Belfast. Il aurait touché sa part du butin mais en aurait donné l'intégralité à l'église catholique qu'il fréquentait.

6. « Stan Agate » est le surnom du cheminot de la bande.

7. Suite à cette blessure, Jack Mills, 58 ans, ne travaillera plus jamais. Il mourra d'une leucémie sept ans après le hold-up… Quant au voleur qui l'a frappé, il n'a jamais été formellement identifié. Au dire de Biggs, il s'agirait de l'un des membres de la bande (« le plus costaud ») à n'avoir jamais été inquiété par la police. D'autres sources estiment qu'il s'agit de Jimmy Hussey. Du fait de son passé de boxeur, Buster Edwards sera également soupçonné.

8. Leslie Penn, Joseph Ware, John O'Connor et Thomas Kett.

9. Précisément, d'après les chiffres officiels : 2 631 784 livres (plus de 50 millions d'euros actuels).

10. La « mode » consistant à brûler les véhicules volés après usage n'était pas encore en vogue dans les années 1960 !
11. Sur laquelle sera retrouvée une empreinte appartenant à Ronald Biggs.
12. Au total, la police relèvera 311 empreintes digitales et 56 empreintes palmaires.
13. Aucun lien de parenté entre les deux hommes.
14. Il sera à nouveau capturé en 1968 au Canada et purgera dix ans de prison.
15. Pour un système d'alarme !
16. Sur notamment « No One Is Innocent », des Sex Pistols.
17. Dans une interview à la BBC, Biggs affirmera avoir « grillé » en seulement trois ans les 147 000 livres qui lui sont revenues du vol.
18. Il annonce même qu'il compte boire une pinte de bière dans un pub de Lambeth, sa ville natale [de la station balnéaire de Margate où il allait étant enfant].
19. Dans un jet privé, l'opération étant financée et couverte par le magazine *The Sun*. À bord se trouve également Bruce Reynolds, qui a accompagné son ami Biggs.
20. Cité dans *Le Guardian* du 28 septembre 2014.
21. *Ibidem*.
22. Cité dans le *Daily Express* du 1er mars 2013.
23. *Ibidem*.

À lire :

The Great Train Robbery, de John Gosling (Signet, 1964)

The Train Robbers, de Malcolm Fewtrell (Arthur Barker Ltd., 1964)

The Robber's Tale, the Real Story of the Great Train Robber, de Peta Fordham (Hodder & Stoughton, 1965)

A Detective's Story, de George Hatherill (Andre Deutsch, 1971) – seul le dernier chapitre est consacré à l'attaque du train postal.

No Fixed Address, de Frank Williams (W. H. Allen & Co, 1973)

Slip-Up, d'Anthony Delano (The New York Times Book, 1975)

Ronald Biggs, l'homme du train postal, de Colin MacKenzie (Plon, 1975)

Le Trésor du train postal, de Piers Paul Read (Grasset, 1975)

The Train Robbers, de Piers Paul Read (W. H. Allen & Co, 1978)

Slipper of the Yard, de Jack Slipper (Sidgwick and Jackson Ltd., 1981)

Odd Man Out, de Ronald Biggs et Christopher Pickard (Bloomsbury Publishing, 1994) – une version augmentée est parue en 2011.

Crossing the Line: The Autobiography of a Thief, de Bruce Reynolds (Bantam Press, 1995) – une version augmentée est parue en 2003.

Keep On Running, de Ronald Biggs et Christopher Pickard (Bloomsbury Publishing Ltd., 1996)

Gangster's Moll – Living With a Life of Crime From the Great Train Robbery to 'Mad' Frankie Fraser, de Marilyn Wisbey (Little Brown and Co, 2001)

The Great British Train Robbery, de Tim Coates (Coates, 2003)

Killing Charlie [Wilson], de Wensley Clarkson (Mainstream Publishing, 2004)

The Great Train Robbery, de Peter Guttridge (National Archives, 2008)

Ronnie Biggs – The Inside Story, de Mike Gray et Tel Currie (Apex, 2008)

Signal Red, de Robert Ryan (Headline Review, 2010)

The Great Train Robbery – History-Making Heist, de Brenda Haugen (Compass Point, 2011)

The Great Train Robbery 50th Anniversary: 1963-2013, de Bruce Reynolds, Ronnie Biggs, Nick Reynolds et Christopher Pickard (Mpress, 2013)

The Great Train Robbery: Crime of the Century. The Definitive Account, de Nick Russell-Pavier et Stewart Richards (Phoenix, 2013)

The Great Train Robbery: The Untold Story From the Closed Investigation, d'Andrew Cook (History Press, 2013)

The Ronnie Biggs Quiz Book, de Mike Gray (Apex, 2013)

The Great Train Robbery Quiz Book, de Mike Gray (Apex, 2013)

101 Interesting Facts on Ronnie Biggs and the Great Train Robbery, de Mike Gray (Apex, 2013)

The Great Train Robbery – The Three Who Escaped Justice. A Question of Alibis ?, de Jim Morris (Partnership, 2013)

The Great Train Robbery: A New History, de Jim Morris (Amberley Publishing, 2013)

The Great Train Robbery and the Metropolitan Police Flying Squad, de Geoff Platt (Pen & Sword, 2015)

À voir :

Die Gentlemen bitten zur Kasse (1967), de John Olden et Claus Peter Witt – mini-série allemande de trois épisodes relatant l'attaque du train postal. Un nouveau montage permit une exploitation au cinéma. Le film sortit en France sous le titre *L'Affaire du train postal Glasgow-Londres*[24].

Trois milliards d'un coup (*Robbery*) (1967), de Peter Yates, avec Stanley Baker

Buster (1988), de David Green, avec Phil Collins – film biographique sur Buster Edwards.

The Great Train Robbery (2009), de Mike Le Han, avec John Bradshaw

Ronnie Biggs, the Great Train Robber (2012) – documentaire de History Channel.

Mrs Biggs (2012), de Paul Witthinghton – série de cinq épisodes sur la vie de l'épouse de Ronald Biggs, Charmian[25] (Sheridan Smith).

The Great Train Robbery (2012), de Marion Milne – documentaire auquel participèrent, notamment, Bruce Reynolds et Gordon Goody.

The Great Train Robbery (2013), de Chris Chibnal – excellente mini-série en deux épisodes retraçant à la fois l'épopée de l'attaque et l'enquête de Scotland Yard.

Le Casse du siècle (*A Tale of Two Thieves*) (2014), de Chris Long – documentaire centré autour du témoignage de Gordon Goody.

L'attaque du train postal a inspiré de nombreux films, dont *Le Cerveau*, de Gérard Oury, avec David Niven dans le rôle du « Colonel ». L'action est resituée en France. Le hold-up du train dans *Le Pacha*, de Georges Lautner (avec Jean Gabin), doit aussi beaucoup au vol du 8 août 1963.

---

24. Le scénario reposait sur une enquête serrée effectuée par un journaliste du *Stern*. Le personnage central était interprété par Horst Tappert, futur « inspecteur Derrick ». Il s'agit de Bruce Reynolds, mais, pour des raisons de droits, son nom fut changé en « Michael Donegan ». Tappert étudia la personnalité de Reynolds de près et se prit d'affection pour cet homme :

« Ce stratège qui avait tout prévu, qui prenait ses hommes sous son aile dans les situations de crise, qui était humain et en même temps un peu snob et pince-sans-rire était fait pour moi » (*Derrick et moi*, De Fallois, 1999).
25. Décédée en janvier 2015.

LE CASSE DE NICE

(Nice – juillet 1976)

Celui-ci restera, et pour longtemps, le casse de référence. Pas seulement en France, où l'onde de choc qu'il provoqua toucha l'ensemble du territoire, mais aussi dans le reste du monde, où l'étonnement le disputa aux applaudissements. Car, presque immédiatement, au-delà du « coup », beaucoup virent dans ce casse un véritable exploit, qu'il fallait saluer comme tel : chapeau bas !

« Ce n'est pas tant le butin – que l'on évalue à 50 millions de francs – qui est incroyable, mais en écoutant l'histoire on a l'impression de vivre le scénario du meilleur des films policiers, constate la journaliste Hélène Vida sur Antenne 2 dès le lendemain du vol. C'est la méthode employée par les gangsters pour dévaliser les 400 coffres de la Société générale de Nice qui est étonnante. "Ni arme, ni violence, ni haine[26]", c'est ainsi qu'ils ont signé. Le point de départ : les égouts. Un tunnel en plein centre de la ville, un outillage sophistiqué, une imagination et une précision dans l'exécution qui laissent pantois. » Sur TF1, Michel Denisot parlera d'un « scénario digne des meilleurs films policiers ».

À ce casse tout à fait inattendu est lié un nom : Albert Spaggiari. Un audacieux bandit sur lequel tout a été dit, écrit. Tout et son contraire. Il fut longtemps considéré comme un grand voleur. Mais l'histoire a fini par révéler qu'il était surtout un grand menteur. Oui, ce casse de Nice, il y a participé. Oui, il en a été plus ou moins à l'origine. Mais en aucun cas il n'en a été le cerveau. Et la gloire qu'il s'est octroyée évoque davantage un mythomane ayant désespérément besoin de célébrité qu'un chef de bande à l'esprit froid.

Il se voulait insaisissable, mais aussi inclassable : « Il est inutile que vous perdiez votre temps à essayer de me définir ou à me classer dans une de vos catégories-codes, écrira-t-il dans ses Mémoires. Ça menace d'être plus compliqué que ça. À moins que vous teniez à court-circuiter un ordinateur, dans ce cas je suis l'élément idéal. Autrefois, j'attachais de l'importance à

ce que les gens pensaient de moi. Mais, je m'en suis aperçu, les gens pensent rarement. Puis, les années ont passé. Aujourd'hui, je m'en fous. Vous pouvez même faire de moi une statistique si ça vous chante[27]. »

Il n'en demeure pas moins que ce vol eut lieu dans des conditions défiant l'imagination. Ce ne fut pas le coup de force de bandits armés mais le résultat d'un long labeur de sapeurs, de mineurs, de terrassiers, presque de taupes humaines…

L'incroyable aventure commence en mars 1976. Albert Spaggiari connaît bien la ville de Nice. Il y tient un petit magasin de photographie[28] dans le quartier Ferber. D'un naturel bavard, il se lie facilement avec de nombreuses personnes et glane de-ci de-là moult informations plus ou moins utiles. Un jour – sur les conseils d'un employé, affirmera-t-il – lui vient l'idée d'attaquer une banque.

Ce n'est pourtant pas dans ses habitudes. Bien qu'ayant un passé tumultueux, bien qu'ayant déjà goûté de la prison[29], cet ancien d'Indochine ne peut être catalogué parmi les voyous. C'est plutôt un baroudeur, un aventurier voire une tête brûlée. Ses « coups », il les a plus souvent faits à l'étranger qu'en France[30]. D'ailleurs, dans l'Hexagone, il ne connaît aucun gangster, et c'est bien là son problème. Car pour réussir le hold-up d'une banque, il faut des spécialistes. Ce n'est pas un travail qui s'improvise, à moins qu'on accepte de prendre des risques inconsidérés.

Albert a jeté son dévolu sur l'agence principale de la Société générale, à l'angle de l'avenue Jean-Médecin et de la rue de l'Hôtel-des-Postes, au cœur de Nice, à 200 mètres de l'hôtel de ville et presque autant du commissariat le plus proche. Le genre d'endroit que personne ne songe à attaquer. Il est vrai qu'un coup de force sur cet établissement ressemble à un coup de folie.

Pour parvenir à ses fins, Spaggiari interroge ses connaissances. De contact en contact, il finit par être mis en relation avec un groupe de voleurs

aussi réputés que discrets. Des Avignonnais[31] qui profitent de la relative tranquillité de leur ville – surtout par comparaison avec Marseille et ses alentours – pour agir en toute quiétude. C'est même dans le lieu le plus réputé de la cité des Papes que certains d'entre eux ont réalisé leur plus gros coup : 119 Picasso volés dans le palais des Papes en janvier 1976 ! Ce vol s'est terminé en déroute, les revendeurs chargés d'écouler la marchandise ayant fini par tomber dans un piège tendu par la police…

Les Avignonnais écoutent Spaggiari avec méfiance : ils ne le connaissent pas et le trouvent un peu trop agité à leur goût. La préparation d'un vol de cette envergure se fait dans le calme et nécessite des esprits froids. Le Niçois a beau leur préciser que – d'après son anonyme informateur travaillant à l'intérieur de la banque – la Société générale attend prochainement un important transfert de fonds, ils refusent de céder à la précipitation. Deux d'entre eux se rendent sur les lieux du futur crime, à Nice. Là, ils concluent vite par la négative : « Prendre le pognon, ça on pourra toujours le faire, constate l'un d'eux. Par contre, s'arracher de la banque sans déclencher un Fort Alamo et filer à travers les rues, ça paraît un poil plus complexe. »

Pas question de braquer la banque. Pas question, non plus, de renoncer au projet. Car Albert a fourni quelques importantes informations, dont le fait que la salle des coffres ne serait protégée par aucun système d'alarme. Plus tard, le commissaire Besson, de la police judiciaire de Nice, constatera, non sans étonnement : « Les services techniques de la direction de la banque n'ont pas estimé utile d'installer un système d'alarme eu égard au blindage extrêmement épais et à la sécurité qu'ils estimaient remarquables de leur salle des coffres. »

Si « remarquables » que la banque ne dispose d'aucun gardien de nuit, mais seulement d'un concierge qui effectue de vagues rondes. Par ailleurs, elle communique avec une indéniable forfanterie sur la sécurité de son

établissement. L'un de ses dépliants publicitaires affirme : « Toutes les banques vous proposent des coffres. Nous vous offrons Fort Knox[32]. » Dont acte.

Attaquer la Société générale de jour, les armes à la main : non. L'idée de départ d'Albert Spaggiari est unanimement rejetée. En revanche, entrer dans la salle des coffres de nuit, pourquoi pas ? Car les Avignonnais ont déjà tenté l'expérience – dévaliser la poste de la place d'Italie, à Paris, en passant par les égouts. Ils ont transité par la cave d'un vieil immeuble pour entrer dans ces égouts. De là, ils ont creusé un trou dans le mur de la poste et ont pénétré dans le bâtiment. Ne leur restait plus qu'à percer le blindage de la salle des coffres. À l'aide d'une lance thermique.

Connaissant mal le maniement d'un tel outil, les voleurs ont perdu beaucoup de temps. La chaleur générée par la lance a fini par déclencher l'alarme incendie. Quand les bandits ont entendu les sirènes des pompiers, ils sont repartis par où ils étaient venus, sans avoir réussi à entrer dans la salle des coffres. Mais cet échec leur avait laissé l'idée de passer par les égouts – jamais surveillés et courant sous tous les quartiers de la ville. Plus tard, Albert Spaggiari affirmera avoir eu l'illumination en lisant un roman de la « Série noire »[33], mais il semble bien que cela soit pure invention.

Petit à petit, l'idée fait son chemin. Albert est un peu désorienté, car il ne possède aucune information sur l'épaisseur des murs de la salle des coffres, et encore moins sur la disposition des égouts de Nice. Qu'à cela ne tienne, lui répondent ses nouveaux complices : ils vont se renseigner. Cela prendra du temps, mais casser une banque est un travail de précision.

Durant ces préparatifs, puis lors du creusement du tunnel, chacun donne son avis, apporte de l'eau au moulin. Albert, par exemple, se charge de l'intendance. À lui aussi de récupérer des renseignements auprès de ses contacts niçois. Ainsi, il se procure les plans des égouts, mais ceux-ci, se révélant incroyablement complexes à déchiffrer, ne seront pas utilisés.

L’ambiance générale est celle d’une relative confiance mutuelle, même si les Avignonnais gardent leurs distances avec le Niçois, dont ils ne partagent pas les idées politiques.

« Il n’y a pas, et n’y aura jamais de “cerveau” du casse de Nice, c’est-à-dire de personnage omniscient qui apporte toutes les idées, donne ses ordres et fait exécuter l’action par des subalternes, écrira l’un des auteurs du casse. […] Dès le départ, il s’agit d’un travail d’équipe. Spaggiari a apporté un lieu, les autres apportent leur savoir-faire. Tout au long du déroulement de l’action, la plupart des décisions se prendront en commun. Bien entendu, certains auront plus d’idées, et des meilleures, que les autres mais chaque solution suggérée pour chaque problème rencontré – et il y en aura beaucoup – fera l’objet d’une discussion concertée[34]. »

L’une des vérifications prioritaires porte sur l’absence d’alarme : si une sonnerie se déclenche au premier coup de burin sur l’un des murs de la banque, inutile de creuser un tunnel. Pour en avoir le cœur net, les voleurs demandent à une complice de louer un coffre à la Société générale pour y installer un gros réveil placé sur une assiette, entouré de pièces de monnaie. Le réveil sonne en pleine nuit. Les bandits sont aux aguets. Mais aucune voiture de police ne se précipite vers la banque. Calme plat. Plutôt bon signe.

Dès lors, on peut passer à l’étape suivante : la visite des égouts. L’idée d’entrer par une bouche d’égout est finalement écartée : trop de risques de se faire repérer sur une période longue. Il faut trouver une voie plus discrète. Ce sera l’embouchure du Paillon, un cours d’eau qui traverse Nice. Début d’une marche interminable pour les futurs mineurs, car ils devront longer la rivière puis emprunter les égouts pendant vingt-cinq minutes avant d’atteindre leur chantier.

L’électricité pour alimenter les lumières autour et dans le tunnel est fournie par un parking souterrain situé non loin de la banque – *via* un câble

de plusieurs centaines de mètres. Aucun des bandits n'a suivi de formation d'ingénieur spécialiste ès tunnels, mais tous sont de bons bricoleurs et savent trouver des solutions de dernière minute. Ils font l'estimation du matériel nécessaire pour leur vol. Vont acheter les outils dans différents magasins de bricolage et, pour l'étayage, du bois dans des scieries des alentours de Marseille. Ils doivent transporter ce matériel lourd et encombrant à dos d'homme depuis l'embouchure du Paillon jusqu'à leur « camp de base ».

Enfin, les équipes se forment. Elles seront deux, qui se relaieront une nuit sur deux. Composées chacune de cinq hommes. Tous liés à la bande des Avignonnais. De son côté, Spaggiari propose deux « amis », un dans chaque équipe – des types qui ne rechigneront pas à la tâche mais ne se lieront jamais vraiment avec les bandits. Tandis que ces derniers dorment et mangent dans deux appartements séparés, les nouveaux venus les quittent dès que le travail est terminé et les rejoignent au Paillon à une heure fixée à l'avance. On travaille ensemble, mais on ne se mélange pas. Et on ne sympathise guère.

Quant à Albert lui-même, il est invité à ne pas descendre dans les égouts. Non qu'il n'en ait pas l'envie ni les capacités physiques, mais il est trop connu dans Nice pour disparaître une nuit sur deux. Quelqu'un risquerait de s'inquiéter de son absence. Néanmoins, il continue de s'occuper de l'intendance[35] et est régulièrement tenu au courant de l'avancée des travaux et des innombrables difficultés rencontrées.

Pendant que les « égoutiers » s'apprêtent à descendre, des guetteurs se placent autour de la banque, notamment dans des chambres d'hôtel. L'objectif est à la fois de repérer les allées et venues, de prévenir les autres au cas où un passant s'inquiéterait de bruits en provenance du sous-sol, et de surveiller les conversations de la police à l'aide d'un scanner. À la moindre alerte, les mineurs doivent s'arrêter net.

Le vendredi 7 mai 1976, le creusement du tunnel débute après la fermeture des bureaux. Cette nuit-là, exceptionnellement, les deux équipes descendent dans les entrailles de la ville pour y analyser la nature du sol et faire les premiers travaux. La tâche est fastidieuse, épuisante. Les difficultés s'accumulent. L'évacuation des gravats est plus compliquée que prévu, les premiers étayages tiennent mal. En ce week-end sous terre, les hommes vont jusqu'aux limites de leurs forces sous le regard intrigué de rats qui se rapprochent de plus en plus, comme si eux aussi flairaient la bonne affaire.

Au sortir de cette première session, les égoutiers n'ont strictement aucune idée du temps que prendra leur chantier. Ils l'espèrent le plus court possible mais craignent des désagréments de toutes sortes. Au final, ils creuseront pendant plus d'une centaine de nuits et une quinzaine de week-ends… Chaque soir, une équipe quitte son logement vers 19 h 30 pour arriver à l'entrée du Paillon à 20 heures. Elle n'en ressort, épuisée et crottée, qu'aux premières lueurs de l'aube.

Le 25 juin, les égoutiers parviennent au bout du tunnel, long de 8 mètres : ils touchent enfin le mur de la banque. Contrairement à ce qu'écriront des observateurs avisés, aucun expert n'a calculé avec précision la direction du tunnel : les voleurs y ont été « au pif », orientant grosso modo son débouché ; et, parce qu'ils craignaient de s'aventurer trop haut, ils ont creusé plus en profondeur.

Le travail est loin d'être terminé : il faut désormais percer les fondations puis l'épais mur de protection de la banque. Après d'innombrables coups de marteau et de burin, ils finissent par ouvrir un trou qui dévoile une paroi métallique. Une nouvelle protection inattendue ? Non : en réalité, il s'agit d'une armoire de la salle des coffres. Les voleurs ont touché leur but…

Le dépeçage des coffres de la Société générale devant prendre beaucoup de temps, il est décidé de frapper un week-end. De plus, les égoutiers invitent des « gros bras » pour aider à l'ouverture des coffres et au transport

de la marchandise. Cette fois, toute bonne volonté est la bienvenue. Albert Spaggiari rejoint ses deux amis qui ont participé au creusement du tunnel et annonce qu'il descendra dans la banque avec eux. Aucun problème pour les Avignonnais.

Date prévue pour le casse : le week-end qui suit le vendredi 9 juillet. Mauvaise nouvelle : le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, sera de passage à Nice le 10 et le 11 pour une revue navale. La ville sera truffée de policiers et de militaires. Les visites de sécurité se multiplieront un peu partout, y compris peut-être dans les égouts. Impossible pour les voleurs d'agir. Ils reportent donc leur opération au week-end suivant, plus calme.

Dans l'attente du grand moment, tous ceux qui participeront à l'ouverture des coffres se réunissent aux Oies sauvages[36], la bergerie d'Albert Spaggiari à Bézaudun-les-Alpes, dans l'arrière-pays niçois. Un moment de détente plus que de fête.

À 17 heures, le vendredi 16 juillet 1976, l'équipe arrive à l'entrée du Paillon. L'ouverture des coffres individuels se révèle beaucoup plus complexe que prévu. Plusieurs solutions sont envisagées ; celle qui est finalement choisie nécessite à la fois un chalumeau et des coups de burin. Cela prend du temps. De fait, les voleurs ne pourront éventrer la totalité des coffres qui les entourent.

Néanmoins, ils s'efforcent de travailler vite. La « marchandise » subit un premier tri : les lingots et les pièces d'or d'un côté, les billets de l'autre. Les tableaux, objets d'art et documents de toutes sortes sont écartés. *Idem* pour les chéquiers. En ce qui concerne les bijoux, ils sont soumis à l'« expertise » d'un des égoutiers, installé à une petite table. Il n'a pas une seconde à perdre : c'est oui ou c'est non. En clair : marchandise facile à revendre ou camelote. Il agit si rapidement qu'il rejette un énorme rubis que la police sera étonnée de retrouver par terre…

D’après l’une des personnes présentes, Albert Spaggiari a très tôt annoncé sa volonté d’ouvrir un coffre précis. En cette nuit du 16 au 17 juillet, il met son plan à exécution et demande un coup de main. « Albert nous désigne la fameuse armoire qui l’intéresse, écrira l’un des voleurs. Elle se situe dans une salle attenante à celle par laquelle nous sommes entrés, sur la rangée de gauche, adossée au mur, proche du dépôt de nuit. Vincent va lui ouvrir le coffre au chalumeau sans se soucier de son contenu. Nous-mêmes, dans l’action, nous en désintéressons totalement. Que prend-il à l’intérieur de ce mystérieux coffre ? Je n’en ai strictement aucune idée. Rien de très encombrant car il revient vers nous les mains vides[37]. »

Le lundi 19 juillet, à 2 heures du matin, les voleurs décident de quitter la salle des coffres. Ils en ont fracturé 317 (plus 10 armoires blindées), les vidant de leur contenu. Ils ont aussi récupéré des sacs d’argent tombés par la trappe du dépôt de nuit. Des billets déposés par des sociétés de convoyage.

Avant de partir, l’un des bandits trace le fameux message « Ni armes, ni violence et sans haine ». Qui ? Albert Spaggiari affirmera en être l’auteur. Ses complices soutiendront, au contraire, qu’il se désintéressait de cet ultime pied de nez et que son auteur était l’un des Avignonnais…

Le butin, extrêmement lourd, est transporté jusqu’aux voitures qui attendent à l’entrée du Paillon. Spaggiari espérait que le partage aurait lieu dans sa bergerie. Mais les autres préfèrent mettre le maximum de distance entre eux et la Société générale. Ils foncent donc vers Marseille, où ils se dispersent.

Au cours de cette même journée du lundi, la plupart des voleurs viennent récupérer leur part, qui s’élève – tous frais déduits – à 2 millions de francs chacun. Albert attendra quelques jours avant de venir chercher son dû. Sur un parking d’Aix-en-Provence, il récupérera quatre parts : la sienne, celles

de ses deux amis descendus dans les égouts, mais aussi celle de son informateur, qu'il est le seul à connaître[38].

*

* *

En ce lundi matin, Charles Battistelli, employé à la Société générale, est le premier à vouloir entrer dans la salle des coffres. Il ne peut y parvenir, car la porte a été soudée de l'intérieur par les voleurs. Branle-bas de combat.

Non sans mal, on arrive à pénétrer dans ce « Fort Knox » dont la banque a tant vanté les mérites. Chacun s'attend au pire. Mais la réalité dépasse les pires craintes : des coffres éventrés, des papiers répandus sur tout le sol, des bijoux de pacotille un peu partout et de nombreux objets de toutes sortes éparpillés dans tout le local. Les égoutiers n'y sont pas allés de main morte.

Dire que le vol fait la une des journaux du lendemain est un euphémisme : non seulement il occupe les gros titres, mais tout le monde en parle, que ce soit dans les médias ou dans la rue. Le casse de Nice est l'objet de toutes les conversations. Le particulièrement bien placé *Nice-Matin*, par exemple, parle du « fric-frac de la Société générale » et titre sur toute la largeur de sa une « Un "coup" monumental ». Difficile d'évaluer avec précision le montant exact du butin, mais les estimations les plus fiables le chiffrent à 50 millions de francs (5 milliards de centimes[39]).

La première tâche des policiers consiste à ramasser tout ce qui traîne dans le tunnel : des bouteilles d'oxygène, des gants en caoutchouc, des torches électriques, des pinces monseigneur, des boîtes de conserve, des réchauds, une casserole, six chaises et des bouteilles de vin… Au total, près de 1 tonne de matériels très divers.

Malheureusement pour l'enquête, ces objets fournissent peu d'informations : contrairement à leurs homologues britanniques[40], les voleurs ont toujours travaillé avec des gants. En conséquence, la police décide de regrouper les informations en amont. Tous les comportements

suspects, les infractions bénignes sont épluchés et, éventuellement, reliés au casse. Des hommes interpellés alors qu'ils transportaient du matériel pour creuser, des villas perturbées par des va-et-vient inhabituels, chaque comportement suspect est passé au crible par les enquêteurs. Ainsi, dans l'une de ces villas, les policiers retrouvent des bottes d'égoutier recouvertes de la même boue que celle que l'on trouve dans les égouts niçois. Un début de piste.

Ailleurs, une colossale erreur va permettre une avancée très rapide de l'enquête. Albert Spaggiari a confié plusieurs de ses lingots à deux hommes, Francis Pellegrin et Alain Bournat. Charge pour eux de les écouler discrètement. En matière de discrétion, ces deux malfrats vont accumuler les bourdes. Ils sous-traitent avec un troisième individu – qui n'est au courant de rien. Celui-ci va porter les lingots… au Crédit agricole de Roquefort-les-Pins. L'employé ne met pas longtemps à identifier la provenance des lingots ni à alerter la police. Pellegrin et Bournat sont arrêtés. Ils n'ont pas participé au casse mais en connaissent l'un des « piliers », qu'ils dénoncent sans aucun état d'âme : Albert Spaggiari.

Les enquêteurs font des recherches discrètes autour de ce photographe. Ils apprennent que, peu après le casse, il a séjourné aux États-Unis. Il en est revenu bien vite pour reprendre ses activités anodines. Albert ne leur semble pas être le client idéal, car il n'a pas le profil d'un « grand bandit ». Une perquisition à sa bergerie ne permettra de rapporter que des armes qui n'ont évidemment rien à voir avec le « casse du siècle ».

Le 26 octobre 1979, la police lance une grande rafle, arrêtant à Paris, à Marseille et dans d'autres villes une trentaine de personnes suspectées d'être liées au casse de Nice. Parmi eux, Albert Spaggiari, interpellé à son retour d'un voyage d'affaires au Japon[41]. Quelques jours plus tard, au cours d'une conférence de presse, son avocat, Jacques Peyrat, dresse un premier portrait : « Albert Spaggiari est un garçon extrêmement idéaliste. Il a été

amené, en vertu de cette idéologie personnelle, à aider ce mouvement – ce n'est pas un parti politique –, la Catena[42], qui est une chaîne de solidarité qui se développe sur plusieurs pays et qui tend à faciliter l'hébergement de nationalistes qui sont traqués pour leurs idées politiques[43]. » Dès le départ, la piste politique est lancée : Spaggiari n'est plus un voleur comme un autre mais un idéaliste. La presse évite de préciser que ses « idéaux » se situent plutôt à l'extrême-droite.

À ce moment, eu égard au pedigree de certaines personnes interpellées, de nombreux journalistes estiment que Tany Zampa, le redoutable gangster marseillais, a supervisé le casse, voire qu'il en serait le cerveau. Ce qui est faux. Il a simplement été tenu au courant.

Au début, Spaggiari nie toute implication dans le vol. Il sait qu'en dehors des aveux de pseudo-comparses la police ne dispose d'aucune preuve solide. Puis, soudainement, il devient bavard, très bavard. Est-ce le fait que l'on attribue la paternité du vol à Zampa qui l'irrite à ce point ? En tout cas, il clame haut et fort qu'il n'est ni plus ni moins que le cerveau du vol de la Société générale, organisé dans l'unique but de renflouer cette fameuse Catena. Il va même plus loin, et, s'il refuse de nommer ses complices, accepte de raconter l'affaire en détail. Il précise que les égoutiers étaient répartis en deux équipes : l'une composée de ses amis les « politiques », l'autre dite « des truands ». Première d'une longue série d'approximations, pour ne pas dire de mensonges.

Ces aveux sont une aubaine pour le juge d'instruction, Richard Bouazis. Les « rencontres » entre les deux hommes, ancrés chacun d'un côté de la loi, sont de plus en plus nombreuses. Le voleur veut être précis ; il apporte même des croquis pour appuyer ses dires. Ce que le juge ne devine pas, c'est que derrière cette apparente coopération Spaggiari prépare son évasion. À l'aide de plusieurs complices de l'Indochine et de l'OAS, il va pouvoir prendre la poudre d'escampette. Le 10 mars 1977, à 15 heures, il

saute par la fenêtre du bureau du magistrat au palais de justice de Nice. Il atterrit deux étages plus bas sur le toit d'une voiture en stationnement. Ensuite, il bondit à l'arrière d'une moto qui s'éloigne à vive allure.

« Un tout petit moment plus tard, racontera Spaggiari, la moto pénètre dans un parking d'immeuble et, pendant ce temps-là, 4 000 flics, gendarmes et CRS sont mis sur le pied de guerre dans un vaudeville de mobilisation générale. Moi, je prends place à l'intérieur d'une grosse voiture de maître anglaise ; ou, plus exactement, je m'engouffre dans une cache pratiquée sous la banquette arrière. Et la limousine sort du garage à petite vitesse, royale. Nous traversons la ville et franchissons les barrages. Quatorze entre Nice et Paris. Et on nous fera ouvrir la malle au péage d'Aix-en Provence[44]. » Albert Spaggiari échappe à la justice. Pour toujours.

En octobre 1979 a lieu le procès des inculpés du casse de Nice : six personnes seulement, dont une femme. La police sait qu'il s'agit pour la plupart de seconds couteaux jamais descendus dans les égouts. Mais elle n'a que ceux-là à proposer à la justice.

Francis Pellegrin et Alain Bournat sont condamnés à cinq ans de prison pour tentative de recel de titres et de lingots d'or. La femme, Marie-Françoise Astolfi, est acquittée. Dominique Poggi, réputé être proche du chef de gang Tany Zampa, est acquitté. *Idem* pour Gérard Vigier, lui aussi proche de Zampa. Seul Daniel Michelucci est désigné comme l'un des « égoutiers », arrêté sur dénonciation de son amie, qui déclare l'avoir accompagné à la banque Lambert de Bruxelles, où Daniel aurait caché 620 000 francs et 9 lingots d'or dans un coffre. Il est condamné à sept ans de prison.

Le 6 novembre, Albert Spaggiari est jugé par contumace. Le verdict est lourd : condamnation à perpétuité, soit la peine maximale pour un vol qualifié. Mais le faux cerveau du casse de Nice est en fuite. À l'instar de Ronald Biggs[45], l'un des participants de l'attaque du train postal Glasgow-

Londres, il donne des interviews depuis le Brésil. Ruiné, il mourra en Italie le 8 juillet 1989 d'un cancer de la gorge.

Bernard Pivot, qui le rencontra à Milan en 1983 pour une interview préparatoire à son émission « Apostrophes », se souviendra d'Albert en ces termes : « C'était un filou intelligent, plutôt sympathique, un faux fragile, un agité de la fanfaronnade, un accro de la gloriole […]. S'il fallait lui trouver un correspondant dans la bande dessinée, ce seraient les Pieds nickelés. Le petit livre que leur consacre l'historien Jean Tulard (*Les Pieds nickelés de Forton*, Armand Colin) me conforte dans cette idée. À ceci près que Spaggiari, toujours déguisé, la tête toujours recomposée, était à la fois Croquignol et son long nez, le borgne Filochard, et le barbu Ribouldingue, fumeur de cigares comme le Niçois. Et tous les quatre malins, provocateurs, escrocs, bons vivants et rigolards[46]. »

Quant aux Avignonnais, ils ne sont absolument pas inquiétés. Non seulement la police ne les arrête pas, mais elle ne les interroge à aucun moment. Plusieurs iront prendre le frais à l'étranger, notamment en Espagne, mais tous finiront par rentrer en France. Ayant dépensé l'argent du casse de Nice, ils se lanceront dans différentes affaires, pas forcément honnêtes…

« Il y a un aspect de l'histoire dont nous sommes fiers et dont personne ne parlera jamais, confiera l'un d'eux : durant les quatre mois de la réalisation du casse, personne, même parmi nos proches, ne s'est douté un seul instant de ce que nous faisions. Nous avons tout partagé au sein de la bande mais rien ne filtra à l'extérieur. Telle était la condition indispensable pour préserver notre sécurité. Notre discrétion fut notre alliée et le restera durablement car, comme aucun d'entre nous ne se vantera du casse, nous ne risquerons pas d'être balancés par un indic. La police passera loin de nous[47]. »

Le casse de Nice n’a pas fini d’enflammer les imaginations, d’offrir son lot de vérités et de contre-vérités, mais aussi de faire rêver. En ce mois de juillet 1976, nombreux étaient les anonymes prêts à serrer la main aux égoutiers pour les féliciter. Quarante ans plus tard, l’admiration n’a pas faibli…

---

26. Le texte exact est « Ni armes, ni violence et sans haine ».
27. Albert Spaggiari, *Les Égouts du paradis* (Albin Michel, 1978).
28. Photo La Vallière.
29. Notamment aux Baumettes, à Marseille.
30. Il a été soupçonné, mais non accusé, d’avoir trempé dans une affaire de faux chèques et dans un vol à la Banque des Pays-Bas de Nice.
31. Dans son autobiographie, Spaggiari les surnommera « les Marseillais » pour mieux brouiller les pistes.
32. Camp militaire où est entreposée la réserve d’or des États-Unis.
33. *Tous à l’égout !*, de Robert Pollock (no 1668, paru en 1974), dans lequel une bande de casseurs entre dans les locaux d’une banque londonienne par les égouts.
34. Didier Caulier, *Confessions d’un braqueur* (Nouveau Monde, 2013).
35. Il apporte notamment de solides talkies-walkies qui seront utilisés pendant toute la durée des opérations.
36. D’après le titre d’un chant militaire très en vogue dans la Légion étrangère.
37. Didier Caulier, *Confessions d’un braqueur*, *op. cit.*
38. Les Avignonnais douteront toujours de son existence.
39. Environ 31 millions d’euros actuels. Ultérieurement, en fonction des déclarations des particuliers dont les coffres ont été fracturés, le montant officiel s’établira à 4 648 352 000 centimes. L’estimation se situe probablement en deçà de la vérité, certaines personnes ne souhaitant pas justifier la présence de lingots ou de bijoux parmi leurs biens.
40. Voir le chapitre sur l’attaque du train postal.
41. Il y accompagnait le maire de Nice, Jacques Médecin.
42. « Chaîne » en italien.

43. Ultérieurement, Spaggiari désignera ce groupuscule, surtout implanté en Amérique du Sud, comme une organisation dirigée par d'anciens nazis pour combattre le communisme.
44. Albert Spaggiari, *Les Égouts du paradis*, *op. cit*.
45. Que Spaggiari rencontrera.
46. *Le Journal du Dimanche*, 23 avril 2008.
47. Didier Caulier, *Confessions d'un braqueur*, *op. cit*.

À lire :

Cinq milliards au bout de l'égout, de René-Louis Maurice[48] (Simoen, 1977)

Les Égouts du paradis, d'Albert Spaggiari (Albin Michel, 1978)

The Heist of the Century, de Ken Follett et Rene Louis Maurice (Fontana, 1978)

Ennemis publics. Mes grandes enquêtes criminelles, d'Honoré Gévaudan (Lattès, 1990)

Spaggiari ou le Casse du siècle, de Gilbert Picard (Fleuve noir, 1992)

Albert Spaggiari, le casse du siècle : « Ni armes, ni violence et sans haine », de Christophe Hondelatte (Michel Lafon, 2007)

Albert Spaggiari ou la Parade du fanfaron, de Claude Cotard (The Book Edition, 2008)

La Vérité sur le casse de Nice, d'Amigo[49] (Les Petits Matins, 2010)

L'Affaire Spaggiari (bande dessinée), de Marcel Uderzo, Jean-François Miniac et Sophie David (De Boree, 2012)

Confessions d'un braqueur, de Didier Caulier (Nouveau Monde, 2013)

---

48. Pseudonyme de Maurice Huleu, journaliste à *Nice-Matin* qui a couvert le casse de Nice.

49. Pseudonyme de Jacques Cassandri, l'un des égoutiers.

À voir :

Les Égouts du paradis (1979), de José Giovanni[50]

L'Affaire Spaggiari, les dessous du casse du siècle (2004), « Secrets d'actualité », M6

Albert Spaggiari, le casse du siècle (2003), « Faites entrer l'accusé », France 2

Sans arme, ni haine, ni violence (2008), de Jean-Paul Rouve

Albert Spaggiari : mythe… ou mytho ? (2014), « Spécial Investigation », Canal +

---

50. José Giovanni eut l'occasion de croiser Albert Spaggiari bien avant son casse : « Je le connaissais un peu parce qu'il venait aux studios de la Victorine en tant que photographe, dira-t-il. Il venait "pêcher" les figurantes : il les photographiait, leur faisait croire qu'elles allaient avoir la une de *Paris Match* et les baisait… C'était un feu follet. Je m'étais un peu intéressé à cette bande de casseurs car ils s'étaient tous fait un peu flinguer au moment de revendre leurs parts » (*Michel Audiard ou comment réussir quand on est un canard sauvage*, Le Cherche midi, 2005). Quant au principal intéressé, il avouera : « Je n'ai jamais vu mon film. J'étais au Guatemala quand il est passé en Argentine, à Miami quand il est passé au Guatemala et à La Paz quand il est passé à Miami. […] Au départ, si j'avais eu droit à la parole, je n'aurais pas choisi [Francis] Huster, cela va de soi, mais Belmondo pour tenir mon rôle. Le producteur aurait fait beaucoup plus d'argent, mais sur le plan film ç'aurait été une vraie connerie » (cité par Gilbert Picard, *Spaggiari ou le Casse du siècle*, Fleuve noir, 1992).

ASSAUT SUR JFK AIRPORT

(New York – 1978)

Décembre 1978. À l'instar de nombreux pays, les États-Unis s'apprêtent à fêter Noël. Tandis que la chanson « Too Much Heaven », des Bee Gees, continue de triompher sur la plupart des radios et dans les ventes, les spectateurs peuvent choisir entre de nombreux films. D'un côté *Superman*, avec le nouveau venu Christopher Reeve, plane au-dessus du box-office ; de l'autre, *Voyage au bout de l'enfer* surprend et bouleverse par sa vision sans concession de la guerre du Vietnam. La nouvelle star blonde Farrah Fawcett fait la couverture de *Playboy* ; son éclatant sourire pourrait presque faire oublier son impeccable silhouette.

À New York, tous les magasins affichent leurs parures de fête. Les plus grands ont fait appel à des décorateurs pour offrir un écrin original et attirer de plus en plus de clients. Car Noël est aussi l'époque où les chiffres d'affaires grimpent en flèche. Pourtant, un groupe d'hommes ne pensent ni au sapin, ni aux guirlandes, ni même au Père Noël. Leurs cadeaux, ils vont aller les chercher eux-mêmes. Ils en ont l'habitude. Ces gens-là sont d'authentiques gangsters. Des mafieux.

Parmi eux se distingue James « Jimmy » Burke, un danger ambulant. Né dans le Bronx. D'origine irlandaise. Du moins du côté de sa mère. Car son père, il ne l'a jamais connu. Et sa mère, il l'a peu fréquentée. Alors qu'il affichait à peine 2 ans, Jane Conway[51] a placé son enfant dans un orphelinat catholique. De famille d'accueil en famille d'accueil, de brimades en sévices, James a traversé une enfance plus que difficile. Il en est ressorti non avec l'espoir au cœur mais avec la haine au ventre. Il ne nourrit aucune illusion ni sur ses contemporains ni sur son avenir. Puisque la société n'a pas voulu de lui, il va la piller sans vergogne. À peine adulte, aidé par quelques complices au parcours similaire, il commence par se lancer dans le trafic d'alcool et de cigarettes.

Burke grimpe vite les échelons. Il a pour atouts un sens de l'organisation aigu, un contact facile avec les policiers locaux, qu'il corrompt, et… un

cœur de pierre. Dès qu'un obstacle entrave sa route, il ne cherche ni à le contourner ni à le déplacer : il l'élimine purement et simplement. Impossible de chiffrer le nombre de cadavres qu'il a ainsi laissés derrière lui[52], mais tous ceux qui connaissent Jimmy Burke savent qu'il ne faut surtout pas lui chercher des poux dans la tête. Pour asseoir son pouvoir, il s'est allié à la puissante famille mafieuse Lucchese, qui règne sur une bonne partie de New York[53].

Au fil des ans, Burke ne cesse de progresser. Il n'est pas un voleur à la petite semaine. Son ambition semble sans limite. Il réunit autour de lui une équipe d'hommes implacables sur lesquels il peut compter. Leur point de réunion favori est le Robert's Lounge, un bar du Queens[54] dont le propriétaire n'est autre que Jimmy Burke lui-même. Des rumeurs courent sur cet endroit, notamment sur le fait que certains clients n'en seraient jamais ressortis et auraient été découpés en morceaux ou brûlés dans la cave…

Pourtant, ce qui caractérise ce bar, c'est sa position géographique : à proximité du John F. Kennedy Airport, où transitent chaque année des milliers de passagers et des centaines de milliers de tonnes de marchandises. Mais Burke et ses hommes ne peuvent que regarder, comme des enfants salivant à la vitrine d'une pâtisserie sans pouvoir y entrer : l'aéroport est la chasse gardée de la famille Gambino, qui est passée maître dans l'art de « récupérer » des containers entiers. Les produits sont vite écoulés à travers l'immensité new-yorkaise. Le business est juteux. Il arrive à la bande à Burke de chaparder quelques cartons dans l'enceinte de l'aéroport, mais ce ne sont que des miettes.

De trafics en rackets, de menaces en pillages, Jimmy assied sa position. Pour autant, il n'est pas à l'abri d'une erreur. En octobre 1970, il se rend à Tampa (Floride) pour y rencontrer un certain Gaspar Ciaccio, propriétaire d'un magasin de liqueurs, qui s'est fourvoyé dans une combine de paris

truqués sur des matchs de base-ball et qui ne peut pas rembourser une dette de 8 000 dollars. Jimmy lui rend une visite « de courtoisie », escorté par quatre complices. D'entrée, le débiteur est passé à tabac à plusieurs reprises, servant pratiquement de punching-ball à ses tortionnaires.

Ciaccio ne dispose pas de la somme mais promet de payer sous peu. Tandis qu'il est conduit à l'hôpital par des amis, dans un piteux état, Burke et sa bande reprennent l'avion pour New York. Mais leur voyage ne passe pas inaperçu. Le FBI s'en mêle et accuse Burke d'extorsion, de kidnapping, de coups et blessures et même de tentative d'assassinat. L'inculpé nie tout en bloc. Il écope d'une condamnation à dix ans de prison.

Au terme de six années de détention, il est libéré sur parole. Et revient dans son quartier du Queens, où il retrouve son poste, comme si de rien n'était. Désireux de refaire rapidement de l'argent, il participe à son tour au trafic de drogue, qui prend une ampleur considérable.

En 1978, une nouvelle proposition attire bien vite son attention. Elle émane de son plus proche complice, Henry Hill, qui tient l'information d'un bookmaker, Martin Klugman. À en croire ce dernier, une fois par mois, des millions de dollars transiteraient par les locaux de la compagnie aérienne allemande Lufthansa, à JFK Airport. Cet argent provient des soldats américains en poste en Allemagne et des nombreux touristes en visite dans toute la République fédérale. Concrètement, les banques locales changent les billets en Deutsche Marks puis renvoient les dollars à New York. Une fois arrivé à l'aéroport, l'argent est placé dans un coffre avant d'être emporté, le lendemain, dans des fourgons blindés affrétés par plusieurs banques. En clair : il n'y a qu'à se servir pendant la nuit.

Jimmy Burke veut en savoir plus. Klugman lui apprend que son informateur se nomme Louis Werner. Qui devient l'homme clé, celui qui va rendre possible un vol de grande envergure. Il travaille à l'aéroport. Couvert de dettes de jeu, il a vendu le tuyau moyennant 20 000 dollars. Ce même

Werner aurait déjà réussi à détourner plusieurs dizaines de milliers de dollars de la manne sans jamais être inquiété. En tant que fin connaisseur des locaux de la Lufthansa, il accepte de participer à l'élaboration du plan. Cette fois, Jimmy est convaincu.

Reste à évaluer le montant du butin. Werner parle de 2 millions de dollars ; jolie somme, d'autant plus intéressante que les billets, de provenances très diverses, sont « intraçables », puisque leurs numéros n'ont pas été relevés.

Burke réunit autour de lui une équipe de sept gangsters, dont son propre fils Frank. À 47 ans, Jimmy sent que cela peut être le coup de sa carrière. Il n'a pas droit à l'erreur. Pour commencer, il informe la famille Gambino de ses intentions. Il y est obligé, sous peine d'être « revolvérisé » avant d'avoir pu profiter du moindre dollar. Les gangsters rivaux acceptent que Burke empiète sur leur territoire à condition de toucher leur dîme et de placer sur le coup un homme à eux, le Sicilien Paolo Li Castri, connu en tant que redoutable flingueur. Le propre fils de Paul Vario, chef mafieux, servira de liaison entre la mafia et les voleurs. Le nombre de personnes au courant de l'opération enfle dangereusement, mais tel est le prix à payer dans le monde des mafieux.

Poursuivant ses préparatifs, Burke choisit une camionnette Ford destinée à transporter la marchandise et désigne Parnell Edwards pour la conduire – le seul Noir de tout le groupe. Louis Werner se révèle un allié de plus en plus précieux : il décrit avec précision le déroulement des opérations de transfert, répond à toutes les questions concernant les lieux et connaît la date du prochain transport de fonds.

Les marchandises sont enfermées dans un énorme coffre à deux portes. Particularité : si les deux portes sont ouvertes en même temps, une alarme se déclenche dans les locaux de la police de l'aéroport. Qui peut arriver sur les lieux en moins de quatre-vingt-dix secondes ! Le genre de « détail » à ne

pas oublier dans le feu de l'action… Le coffre proprement dit n'est surveillé que par un gardien de nuit.

Burke mène une enquête minutieuse. Il exige de connaître l'identité de toutes les personnes présentes la nuit dans les locaux de la Lufthansa. Werner en dresse une liste précise. Une quinzaine de noms au total. Avec les fonctions de chacun. Jimmy ordonne à sa troupe de mémoriser ces noms et les photos qui les accompagnent. De manière à impressionner les employés. Et en particulier d'identifier l'un d'eux sans se tromper : John Murray.

Au fil des conversations, Werner lâche une indication précieuse : à 3 heures du matin, les salariés de la Lufthansa font une pause et se retrouvent à la cafétéria. Burke comprend qu'il s'agit du meilleur moment pour passer à l'action : au lieu de perdre du temps à chercher les gens dans tous les coins et recoins du bâtiment, ils les trouveront réunis au même endroit.

Aux premières heures du 11 décembre 1978, la bande se poste sur une rampe de chargement de la zone de fret de JFK Airport. À 3 h 12, Kerry Whalen, un agent de sécurité officiant pour American Airlines, est intrigué par la présence d'une camionnette Ford de couleur noire. Il s'en approche. Mal lui en prend. Deux hommes lui sautent dessus, le frappent violemment au visage et le jettent à l'arrière du véhicule, où attend un troisième complice. Là, Whalen se voit retirer son portefeuille et ses papiers. Les malfrats lui lancent : « On sait où tu habites. Des amis à nous sont prêts à rendre visite à ta famille si tu ne coopères pas. » Whalen acquiesce. Il se tiendra coi. Il est la première victime de ce hold-up incroyable.

Non loin de là, Rolf Rebmann, intrigué par le bruit, est submergé par des hommes aux visages cachés par des cagoules de ski qui le menottent. Puis, à l'aide d'une clé fournie par Louis Werner, ceux-ci entrent dans le bâtiment. Deux employés, surpris dans un couloir, sont à leur tour menottés.

Pendant que le gros de la troupe fonce vers la cafétéria, deux bandits inspectent le reste du bâtiment à la recherche d'un éventuel traînard ou d'un visiteur.

L'irruption dans la cafétéria est tonitruante. Armes au poing et vociférant en continu, les voleurs font impression. S'adressant à chacun des hommes présents par son nom, ils les somment de ne pas bouger. Pour appuyer leurs dires, l'un d'eux traîne Kerry Whalen, au visage ensanglanté.

Puis, l'un des braqueurs se dirige vers John Murray, le personnage le plus important dans cette pièce. Parce que occupant le plus haut poste. Il est en quelque sorte le « patron de nuit ». Lui seul peut convaincre Rudi Elrich, le gardien de la salle des coffres, d'ouvrir la porte du coffre où est entreposé le magot. En réalité, toute la réussite de l'opération repose sur ces deux hommes. Si l'un refuse de coopérer ou joue au héros, le casse peut capoter.

Mais Murray n'a aucune envie de risquer sa vie. *Via* l'interphone, il signale à Elrich un problème au sujet d'un chargement en provenance de Francfort. Il lui demande de venir le rejoindre à la cafétéria. Murray sait se montrer convaincant : Elrich accepte de quitter son poste. Pendant que des voleurs ligotent et bâillonnent les employés, d'autres attendent le gardien de pied ferme. Quand Elrich s'approche, il est accueilli par deux malfrats pointant sur lui des fusils de chasse.

Vu le spectacle qu'offre la cafétéria, Elrich a vite fait de comprendre la situation. Il conduit les voleurs vers la salle à double porte. À son grand étonnement, il s'aperçoit que ses agresseurs sont parfaitement au courant du fonctionnement de l'alarme en cas d'ouverture simultanée des deux portes : ils exigent qu'Elrich ferme la première avant d'ouvrir la seconde. Puis, toujours bien renseignés, ils foncent vers les manifestes[55] pour repérer le lieu de stockage des billets. Au passage, ils constatent que des bijoux ont été rapportés d'Allemagne ; ils ont tôt fait de les rafler.

Le reste va très vite. Les caisses de billets sont transportées entre les deux portes puis vers la Ford stationnée à l'extérieur. Rudi Elrich est à son tour ligoté. Les voleurs poursuivent leur manutention. Une fois les billets remisés dans la camionnette, ils préviennent leurs complices restés dans la cafétéria. Avant de quitter les lieux, ces derniers somment les employés de ne pas tenter de donner l'alerte avant 4 h 30 – ce qui leur laisse le temps nécessaire pour couvrir leur fuite. Appuyant leur injonction de menaces de représailles auprès de leurs familles.

À 4 h 16, les bandits partent de la cafétéria pour rejoindre le camion. À 4 h 21, celui-ci quitte l'enceinte de l'aéroport. Il est aussitôt suivi par une voiture complice chargée d'empêcher la progression de la police en cas de poursuite. La Ford file dans les rues de la ville encore endormie. Elle s'engouffre dans un garage de Brooklyn où l'attend Jimmy Burke. L'argent est déposé dans le coffre d'une puissante voiture. Jimmy en prend le volant, escorté par son fils Frank.

Le reste de la bande emprunte différents véhicules pour repartir. À l'exception de Paolo Li Castri, qui préfère prendre le métro. Il n'a pas eu à se servir de son arme mais a su se montrer suffisamment convaincant pour terroriser les employés présents. Parnell Edwards remonte dans la Ford pour la conduire chez un ferrailleur, où elle sera immédiatement détruite.

Quand les Burke finissent de compter le butin, ils n'en croient pas leurs yeux : 5 millions de dollars en cash et 875 000 dollars en bijoux[56]. En soixante-quatre minutes, ils viennent de réussir le plus gros coup perpétré sur le sol américain. Leur casse s'imposera vite comme le plus célèbre de l'histoire des États-Unis.

*

* *

Jimmy Burke peut se féliciter. Mais il aurait tort de crier victoire trop tôt : car la chaîne humaine qui a participé de près ou de loin à ce hold-up compte

des maillons faibles.

Le premier d'entre eux n'est autre que Parnell Edwards. Il a rempli sa fonction de chauffeur avec efficacité, conduisant la camionnette aux bons endroits aux bons moments. Une fois le butin évacué, il ne lui restait plus qu'à la faire disparaître, sachant que plusieurs témoins l'ont vue – dont Kerry Whalen, de très près. Pourtant, Parnell n'obéit pas aux ordres. Au lieu de se rendre chez le ferrailleur, comme prévu, il se gare devant l'appartement de sa petite amie, qui habite par surcroît dans une zone interdite au stationnement. Ensuite, trop heureux d'avoir réussi le « gros coup », il passe une nuit de libations où se mêlent drogue et alcool.

Évidemment, la police est sur les dents. Les agents de l'aéroport, aidés par le FBI, traquent le moindre indice. Une empreinte de pas dans un sol boueux, par exemple. Elle a été laissée par une chaussure de marque Puma[57]. Mais ce qui intéresse le plus la police est cette camionnette. Dès le lendemain du crime – alors que les journaux font leur une sur ce coup de force –, une patrouille la repère dans New York. Emmenée à la fourrière, elle est passée au peigne fin. Et révèle des empreintes digitales : celles de Parnell Edwards. Un individu « défavorablement connu des services de police », et qui a subitement disparu. Les enquêteurs savent, cependant, qu'il fréquente le Robert's Lounge et qu'il est acoquiné avec la bande de Jimmy Burke.

Ce qui confirme l'une des hypothèses du FBI. Selon les agents les mieux renseignés, seules deux bandes disposaient des compétences et de la logistique nécessaires pour mener à bien une telle opération : celle de Paul Giotti, l'un des « parrains » du Bronx, et celle de Jimmy Burke. Désormais, toute l'attention se porte sur ce dernier.

Première étape : réunir des preuves. Le Robert's Lounge est placé sous haute surveillance. Toutes les entrées et sorties des clients sont surveillées, les téléphones du bar ainsi que ceux des cabines téléphoniques voisines sont

mis sur écoute. N'en résultent que des fragments d'éléments. En ces années 1970, le matériel n'est pas encore très performant, et les micros enregistrent plus souvent la musique disco diffusée à jet continu dans le bar que des conversations cruciales. Néanmoins, le FBI constate qu'il est plusieurs fois fait référence à la Lufthansa.

La pression exercée par la police provoque des dommages collatéraux. À commencer par la colère de Jimmy Burke. Il ne tarde pas à comprendre que Parnell Edwards a commis une grave erreur et qu'il risque à tout moment de subir un interrogatoire serré. Edwards tiendra-t-il sa langue ? Burke en doute. C'est un camé, et cette engeance craque dès qu'elle se retrouve en manque. Edwards peut balancer toute l'équipe, à commencer par son chef. Le 18 décembre, Parnell Edwards est découvert mort dans son appartement – une semaine seulement après le vol. Le premier cadavre d'une longue série…

Le 6 janvier 1979, c'est au tour de Martin Klugman de passer de vie à trépas. Celui-là même qui a amené l'affaire. Klugman se serait montré trop gourmand. Apprenant le montant du butin par la presse, il aurait réclamé une part de 500 000 dollars. Que Burke lui aurait refusée. Avant de l'éliminer. En réalité, le sort de Klugman était scellé dès le début de l'affaire : Jimmy ne lui avait jamais fait confiance – d'aucuns affirment qu'il le détestait – et avait décidé de s'en séparer au plus vite.

Autre dommage collatéral : l'importance du butin fait tourner des têtes. Burke craint d'être « balancé » à tout moment. Au cours de l'année 1979, 6 autres personnes directement liées au casse de la Lufthansa meurent de mort violente. En tout, 14 individus seront assassinés ou disparaîtront mystérieusement. Seuls le fils de Burke ainsi que trois hommes – dont Henry Hill[58] – en qui il avait toute confiance échapperont à cette vague meurtrière. La méthode, pour cruelle qu'elle soit, ne manque pas d'efficacité : plus personne n'ose parler à la police !

Celle-ci ne reste pas inactive cependant. Ne pouvant coincer les gangsters, elle s'intéresse à leurs complices – en premier lieu aux personnes qui les ont informés. Car tous les témoignages concordent, les assaillants savaient à qui s'adresser, connaissaient la topographie précise du bâtiment ainsi que le fonctionnement du coffre de la Lufthansa. Louis Werner éveille vite l'intérêt des pandores.

Cet homme de 43 ans qui mène une vie compliquée, partagée entre une épouse, une maîtresse et sa passion du jeu, affiche un comportement étrange. La veille du vol, il a promis de rembourser ses dettes. De fait, il investit 30 000 dollars dans une compagnie de taxis tenue par un ami. Ailleurs, auprès d'un barman à qui il a fait jurer le secret, il a affirmé avoir participé au vol. Les vantardises d'un alcoolique ne sauraient constituer une preuve, mais on peut au moins y voir une piste. Le FBI interroge tous les gens que Werner a rencontrés et établit un faisceau d'indices accablants.

Pour la police, Werner est l'*inside man*, l'« informateur de l'intérieur ». Il est bientôt arrêté. Il n'a pas participé de fait au braquage mais peut fournir des renseignements précieux. Or, contre toute attente, Werner se tait. Il nie tout en bloc. Ce que la police ne sait pas, c'est que Werner n'a jamais rencontré Burke ni aucun des voleurs. Son seul contact avec le gang se faisait *via* Joe « Buddha » Manri, un homme de main. En vieux routier, Jimmy Burke sait cloisonner ses sources.

Le 16 mai 1979, Louis Werner passe devant le tribunal… et écope d'une condamnation à quinze ans de prison. Ce même jour, le corps ensanglanté de Joe Manri est retrouvé dans une voiture en stationnement. Une manière efficace d'empêcher la police de remonter jusqu'à Burke. Werner est alors la seule personne directement accusée pour le braquage de la Lufthansa. Aucun des braqueurs n'est arrivé vivant entre les mains de la police…

Jimmy Burke ne s'en tire pas pour autant. Le FBI, qui a compris son implication, réussit à le coincer sous un autre chef d'inculpation : violation

de parole. En 1976, il avait été libéré sur parole, et il n'est pas bien difficile de démontrer qu'il n'a pas respecté toutes ses obligations[59]. En 1980, Jimmy se retrouve donc derrière les barreaux. La police dispose désormais de temps pour trouver d'autres chefs d'accusation. Ce sera d'abord une complicité pour paris illégaux (douze ans de prison). Puis le meurtre d'un dealer qui aurait été engagé pour blanchir l'argent de la Lufthansa (vingt ans de prison). Jimmy Burke décédera d'un cancer de la gorge le 13 avril 1996, à l'âge de 64 ans, à l'hôpital de Buffalo (New York), avant la fin de sa peine.

Le vol du 11 décembre 1978 n'a pourtant pas fini de faire parler de lui. En juin 2014, Vincent Asaro, 78 ans, membre de la famille mafieuse Bonanno, est arrêté à New York pour avoir participé à l'organisation et à la planification du braquage – qui lui aurait rapporté entre 500 000 et 750 000 dollars. Un informateur l'aurait formellement identifié. Son procès s'ouvre en octobre 2015. Pour se solder par un acquittement total. Asaro est blanchi de tous les chefs d'accusation.

Sur les 5,8 millions de dollars du butin, seuls 100 000 dollars ont été retrouvés. Selon l'auteur Robert Sberna, Jimmy Burke en aurait gardé l'essentiel pour lui (entre 2 et 4 millions de dollars !), qu'il aurait caché dans un coffre secret dont il aurait fait parvenir la clé à ses deux filles alors qu'il se trouvait en prison…

---

51. Jimmy s'appelle « Conway » avant d'être adopté par un certain M. Burke.
52. Le FBI parlera d'une cinquantaine.
53. Dans les années 1970, cette famille s'investit de plus en plus dans le trafic de stupéfiants tout en restant impliquée dans le racket des syndicats.
54. Arrondissement de New York englobant Long Island.
55. Documents qui établissent la répartition des « colis ».
56. Au total, l'équivalent de 19 millions d'euros actuels.
57. Qui se révélera correspondre à une chaussure d'Edwards.

58. Au milieu des années 1980, Henry Hill collaborera avec le FBI, devenant un « repenti ». Il bénéficiera du programme de la protection des témoins et apportera de précieuses informations sur le déroulement du braquage. Il déclarera notamment : « Je connaissais Jimmy Burke depuis plus de vingt ans mais jamais je ne l'ai senti devenir aussi follement dangereux qu'après le casse de la Lufthansa. »
59. Dont l'une lui interdisait de rencontrer d'anciens complices !

À lire :

Lufthansa Heist, d'Evander Luther (Acu Publishing, 2011)

The Ten Million Dollar Getaway: The Inside Story of the Lufthansa Heist, de Doug Feiden (Diversion Books, 2014)

Inside the Lufthansa HEI$T: The FBI Lied, de Kerry Whalen (BookBaby, 2014) – la première « victime » du braquage.

The Lufthansa Heist: Behind the Six-Million Dollar Cash Haul That Shook the World, de Heny Hill et Daniel Simone (Rowman & Littlefield, 2015)

The Mystery of the Lufthansa Airlines Heist: A Wiseguy Reveals the Untold Story, de Robert Sberna et Dominick Cicale (York Media, 2015)

À voir :

La vie de Henry Hill, complice de Jimmy Burke, a fait l'objet d'un livre de Nicholas Pileggi, *Les Affranchis* (*Goodfellas*), devenu ensuite un film célèbre – et remarquable – de Martin Scorsese (1990). À l'écran, Hill conservera son nom et sera incarné par Ray Liotta. Jimmy Burke devint « Jimmy Conway » et bénéficia du talent de Robert De Niro. Le film commence par ce constat en forme d'aveu : « Autant que je me souvienne, j'ai toujours rêvé d'être gangster. Pour moi, être gangster, c'était mieux qu'être président des États-Unis. Même avant le jour où je suis entré au dépôt de taxis pour un petit boulot après l'école, je savais que je voulais devenir comme eux. J'ai su tout de suite que ma place était là. Ça voulait dire être quelqu'un dans un quartier où les gens n'étaient rien… Ils n'étaient pas comme tout le monde. Eux, ils faisaient ce qu'ils voulaient. Ils se garaient en double file devant une bouche d'incendie et on ne leur collait jamais de PV. En été, quand ils jouaient aux cartes toute la nuit, personne n'appelait jamais les flics… »

ODEUR DE POUDRE ET PARFUM D'ANARCHIE

(Saint-Nazaire – 1986)

Le bâtiment principal de la Banque de France à Saint-Nazaire ressemble à un coffre en béton doté de fenêtres. Massif, imposant, sans fioriture, il rappelle que l'argent est une affaire sérieuse. Ici, il est moins question de séduire d'éventuels clients que de protéger un patrimoine.

Cette succursale fut inaugurée en 1908 à l'angle de deux rues qui, après avoir changé plusieurs fois de label, se nomment aujourd'hui « rue du 28-Février-1943 » et « rue du Général-de-Gaulle ». Jugée rapidement trop petite, elle fut agrandie dès 1927 puis partiellement reconstruite vingt ans plus tard. Même si peu de gens ont l'occasion d'y pénétrer – ce n'est en rien un lieu touristique –, elle fait partie du patrimoine de la ville. Aux yeux de certains, le contenant est beaucoup moins attirant que le contenu[60]. En réalité, le bâtiment abrite non seulement une banque, mais aussi des logements. Celui du directeur et celui du caissier principal, situés sur deux étages.

Du côté de Saint-Nazaire, l'été 1986 est remarquable. Sur un plan climatologique en tout cas. En journée, le thermomètre peut grimper jusqu'à 32 °C et descend rarement en dessous de 22 °C. Habitants et estivants sont aux anges, les yeux tournés vers les plages et la mer, oubliant les millions qui dorment dans les coffres de la Banque de France. Même l'actualité politique semble s'être mise au vert, bien que le président François Mitterrand trouve le temps de signer une loi supprimant l'autorisation administrative de licenciement.

Dans la nuit du 3 au 4 juillet, tout bascule. Les deux appartements de la Banque de France reçoivent la visite d'individus peu attendus et fort peu recommandables…

4 h 30. Une dizaine[61] d'hommes cagoulés et « fortement armés » – selon la formule consacrée – escaladent, grâce à une échelle, un mur d'enceinte d'environ 3 mètres de haut, situé à l'arrière du bâtiment. Travail facile, qu'ils effectuent rapidement. Ils se retrouvent ainsi dans une cour fermée,

loin des regards de la rue. De là, ils gravissent une échelle de secours scellée dans le mur qui les mène au deuxième étage, jusqu'à l'une des fenêtres de l'appartement du caissier, Roger Camus. Fenêtre dénuée de tout système de sécurité – oubli qui sera, par la suite, beaucoup critiqué.

Les voleurs entrent en force. Surpris, Camus tente de s'interposer. Une balle l'en empêche ; il est blessé au flanc[62]. Ces bandits sont déterminés, et rien ne semble pouvoir les arrêter. Pour autant, ils ne se départissent jamais de leur calme. L'un d'eux aide même Mme Camus à soigner son époux.

« Je dormais profondément, expliquera Roger Camus au *Figaro*, lorsque j'ai été réveillé en sursaut. Un des gangsters avait plaqué sa main sur la bouche de mon épouse, couchée à mon côté, pour qu'elle ne crie pas. Dans l'obscurité, j'ai distingué des ombres. J'ai réagi violemment, me dressant sur mon lit. J'ai vu une flamme rouge-jaune et, en même temps, j'ai vu un éclair blanc : je venais de recevoir un violent coup de crosse sur la tête. Les hommes m'ont traîné dans la salle à manger et m'ont assis dans un fauteuil. Je me suis alors rendu compte qu'une balle m'avait traversé le côté gauche. Je perdais mon sang. »

Les assaillants ne sont pas pressés. Au contraire, ils ont tout leur temps. Débute une longue attente. Près de trois heures. Grâce à des talkies-walkies, les voleurs communiquent avec un guet posté à l'extérieur ; ils surveillent les mouvements de la police à l'aide d'un scanner. Pourquoi une si longue attente ? Parce que les malfaiteurs voudraient entrer dans la banque sans se faire remarquer, donc avant que les rues de la ville ne soient sillonnées par des vacanciers et des personnes se rendant à leur travail.

À 7 h 45, les malfaiteurs entraînent Mme Camus avec eux. Ils la chargent de sonner à l'appartement du premier étage. Celui du directeur… qui ouvre sans méfiance. Ici aussi, les bandits entrent en force. La famille est à son tour prise en otage. Sous la menace, le directeur conduit le groupe masqué

au rez-de-chaussée, lui ouvrant les portes jusqu'à une pièce adjacente à la salle des coffres.

À 8 h 30, les premiers employés arrivent. Un à un, sous la menace d'armes, ils sont placés sur le côté. L'un d'eux présente un intérêt supplémentaire : il détient la clé du coffre. Le directeur lui demande d'obéir aveuglément. Non seulement les vies de leurs collègues sont en jeu, mais aussi celles des membres de deux familles. L'homme comprend et obtempère. De la sorte, les voleurs peuvent entrer dans la pièce au magot.

Calmes mais déterminés, ils placent l'argent dans des sacs qu'ils regroupent près d'un comptoir : 14 sacs en toile de jute d'environ 25 kilos chacun. Les employés sont alors « invités » à participer au transport de ces sacs. Qui sont stockés dans trois véhicules stationnés à l'extérieur de la banque – une R18 et deux fourgonnettes –, le tout sous les yeux ébahis d'une voisine qui s'interroge sur cette étrange procession matinale mais ne pense pas à alerter la police. L'argent a changé de mains, les bandits peuvent quitter les lieux.

Peu avant 9 heures, les otages de l'étage supérieur sont libérés, les agresseurs prennent la fuite. À ce moment précis, une sirène de police retentit. Les bandits croient avoir été repérés, mais les policiers, accaparés par une affaire sans aucun rapport avec le casse, foncent dans une autre direction…

Les voleurs disparaissent dans les premières chaleurs de la journée, ne laissant derrière eux pratiquement aucun indice.

*

* *

Le jour même, la presse parle d'un hold-up historique : 88 millions de francs en billets neufs et usagés. Impressionnée par le montant du butin, elle affirme que le « record » de Spaggiari est battu. Ce qui est à la fois vrai et faux : vrai en données brutes, faux en données corrigées. Les 88 millions de

Saint-Nazaire équivalent à 22 millions d'euros actuels, mais les 50 millions de Nice représentaient 31 millions d'euros… Peu importe cette guerre des chiffres, la vraie question est ailleurs : qui ? Qui sont ces voleurs ?

Ce « qui » laisse la porte ouverte à toutes les hypothèses. Robert Pandraud, ministre de la Sécurité, y voit déjà la main d'Action directe, groupe anarcho-communiste auteur de plusieurs attentats et de divers braquages. Il y aurait, affirme-t-il, des similitudes dans le mode opératoire avec un autre braquage de la Banque de France survenu à Niort le 4 mars de la même année et attribué à Action directe[63]. L'enquête est d'ailleurs confiée au juge Gilles Boulouque, spécialiste de la lutte antiterroriste. Après avoir fait mine de prendre ses quartiers d'été, la politique se réveille. Comme s'il était impensable que de « simples » voleurs, mus par le seul appât du gain, se montrent capables d'un coup pareil.

Les témoins sont entendus par le SRPJ de Rennes. La blessure du caissier est jugée sans gravité. Il rentrera chez lui dès le lendemain du braquage. Les trois véhicules, tous volés, sont rapidement retrouvés dans la ville. Vides, bien sûr. Seule certitude : les voleurs étaient parfaitement renseignés : la semaine suivant ce braquage, la banque devait s'équiper d'un nouveau système de protection incluant des caméras !

Par chance pour les policiers, la Banque de France fait bien les choses : tous les numéros des billets encore exploitables ont été relevés. Pour remonter aux bandits, il va falloir non pas « suivre la femme », mais « suivre l'argent ».

Les jours suivants, les quotidiens régionaux et nationaux continuent de couvrir l'affaire. Le 10 juillet, *Libération* titre « Le trou financier des "braqueurs funambules"… » Étrange titre. En fait, il résulte d'un tract reçu la veille et signé « Des braqueurs funambules », tract qu'accompagnaient 20 000 francs en billets de 200 francs inutilisables car poinçonnés avant destruction. Cette somme, expliquent les expéditeurs, est destinée à

« soutenir la politique sécuritaire de Pandore et Passequoi[64], […] pour les aider à construire leurs commissariats, leurs prisons et payer leurs indics ». Les voleurs ajoutent n'avoir aucun lien avec Action directe, même s'ils se réclament d'une démarche politique en dénonçant en vrac « le chômage, le désespoir, la misère organisée et ses conséquences, drogue, Ricard et ses trafics »… *France-Soir* – qui reçoit la même somme, en coupures identiques et accompagnée du même tract – continue de privilégier la piste d'Action directe tout en précisant que le colis provenait de Paris. De son côté, *Le Matin de Paris* parle de « gangsters aux grands cœurs ».

Il apparaît que, en dépit des armes utilisées et des menaces proférées à l'encontre des familles et des employés, ces malfrats cherchent à se faire passer pour des *gentlemen*. Certes, plusieurs employés de la Banque de France de Saint-Nazaire ont souligné leur calme, pour ne pas dire leur courtoisie. Pour parachever l'illusion, le 15 juillet, les braqueurs envoient à Roger Camus un paquet contenant une boîte de cigares, deux cassettes VHS de films[65], un flacon de *N° 5* de Chanel pour madame et un mot ainsi libellé : « Encore toutes nos excuses pour cette nuit éprouvante. »

En haut lieu, c'est-à-dire du côté du cabinet de Charles Pasqua, on réclame des têtes : pas question de continuer à se laisser ridiculiser par des bandits qui aimeraient tant revêtir les habits d'Arsène Lupin, oubliant que leur attaque a fait un blessé. Quelques éléments ont été réunis, mais bien peu. Ainsi, on sait que, quelques heures avant l'assaut, le commando s'était regroupé sur un parking de Pornichet.

Le ministère réclamant des résultats spectaculaires, les policiers vont lui offrir une action d'éclat. Le 11 juillet, donc une semaine après le vol, les limiers de France et de Belgique effectuent une vaste rafle visant le grand banditisme. Une quinzaine de personnes sont interpellées, interrogées. Quatre restent sous les verrous, dont trois hommes qui ne peuvent expliquer la provenance de très fortes sommes retrouvées chez eux, en Belgique.

Bientôt, deux autres suspects sont repérés par les douaniers suisses. Ils se sont fait remarquer dans une colonne de skieurs évoluant sur la frontière avec l'Italie. Contrairement aux autres, ils portaient tous deux des sacs volumineux et n'avaient rien de skieurs aguerris. Explications embarrassées auprès des gabelous, qui s'empressent d'ouvrir les sacs. Et découvrent des billets qui représentent un montant de 400 millions de centimes. Placés en garde à vue, les deux skieurs ne peuvent expliquer la provenance de l'argent. Un magistrat les interroge longuement.

Contre toute attente, alors qu'ils n'ont fourni aucune justification solide, les deux hommes sont libérés. En Suisse, le transport de liasses de billets est sans doute moins sanctionné qu'ailleurs… Leurs photos sont envoyées aux services de police français, ainsi que les numéros des billets saisis. L'identification ne tarde pas : Claudio Lavazza et Ahmed Bekkouche. Deux hommes que la police française aurait bien aimé interroger…

Le premier est un Italien, anarchiste pur et dur. Très dangereux. En 1981, il a participé à l'assaut de la prison de Frosinone (Italie) pour libérer un camarade. Cet organisateur hors pair est surtout recherché pour plusieurs assassinats. On sait qu'il s'est reconverti en passeur, transportant des sommes importantes en Suisse moyennant un pourcentage significatif. Le second évolue aussi dans les mouvances anarchistes. Mais aucun d'eux n'appartient à Action directe, qui se révèle ainsi bel et bien une fausse piste, même si ces hommes fraient dans des mouvances similaires. Au ministère, on est contraint d'abandonner la piste d'Action directe, mais non celle de groupuscules anarchistes.

L'enquête piétine. Difficile de relier au braquage les hommes déjà arrêtés, et impossible de mettre la main sur les autres. En décembre 1987, une jeune femme est interpellée à l'aéroport d'Amsterdam. Elle aurait été chargée de blanchir une partie du butin. Dans les mois qui suivent, ce sont essentiellement des receleurs, des passeurs qui tombent dans les rets de la

police. « Suivez les billets ! » Treize millions sur les 88 millions dérobés ont été récupérés dans des planques en France, en Belgique et en Suisse.

Juillet 1988 – quasiment deux ans jour pour jour après le braquage. Nouveau coup de filet : 15 hommes interpellés à Paris et en Suisse, d'origines diverses (Italie, France, Algérie). Tous surpris en possession de billets provenant du hold-up de Saint-Nazaire. Certains revendiquent des mobiles révolutionnaires proches du communisme radical. Les Italiens, particulièrement, ont un « lourd passé » politique ; mais, encore une fois, ils ne sont que des receleurs.

Toutefois, un nom ressort de ce groupe. Celui d'Ahmed Bekkouche[66], l'un des « passeurs » surpris puis relâchés en Suisse. Il nie farouchement toute participation au vol, affirmant qu'il se trouvait en Suède entre le 28 juin 1986 et le 5 juillet 1986 (donc au moment de l'attaque) pour l'anniversaire de Britt, sa petite amie. Hélas pour lui, personne ne se souvient de sa présence là-bas, et son passeport ne porte aucune mention relative à un tel voyage. De plus, deux complices – Miloud Hai et Dominique Mladenou – ont affirmé qu'il faisait partie du groupe des braqueurs, avant de se rétracter. Enfin, on a découvert sur lui de l'argent en provenance du casse au moment de son arrestation. Pour la police, Bekkouche doit être considéré comme l'un des organisateurs du vol et le recruteur de l'équipe. À ce double titre, il sera condamné à onze ans de prison pour vol à main armée.

Miloud Hai, cousin d'Ahmed Bekkouche, a lui aussi été pris dans le coup de filet. Arrêté à son domicile d'Issy-les-Moulineaux par les agents de l'Office central de répression du banditisme (OCRB). Dans un premier temps, il avoue avoir fait partie des braqueurs ; la police le soupçonne même d'être l'auteur de l'unique coup de feu. Pourtant, bien vite, il revient sur ses aveux et par la suite affirmera qu'on les lui a arrachés de force. Refrain connu. Pour justifier la découverte chez lui de 8,6 millions de

francs en provenance du hold-up, il explique avoir fourni les trois véhicules utilisés pour le transport des sacs, puis avoir planqué les armes un temps. Tâche qui lui aurait rapporté 8 millions de francs, presque un dixième du butin ! Malheureusement pour lui, plusieurs employés de la banque l'identifient formellement, car, par trois fois au cours du casse, Miloud, suffoquant sous la chaleur, a soulevé son masque…

Tout semble l'accabler. Mais la justice obéit à ses propres règles qui échappent au commun des mortels : suite à une erreur de procédure, Miloud est libéré. Peu désireux d'attendre qu'on vienne le reprendre, il en profite pour disparaître dans la nature. Il est condamné à perpétuité par contumace. Il sera rattrapé en avril 2006 après une longue cavale. Il continuera de nier sa participation : « Je n'ai jamais mis les pieds à Saint-Nazaire. Je ne sais pas où c'est ! » dira-t-il. Et il justifiera son départ précipité pour l'Algérie par un « J'ai pris peur ! ». Après un nouveau jugement, sa condamnation sera ramenée à une peine de neuf ans ferme.

Ne reste plus qu'à identifier le cerveau du hold-up. Car, selon une règle policière bien ancrée, tout vol de cette ampleur se doit d'avoir un cerveau. Ahmed Bekkouche ne semble pas avoir l'envergure requise, même s'il a sans doute fourni un appui logistique primordial. *Idem* pour Miloud Hai, classé parmi les hommes de main. À force de recherches et d'interrogatoires, beaucoup concluent que ce cerveau pourrait être Claudio Lavazza, l'Italien relâché par les douaniers helvétiques.

Cet anarchiste a commencé à militer dès l'âge de 15 ans, tout spécialement remonté contre les « politiciens corrompus ». Il est passé rapidement à la lutte armée et est devenu un bandit particulièrement dangereux[67]. À la fin des années 1980, la répression et les arrestations ont anéanti son groupe, l'obligeant à se réfugier en France. Là, il pourrait avoir mis sur pied le hold-up de Saint-Nazaire. C'est en tout cas ce qu'estime la justice, qui le condamne à trente ans de prison par contumace.

Mais ce sera la police espagnole qui l'arrêtera en 1996. D*ans le village de Bujalance*, après une nouvelle tentative d'attaque de banque. Au moment de son arrestation, alors qu'il prenait son petit déjeuner dans un bar, il portait un gilet pare-balles, un pistolet P210.9 millimètres Parabellum avec sept chargeurs remplis, et un revolver Smith & Wesson. Pour avoir organisé plusieurs hold-up et fait de nombreuses victimes, il sera condamné à passer moult années dans les geôles ibériques[68].

Le vol avec prise d'otages de la Banque de France de Saint-Nazaire est loin d'avoir révélé tous ses mystères. La plupart des assaillants n'ont pas été arrêtés et n'ont même jamais été identifiés. L'argent, lui, s'est en grande partie envolé. Pour certains, il aurait servi à financer des groupuscules terroristes tant en France qu'en Italie…

---

60. L'actuelle Banque de France se situe désormais place Pierre-Semard ; l'ancienne devrait être transformée en appartements de luxe.
61. Le caissier en dénombrera huit, mais il se peut que d'autres soient restés dans le couloir.
62. Dans la confusion des premières informations, on parlera d'abord de blessure à l'épaule.
63. À Niort, le commando avait également pris en otages le directeur de la banque, le concierge et une trentaine d'employés.
64. Au lieu de Pandraud et Pasqua !
65. *Les Ripoux* et *Les Aventuriers de l'Arche perdue*.
66. Et non Bekouch, comme son nom est souvent écrit.
67. Il tuera deux policiers de sang-froid.
68. Dans son livre *Autobiografica de un irreductible* (Crimental, 2012), Claudio Lavazza ne parle jamais du braquage de Saint-Nazaire.

UN COUP POUR RIEN

(Genève – 1990)

Rien ne semblait prédestiner Michel Ferrari à devenir le cerveau du plus important casse de l'histoire de la Suisse : enfance pas particulièrement difficile, aucune fréquentation dans la pègre, pas de tendance exacerbée à la magouille ni aux combines. Loin d'être un marginal ou un rebelle, il a l'allure et l'attitude d'un citoyen exemplaire. Bien sous tous rapports. Il le faut, d'ailleurs, pour pouvoir travailler à Genève. Patte blanche obligatoire. Car la Confédération helvétique est sa nouvelle patrie.

Après avoir grandi à Annemasse et suivi des études de dessinateur-technicien dans le bâtiment, il a traversé la frontière par amour. En effet, il a épousé une jeune femme dynamique, elle aussi promise à un brillant avenir. Elle est attachée de direction dans le secteur bancaire et vient d'accepter une nomination à Genève en tant que secrétaire de direction.

Pas n'importe quelle banque : UBS, l'Union de banques suisses. Une institution créée en 1912 qui n'a pas tardé à monter en puissance mais aussi à dresser des ponts avec l'Amérique en ouvrant une succursale à New York. UBS n'est pas la banque de tout le monde : c'est une banque d'investissement qui gère des comptes aux soldes massivement créditeurs. Seuls de grosses entreprises et des hommes d'affaires fortunés peuvent profiter de ses services. UBS offre le nec plus ultra en la matière : transactions d'importance et discrétion de rigueur.

La maison mère d'UBS se situe à Zurich, mais son agence de Genève voit passer d'énormes capitaux, en espèces sonnantes et trébuchantes. C'est là que travaille Mme Ferrari. Laissant sa compagne à l'aridité des chiffres, Michel se consacre au plaisir des loisirs. Il se découvre une nouvelle vocation : professeur de tennis. Sans pouvoir prétendre figurer parmi les grands champions, cet amateur éclairé excelle dans ce sport… et décide de faire profiter ses concitoyens de ses talents. À l'image d'UBS, lui non plus ne souhaite pas traiter avec monsieur Toutlemonde. Ferrari, dont le patronyme peut à lui seul faire rêver, intègre le New Sporting[69], un club

huppé fréquenté par la jet-set. Il s'y révèle un professeur efficace et avenant. Sachant mettre ses élèves, de tous âges, en confiance et ne perdant jamais son self-control.

Par sa profession et par son épouse, Michel Ferrari multiplie les relations. Parmi elles, beaucoup de banquiers. Michel les écoute avec patience. Ils parlent souvent de leur travail, trop heureux de pouvoir s'épancher au creux d'une oreille attentive qui n'appartient pas au sérail mais connaît les règles bancaires. Les propos sont souvent répétitifs, mais Michel feint de s'y intéresser.

Au lendemain du 10 mai 1981, le ton change. La France vient de passer sous bannière socialiste. Au moment où François Mitterrand dépose une rose sur la tombe de Jean Moulin, un nombre difficilement calculable d'hommes et de femmes aux comptes en banque bien garnis envisagent de faire fuir leurs capitaux. Lieu idéal : la Suisse. Problème : les frontières sont étroitement surveillées. Plus par les douaniers français, désireux de préserver le patrimoine national, que par leurs homologues helvétiques, toujours heureux d'accueillir des capitaux étrangers. Des milliards de centimes n'attendent que le moment de franchir la montagne. Alors, Michel Ferrari a une idée : il va les aider. Il va s'en occuper, de ces fortunes, les choyer, les bichonner, et, surtout, les transporter ! Le professeur de tennis se mue en passeur.

Connaissant les postes-frontières, qu'il traverse souvent, il effectue des premiers voyages d'essai. Impressionnés par son immatriculation suisse, les gabelous le laissent facilement passer. S'ensuit un nombre considérable d'allers et retours entre la France socialiste et la Confédération helvétique. Les magots (billets et lingots d'or) sont déposés dans des banques ayant pignon sur rue, sur des comptes anonymes, bien sûr. Le passeur se verse un confortable pourcentage pour véhiculer ces milliards et rendre une forme de

tranquillité à leurs propriétaires. Sans jamais être inquiété. Son casier judiciaire conserve sa virginité.

Toutefois, au bout de sept années et de centaines de voyages – qui le mettent largement à l'abri du besoin –, la manne se tarit. La fuite des capitaux est colmatée, Michel doit changer d'activité. Il se rapproche de plus en plus du propre patron de son épouse, le directeur de la Caisse centrale des monnaies étrangères à la succursale genevoise d'UBS. Une source de renseignements intarissable. D'un côté il parle des masses de billets qui transitent par son intermédiaire ; d'un autre, il se plaint de la vétusté des services de sécurité.

En l'écoutant, Michel se met à rêver : et s'il organisait le « casse du siècle » ? Non un casse qui demanderait un travail de titan, comme celui de Nice, mais un braquage audacieux conçu comme un coup de maître. Sans jamais céder à la précipitation, il étudie minutieusement tous les aspects : les lieux, les gens, les dates. Il glane des renseignements un peu partout, se constituant presque une banque… de données ! Il a alors pour unique complice Laurent, qui travaille lui aussi chez UBS et apporte ses connaissances.

Ferrari veille au moindre détail. Son plan s'élabore petit à petit. Plus il le triture dans tous les sens, moins il lui trouve de failles. Il faut frapper un dimanche, au moment où la ville de Genève se délasse dans une semi-léthargie, au moment où UBS n'est protégé que par quatre personnes non armées. Après des semaines de préparation, Michel Ferrari estime avoir tout prévu. Il est sûr de son coup.

Reste néanmoins un obstacle de taille à surmonter : l'équipe. Pour réussir un vol de cette envergure, il faut des spécialistes, des hommes d'action capables de frapper vite et bien. Michel sait qu'il n'est pas de cette trempe. Difficile de passer une petite annonce dans les journaux locaux, et encore plus d'aller pêcher dans les milieux interlopes genevois… Où trouver des

gangsters fiables ? Michel s’ouvre de son problème à son ami Georges Tiraboschi, homme d’affaires lyonnais qu’il connaît depuis une quinzaine d’années et en qui il a toute confiance. Or, ce Georges peut l’aider. Plus exactement, il peut le mettre en relation avec un avocat niçois qui « connaît des gens ». De drôles de gens, mais des gens parfaits pour ce genre de travail. Des Corses.

Ce gang a pour quartier général un bar du port de Bastia : La Brise de mer. Des durs de durs issus de cinq familles différentes habitant autour d’un même village et plus unis que les doigts de la main. Après s’être fait la main avec de petits braquages, ils sont passés à la vitesse supérieure. Multipliant les vols à main armée, prêts aux attaques les plus audacieuses, n’hésitant pas à manier des lance-roquettes, ils se sont vite imposés dans le grand banditisme. En cours de route, le gang a perdu des hommes – pour la plupart envoyés derrière les barreaux –, mais, en constante mutation, il continue de sévir. En matière de spécialistes du braquage, ceux-là figurent en haut du tableau.

Michel Ferrari ne découvrira que plus tard non seulement les véritables identités de ces messieurs, mais aussi leurs vraies personnalités : ils vivent entre eux, ne se fient et ne rendent de comptes à personne en dehors de leur gang. Ferrari, bien que d’origine italienne, n’est pas corse, et cela va peser lourd dans la balance. Pour l’heure, il sent que ces gars sont rompus aux actions musclées et se dit que travailler avec des « professionnels » de cet acabit, c’est assurer la réussite de son « casse du siècle ».

Le contact est établi. Plusieurs rencontres ont lieu au cours des premiers mois de 1990. À Genève ou à l’intérieur de la gare d’Annecy. Les Corses ne voient rien à redire au plan de Ferrari. Ils en vérifient plusieurs éléments. C’est du béton. Presque un jeu d’enfant pour eux. Mais avec de vraies armes à la main, les jeux d’enfant peuvent virer à la tragédie.

Le samedi 3 février 1990, l'équipe organise une « répétition générale » à l'intérieur même d'UBS. Un gardien complice[70] leur ouvre les portes et leur fait visiter les locaux. Une heure durant, les voleurs inspectent tout, à commencer par les systèmes d'alarme. Pour eux, tout est en ordre. Ils n'ont plus qu'à attendre un feu vert pour « taper ».

La date est fixée au 25 mars 1990. Parce que Pâques approche. Or, à la suite d'une réorganisation d'UBS, à partir de cette date les fonds seront transférés dans des coffres au sous-sol, plus difficiles d'accès. Par chance, le vendredi précédant le 25, la succursale recevra d'importants fonds en provenance d'une banque centrale.

Le 25 mars à 8 heures du matin, quatre hommes non cagoulés mais portant des postiches se présentent au 6, passage des Lions à Genève, devant la succursale locale d'UBS. Ils sonnent à l'interphone, se faisant passer pour des techniciens de maintenance informatique. Patrick, un vigile – qui a été prévenu de leur arrivée –, va leur ouvrir. Il ne vérifie pas leurs identités, n'avertit personne de leur venue.

« Lorsque j'ai vu le premier homme sauter le portillon, avouera-t-il, j'ai d'abord pensé à une plaisanterie. À ce moment, l'idée d'une agression ne m'a pas effleuré. En revanche, j'ai compris de quoi il s'agissait lorsqu'un des brigands m'a mis son revolver sur le ventre[71] . »

Les voleurs se ruent à l'intérieur. Sans ménagement, ils frappent les deux gardiens avant de les ligoter et de les bâillonner. Terrorisés, les deux autres employés (le concierge et un technicien de maintenance) se laissent faire et sont ligotés à leur tour. Avec dextérité, un braqueur neutralise les systèmes d'alarme. Sa maîtrise des procédures – il intervient sans hésitation – prouve qu'il est parfaitement renseigné. Et pour cause : il est venu étudier l'installation en février !

Les voleurs savent où et comment agir. Ils se dirigent vers la salle des monnaies étrangères. Là, ils ouvrent plusieurs coffres sans avoir à les forcer.

Inutile : ils possèdent les doubles des clés[72] et en connaissent les combinaisons ! Dollars américains, francs français et dirhams marocains sont enfournés dans de grands sacs de sport.

De nombreuses liasses sont délaissées ou jetées à terre. Dans un premier temps, la police pensera que les voleurs ont fait le tri, privilégiant les devises fortes. Mais non : selon Michel Ferrari, ces voleurs n'étaient tout simplement pas au niveau de leur réputation. « Ils n'ont même pas tout pris, ces tocards ! dira-t-il. Je leur ai donné les codes, les clés, je leur ai tout filé, et ils n'ont même pas été capables de faire le boulot convenablement[73] ! »

La bande continue son travail pendant un peu plus d'une heure et demie. Une fois les coffres vidés (tous sauf deux), elle repart. Emportant 220 kilos de billets, pour un montant évalué à 31 400 000 francs suisses[74]. Les Corses n'ont rencontré aucune difficulté majeure tout au long de l'opération. Du velours.

Le casse a réussi.

*

* *

Le vol n'est découvert qu'à 9 h 30 par un employé venu prendre son service. Le lendemain, tous les quotidiens suisses font leur une sur ce vol : « Hold-up à Genève. 35 millions : record suisse ! » (*La Tribune de Genève*), « L'UBS dévalisée : le casse du siècle ! » (*Le Courrier*), « Le plus gros hold-up de l'histoire » (*Le Journal de Genève*)…

La police, de son côté, cherche des indices. Les témoignages des quatre otages tendraient à prouver que les voleurs ont bénéficié de solides complicités à l'intérieur de la banque. Thèse à laquelle adhère Henry Munz, directeur d'UBS, qui estime qu'à la défaillance technique (les systèmes d'alarme obsolètes) s'est ajoutée une défaillance humaine : « L'enquête le démontrera, mais il est fort possible que les deux sources de défaillance

aient été liées. D'autant plus que dans un système de sécurité c'est souvent l'homme le maillon le plus faible. »

Dans les premières heures de l'enquête, la seule piste concerne les voitures : une Renault Espace grise et une voiture particulière marron, toutes deux immatriculées en Haute-Savoie. Véhicules non retrouvés, ce qui laisse à penser qu'ils ont retraversé la frontière[75]. D'ailleurs, à en croire là aussi les témoins, les voleurs seraient français. L'un d'eux parlant même « avec un fort accent méridional ». La police va tenter d'établir des portraits-robots.

Michel Ferrari, qui n'a pas physiquement participé au coup de force, ne se sent plus de joie. « Fantastique, et plus encore ! Je ne trouve pas de mot assez évocateur pour décrire mes impressions, racontera-t-il bien des années plus tard au *Journal du Dimanche*. Ça y est, c'est terminé, c'est réussi ! Magistral ! J'exulte et je savoure le goût du triomphe. Ce projet, je l'ai conçu et organisé de main de maître[76] . »

Oui, il savoure sa « victoire ». De son idée de départ, il a fait un coup « historique » qui trône en une des journaux. Bien entendu, il souhaite que son nom ne soit jamais cité, mais lui sait qu'il est à l'origine de cet exploit aussi peu commun que peu légal.

Pourtant, sa joie s'émousse vite. Discrètement, il se rend au lieu de rendez-vous du partage du butin, un appartement sis au 47, quai du Rhône à Genève. La planque des voleurs. Il entre discrètement, s'attendant à être accueilli par ses complices. Rien. Personne. Les Corses ont disparu, emportant avec eux l'argent.

Un ennui, un contretemps ? Sans doute ont-ils dû changer leur plan à la dernière minute, se dit Michel, encore naïvement confiant. Dans les jours suivants, il attend un appel, un signal du gang. Son espoir fond vite. Il commence à comprendre la douloureuse réalité : plus jamais il ne recevra de nouvelles de ces gangsters qui, grâce à lui, ont raflé un important magot.

L’évidence l’aveugle : il s’est fait berner. Les Corses n’ont jamais eu l’intention de partager, sachant bien que Ferrari n’a pas l’« envergure » pour venir réclamer sa part. Le vol tourne à la mauvaise farce. Une farce dont Ferrari est le dindon.

« J’ai vécu cette semaine submergé par des émotions contradictoires d’une violence inouïe, ajoutera-t-il. Comblé par la joie d’avoir réussi cette extravagante opération, dominé par la peur d’être vendu ou éliminé, envahi par la colère en m’apercevant que j’ai été berné et trahi, noyé dans une tristesse infinie à l’idée du mal que je fais à ma femme et à mon fils. Ma dernière sensation, la plus forte, est le dégoût, l’écœurement face à ma propre bêtise, à ma naïveté, à ma crédulité[77]. »

Michel, qui ne connaît aucun des noms de ses « complices », tente de remonter la piste. Sur les conseils de son ami de quinze ans Georges Tiraboschi, il se déplace jusqu’à Nice pour rencontrer l’avocat qui a servi d’intermédiaire. Là, le tennisman comprend qu’il a eu affaire aux plus redoutables braqueurs du moment : la bande de la Brise de mer. Dangereux et intouchables. La piste se prolonge donc sur l’île de Beauté, à Bastia. Ferrari y envoie son beau-frère et un ami pour enquêter sur place. Ils parviennent à mettre des noms sur des visages, mais cela ne saurait suffire. Et puis, tenter de s’en prendre aux Corses sur leur propre terrain serait pure folie…

Pendant ce temps, peinant à trouver les braqueurs, la police cherche du côté des complicités internes. Tout le personnel est placé sous haute surveillance, et tous les curriculums vitae sont passés au peigne fin. L’étau se resserre. Et pourtant, c’est ailleurs qu’une porte s’ouvre. Du côté de Georges, l’« ami de toujours ». Apprenant qu’une forte récompense[78] est en jeu, il balance le cerveau du casse. La police n’est qu’à moitié étonnée : le professeur de tennis figurait sur sa liste de suspects.

Michel est aussitôt placé sous très haute surveillance. Les policiers s'intéressent particulièrement à ses mystérieux coups de téléphone – toujours donnés depuis des cabines publiques. Ils comprennent que Ferrari est sur une « piste corse ». Et espèrent que ce citoyen apparemment au-dessus de tout soupçon les mènera directement à la Brise de mer. Peine perdue : Ferrari n'est qu'un pion. Le 29 mai 1990, il est arrêté après avoir donné un ultime coup de téléphone dans l'espoir de retrouver le magot. Deux présumés complices ne tardent pas à le suivre sous les verrous.

Michel ne nie pas. Au contraire, il raconte tout. Enfin tout ce qu'il sait, c'est-à-dire pas grand-chose. Le 13 mai 1992, les trois hommes sont condamnés à sept ans et demi d'emprisonnement[79] pour « brigandage aggravé ». À sa sortie de prison, Michel Ferrari sera le premier à reconnaître qu'il a tout perdu dans ce « casse du siècle »…

En juin 2004 – quatorze ans après les faits – s'ouvrira devant les assises de Paris le procès de quatre braqueurs présumés d'UBS : les frères Joël et Jacques Patacchini, André Benedetti (dit « Dédé le Chinois ») et Alexandre Chevrière. Tous membres de la bande de la Brise de mer. Ils encourront jusqu'à vingt ans de réclusion criminelle. Jacques Patacchini et Alexandre Chevrière ont formellement été désignés par Ferrari. Mieux : il fournira une photo sur laquelle ils figurent à côté de lui. Cliché pris en plein centre de Genève, selon ses dires, par un ami au moment où se préparait le casse d'UBS. Mais, arguant ne pas disposer de preuves matérielles suffisantes et du fait qu'aucun témoin à charge ne se présentera au procès[80], la cour libérera les quatre prévenus[81] au bénéfice du doute.

Seuls 2 millions de francs suisses ont été retrouvés. Le reste s'est probablement dispersé sous le soleil de l'île de Beauté…

---

69. Aujourd'hui le Country Club Geneva.
70. Jamais identifié.
71. Cité dans *L'Express* du 26 juillet 2004.

72. L’ensemble des clés des autres coffres se trouve à l’intérieur d’un premier coffre, aussi facile à ouvrir qu’une simple armoire.
73. Cité dans *Le Temps* du 1er mai 2014.
74. Près de 20 millions d’euros actuels.
75. Dès le 26 mars, un journaliste de La Cinq (Pascal Richard) démontrera qu’il est facile de traverser l’un des 30 postes-frontières proches de Genève sans que le coffre de la voiture soit ouvert par les douaniers. Il qualifiera la frontière de « véritable passoire ».
76. Cité dans *Le Journal du Dimanche* du 3 juin 2014.
77. *Ibidem*.
78. Environ 3 millions de francs suisses. Au final, Georges touchera moins de 100 000 francs suisses.
79. L’un, un gardien, condamné en première instance – et accusé par Michel Ferrari –, sera par la suite totalement innocenté.
80. Pas même Michel Ferrari.
81. Qui nieront non seulement avoir participé au braquage, mais aussi toute appartenance à la Brise de mer.

À lire :

J’ai réussi le casse du siècle, de Michel Ferrari (L’Archipel, 2014)[82]

---

82. « En prison, j’ai vu pas mal de films de braquages, je pense que des producteurs seraient intéressés par mon histoire, déclarera Ferrari au *Temps*. Comme j’ai tout perdu, ce serait quand même bien que je puisse en tirer quelque chose. »

BONS À TIRER

(Londres – 1990)

John Goddard est un employé comme les autres. Presque modèle. En tout cas sans histoire. À 58 ans, il travaille pour la société Sheppards Money Brokers, une agence de courtiers. Son principal travail consiste à transporter des bons du Trésor jusqu'à la Banque d'Angleterre ou diverses sociétés de crédit immobilier. Jour après jour, il promène ainsi des fortunes mais n'en a cure. Il sait que les bons sont « au porteur » ; donc, quiconque les a en sa possession peut les transformer en espèces. Mais pour décourager d'éventuels voleurs, chaque matin un employé de Sheppards note les numéros de chaque bon sur un grand cahier. Qui volerait une marchandise impossible à écouler ?

Ancré dans cette certitude, Goddard se déplace sans arme et, surtout, sans escorte. Comme un banal représentant de commerce. Ou comme l'un des nombreux *gentlemen* qui arpentent la City, mallette à la main. Goddard a l'esprit détendu. Il devrait pourtant se rendre compte que les choses ont changé et qu'en cette dernière partie de xx$_{e}$ siècle les voleurs sont prêts à tout. Y compris à s'en prendre à des bons appartenant à la très institutionnelle Banque d'Angleterre.

Pour John Goddard, ce mercredi 2 mai 1990 est un jour comme les autres. Le temps printanier est clément. Soleil annoncé dans la journée. Sitôt sa précieuse mallette récupérée, il part faire ses livraisons au cœur de cette fameuse City. À pied. Passant devant les vendeurs de journaux. Étant peu porté sur la musique moderne, il ne s'intéresse pas au fait que Madonna trône en couverture de *Cosmopolitan*. Elle a pour charge de faire la promotion à la fois de son prochain album et du film *Dick Tracy*$_{83}$, où elle tient le principal rôle féminin. Dick Tracy, un policier américain qui fait trembler les malfrats. Le genre d'homme dont Londres pourrait prochainement avoir besoin…

Lointaines considérations pour John Goddard, concentré sur son travail. Il connaît le quartier par cœur et sait se faufiler dans les petites rues pour

éviter la cohue des arrivées dans les bureaux. Il est une sorte d'homme invisible qui parcourt les artères de la ville sans se faire remarquer. Excepté, peut-être, de certaines personnes instruites de ce qu'il transporte.

À 9 h 03, il passe par une voie peu fréquentée. Sa main bien soudée sur la poignée de sa mallette, il marche d'un pas décidé. Soudain, un homme surgit devant lui. Armé d'un couteau. Un homme seul, un couteau banal. Mais le premier est déterminé et le second, dangereux. L'inconnu menace John. Qui n'a aucune envie de jouer les héros. Il tend sa mallette. L'agresseur l'empoigne et disparaît à toute vitesse.

Cela n'a pris que quelques secondes. John a tendu sa mallette comme il l'aurait fait avec son portefeuille. Avec d'autant plus de soulagement que les bons ne lui appartiennent pas. L'incroyable simplicité de ce vol surprendra à la fois les policiers et le public : en cette époque où des gangsters échafaudent des plans alambiqués pour braquer une banque ou pénétrer à l'intérieur d'une salle des coffres, un homme se pointe avec un couteau et repart avec une fortune !

Oui, un vol à la portée du premier délinquant venu. Un vol en apparence banal, aussi banal que celui du cabas d'une vieille dame ou du sac d'une touriste. Pas si banal que cela : la mallette contenait 301 bons du Trésor d'une valeur approximative de 1 million de livres chacun !

De retour chez Sheppards, le calcul est vite fait : le voleur a dérobé 290 millions de livres[84], l'un des butins les plus importants de toute l'histoire de la Grande-Bretagne.

*

* *

Unique témoin et première victime de cette affaire, John Goddard ne peut fournir qu'un signalement très imprécis de son agresseur. Tout s'est passé trop vite selon lui, et la peur l'a empêché d'être attentif.

Scotland Yard a une réputation à défendre et un savoir-faire à mettre à l'épreuve des faits. Pour les spécialistes des vols en tout genre, ce coup audacieux ne peut être l'œuvre que de voleurs aguerris. Derrière l'homme au couteau doit se cacher une organisation. Le raisonnement est simple : d'une part, il fallait connaître les trajets de John Goddard ; d'autre part, savoir comment écouler la marchandise.

Car là est le talon d'Achille de ce vol : dès qu'un bon sera remis en circulation, les autorités seront alertées. D'ailleurs, la Banque d'Angleterre – principale flouée dans cette affaire – s'empresse d'affirmer que le butin ne pourra être revendu. Non seulement dans tout l'Empire britannique, mais aussi dans la plupart des autres pays. Un vol pour rien, en quelque sorte. À en croire la Banque d'Angleterre, les voleurs peuvent tapisser leurs logements avec les bons du Trésor, comme ils pourraient le faire d'anciens « emprunts russes ».

Ce qui n'empêche pas Scotland Yard de poursuivre son enquête. Des informateurs au sein de la pègre londonienne affirment qu'une partie de la marchandise s'est déjà envolée pour les États-Unis. Aussitôt alerté, le FBI se tient à son tour aux aguets. Le tuyau est solide : deux mois seulement après le hold-up, Mark Lee Osborne, homme d'affaires texan soupçonné de tremper dans le trafic de drogue, tombe dans un piège tendu par le FBI en tentant d'écouler l'un des bons. L'homme accepte de coopérer et dénonce plusieurs personnes qui essaient d'écouler d'autres bons, dont un certain Keith Chesseman. Tous les suspects sont rapidement arrêtés.

Cela tend à renforcer la thèse de l'organisation criminelle. Osborne, Chesseman et les autres sont assez flous quant à la provenance de ces bons, mais il est évident qu'ils n'ont pas traversé l'Atlantique sans une solide escorte. Thèse renforcée par le fait qu'au cours des semaines suivantes des bons surgissent un peu partout dans le monde. Comme diffusés par un groupe puissant possédant des antennes sur tous les continents…

Les personnes chargées d'écouler la marchandise volée sont toutes interrogées et, pour certaines, arrêtées. En quelques mois, les polices récupèrent 299 des 301 bons volés. Les deux derniers ne seront jamais retrouvés – ils représentaient environ 2 millions de livres.

Dans cette enquête, Keith Chesseman s'impose comme un personnage clé. Il reconnaît les faits. Difficile de les nier, puisqu'il a été pris pratiquement la main dans le sac. Les faits, c'est-à-dire le transport et l'écoulement des bons, pour une valeur de 16 millions de livres.

Chesseman n'est pas un inconnu des services de police. Ce fils d'un boutiquier de Londres a, en 1977, été condamné à sept ans de prison pour avoir tenté de frauder une société d'investissement américaine. Sorti de prison en 1981, il y est retourné deux ans plus tard après avoir essayé d'obtenir un prêt sur des déclarations mensongères. Sentence : trois ans de prison. Par la suite, il a continué de monter diverses petites arnaques, mais sans subir à nouveau les foudres de la justice.

Scotland Yard lui met le grappin dessus en novembre 1990. Il habite alors un luxueux appartement dans le centre de Londres. Aux enquêteurs, Keith déclare que sa récente fortune provient de « placements sûrs ». Elle semble surtout provenir du vol des bons du Trésor, qu'il serait parvenu à écouler *via* des réseaux secrets.

Chesseman affirmant qu'il coopérera, il bénéficie d'une liberté sous caution. Sitôt dehors, il prend la poudre d'escampette et se réfugie à Ténériffe, en territoire espagnol. S'il se croit en totale sécurité, il se trompe lourdement. Cette fois, ce n'est plus la police anglaise mais son homologue américaine qui veut lui demander des comptes. Le FBI parvient à obtenir son arrestation et son extradition.

Interrogé, Chesseman affirme avoir pris la fuite parce qu'il savait qu'un « contrat » avait été placé sur sa tête par un mystérieux « parrain » dont il refuse de dévoiler l'identité. Mais l'information n'est sans doute pas aussi

loufoque qu'elle en a l'air : le corps de Mark Lee Osborne, le Texan qui l'a dénoncé, est retrouvé dans le coffre d'une voiture à Houston (Texas), avec deux balles dans la tête[85]…

Jugé à New York, Keith Chesseman plaidera coupable, espérant grâce à cela purger sa peine en Angleterre. Il écopera de la peine maximale : six ans et demi de prison, eu égard à son lourd passé mais aussi à sa fuite en Espagne. Les juges recommanderont son transport dans une geôle britannique. Chesseman restera d'ailleurs la seule personne condamnée. Quatre autres inculpés – impliqués dans le « blanchiment » des bons – seront relaxés par la cour de Londres, faute de preuves.

Si ce Chesseman a beaucoup parlé, il est loin d'avoir tout dit. Qui est cet hypothétique « parrain » dont il refuse de prononcer le nom ? Pourquoi cet homme puissant et organisé aurait-il revendu les bons à des amateurs vite localisés par les polices du monde entier ? Est-ce l'un de ses hommes de main qui a attaqué John Goddard en cette matinée de mai 1990 ?

Nombreux sont, à Scotland Yard, ceux qui privilégient une autre piste. Celle de Patrick Thomas, petit escroc londonien. Recoupement après recoupement, il apparaîtrait qu'il serait mêlé de près au vol des bons du Trésor. Il pourrait en avoir été le planificateur, pour ne pas dire le cerveau. Une fois le coup réussi, il aurait surtout organisé la fuite d'une partie du magot vers les États-Unis.

Mais, pour d'autres enquêteurs, la réalité serait différente : Patrick Thomas, planifiant d'agresser un « homme d'affaires » de la City, serait tombé sur John Goddard par hasard. Il lui aurait pris sa mallette dans l'espoir d'y découvrir un portefeuille ou quelque marchandise de valeur. À la vue des bons, comprenant que l'affaire était trop grosse pour lui, il se serait mis en rapport avec des gangsters chevronnés pour écouler la marchandise. Mauvaise idée, car, quand un magot atteint une telle somme, les témoins deviennent encombrants…

Toujours est-il que le Yard aimerait beaucoup poser une foule de questions à ce Patrick Thomas. Malheureusement, il est introuvable. Il sera finalement localisé en décembre 1991. Abattu d'une balle dans la tête. Impossible désormais de le relier au vol. Ses assassins ne seront jamais identifiés…

Le mystère du vol des bons du Trésor reste donc entier. Si la marchandise a été en grande partie récupérée, aucun nom n'a pu être mis sur ses véritables auteurs.

---

83. Réalisé et interprété par Warren Beatty.
84. L'équivalent de 348 millions d'euros actuels.
85. Sa famille attaquera en justice le FBI, car il était censé bénéficier du programme de protection des témoins.

REMBRANDT ET LES TOILES FILANTES

(Boston – 1990)

Rembrandt Harmenszoon Van Rijn – désigné le plus souvent sous son seul prénom – s'impose assurément parmi les peintres les plus célèbres du monde. Son pays natal n'a jamais cessé de valoriser, et Amsterdam lui a consacré un splendide musée. Dans le même temps, nombre de ses toiles sont exposées partout dans le monde.

Il faut dire que ce fleuron de l'école hollandaise a beaucoup produit. On lui attribue plus de 1 200 œuvres, peintures, eaux-fortes et dessins mélangés. De quoi occuper une vie. De quoi aussi exciter les convoitises. Car, bien après sa mort, Rembrandt est devenu un peintre inestimable. À tout point de vue. Ses plus belles toiles s'arrachent à prix d'or. En 2009, son *Portrait d'un homme les poings sur les hanches* sera vendu 22,3 millions d'euros à Londres. Plus d'argent que ce que l'artiste aura gagné toute sa vie durant…

Sa célébrité lui vaut aussi quelques déboires. Non à lui directement, mais à ses toiles : sa plus grande œuvre (par la taille), *La Ronde de nuit*, initialement destinée à la salle du siège de la milice bourgeoise de la ville d'Amsterdam, fait l'objet de multiples avanies. Exposée au Rijksmuseum, elle a été, le 14 septembre 1975, lardée de 12 coups de couteau par un déséquilibré. Sa restauration s'est révélée aussi complexe que coûteuse. Or, voici que le vendredi 6 avril 1990 un visiteur néerlandais projette sur elle un produit décapant. Heureusement, l'intervention rapide et musclée des gardiens permet d'éviter le pire…

Ainsi, bien malgré lui, Rembrandt se retrouve à la une de l'actualité. Et les agressions ne constituent pas le seul motif d'intérêt de la presse. Quelques semaines avant le saccage d'avril, Van Rijn et quelques « confrères » s'étaient retrouvés aux premières places de l'actualité. 1990 s'impose, d'une certaine manière, comme l'« année Rembrandt ».

Tout se joue loin de la Hollande, loin de la terre de prédilection du peintre. Dans le Nouveau Monde. À Boston (Massachusetts), où il est

quasiment une star. Ses toiles sont exposées à la fois au Museum of Fine Arts et au musée Isabella Stewart Gardner. Ce dernier est un établissement privé qui regroupe l'intégralité de la collection de Mrs Gardner, célèbre collectionneuse d'art. Soit 2 500 pièces, dont 290 peintures. De Rembrandt, bien sûr, mais aussi de Botticelli, Vélasquez, Rubens, Vermeer, Manet, Degas et quelques autres. Des artistes de référence qui fascinent les visiteurs du monde entier.

Ouvert en 1903, le bâtiment est de forme cubique. Il ressemble plus à une ancienne usine ou à une vaste maison bourgeoise qu'à un musée. Une bâtisse d'inspiration italienne, affirment les responsables de l'endroit. Ah bon ? Qu'importe… Le contenu vaut beaucoup plus que le contenant. On vient là pour admirer les chefs-d'œuvre, non pour le frisson architectural. Les voleurs sont les premiers à en avoir conscience. Voler un Rembrandt est le rêve de tout monte-en-l'air, l'acmé d'une carrière. Mais il existe plusieurs façons de les dérober. Pince monseigneur ou flingue à la main…

Le samedi 17 mars 1990, comme chaque année, Boston célèbre saint Patrick, patron de l'Irlande. La ville, bien que résolument américaine, a conservé ses attaches irlandaises. Au programme : défilé dans les rues, fêtes dans tous les quartiers. C'est la liesse générale et la joie collective. Le musée Gardner est fermé au public. La plupart des employés profitent de ce jour pas comme les autres. Seuls restent deux gardiens.

Le dimanche à 1 h 25, la ville commence enfin à s'endormir. La journée a été longue. Au moment où les derniers fêtards rentrent chez eux, deux policiers moustachus, en uniforme des forces de l'ordre de Boston, se présentent à l'entrée de service du musée Gardner, fermée par une banale porte en bois. Ils annoncent au gardien que, suite à des mouvements suspects autour de l'immeuble, ils doivent enquêter à l'intérieur du bâtiment. Selon eux, des voleurs pourraient être entrés malgré la présence de caméras. Ils ne se trompent pas. À ce détail près que les voleurs, ce sont

eux ! Faux flics, vrais cambrioleurs. Le subterfuge peut paraître osé, mais avec les bons uniformes et une certaine dose d'aplomb on peut arriver à tout.

Le garde de service au rez-de-chaussée n'y voit que du feu. Il laisse entrer les (faux) représentants de l'ordre. Une fois à l'intérieur, ceux-ci commencent par interroger le garde sur le nombre de personnes présentes actuellement dans le bâtiment. Une seule : l'autre garde, en poste à la salle vidéo, au deuxième étage. Les faux flics demandent au gardien de faire venir son collègue en vue d'une vérification d'identité. Appelé sur la ligne intérieure, le gardien du deuxième étage sort de son bureau et passe devant un bouton d'alarme directement relié au commissariat. Ne nourrissant aucun soupçon, il ne l'enclenche pas. Erreur qui lui sera beaucoup reprochée.

Comme demandé, les deux gardes réunis présentent leurs pièces d'identité. Surprise : les hommes en uniforme les prient de se retourner pour qu'ils leur passent les menottes.

« Pourquoi nous arrêtez-vous ? demande l'un des gardiens.

– Vous n'êtes pas arrêtés, ceci est un vol. Ne nous causez pas de problèmes, et il ne vous sera fait aucun mal.

– Ne vous inquiétez pas, rétorque le plus jeune garde[86]. Ils ne nous paient pas assez pour que nous risquions d'être blessés. »

Les voleurs ligotent les deux gardiens, les bâillonnent et les descendent au sous-sol, où ils les séparent. Chacun se retrouve enfermé dans un local différent. Ensuite, les bandits débranchent facilement les alarmes. L'installation générale est loin d'être sophistiquée, et les visiteurs de la nuit connaissent leur job. Désormais, ils n'ont plus rien à craindre. Personne ne viendra les déranger dans leur travail. Ils ont la nuit devant eux.

En conséquence, ils prennent leur temps. Tout leur temps. Ils inspectent les pièces les unes après les autres. Pendant quatre-vingt-une minutes. Ils

n’ont rien d’amateurs hésitants. Ils savent sélectionner. Ainsi, ils choisissent deux toiles de Rembrandt (*Le Christ dans la tempête sur la mer de Galilée* et *Un homme et une femme en noir*), une de Johannes Vermeer (*Le Concert*), une de Govert Flinck (*Lande avec un obélisque*), une d’Édouard Manet (*Chez Tortoni*), cinq dessins d’Edgar Degas et un de Rembrandt (un autoportrait), plus une coupe chinoise datant du xiie siècle av. J.-C. et – objet le plus étonnant du lot – un aigle en bronze de l’époque napoléonienne[87]. Au total, 13 chefs-d’œuvre.

Les malfaiteurs prennent le temps de découper soigneusement les toiles pour les détacher de leurs cadres. Elles seront moins encombrantes à transporter. Ils le font sans précipitation ni faux mouvement : du travail d’orfèvre. Enfin, ils repartent par où ils sont entrés. Il leur faut deux voyages pour transporter la marchandise jusqu’à une voiture garée à l’extérieur. Avant de quitter définitivement les lieux, ils récupèrent les cassettes vidéo des caméras de surveillance qui ont enregistré leur entrée.

Puis ils disparaissent dans la nuit, emportant avec eux des œuvres d’art d’une valeur immense, tant pécuniaire qu’historique. Le monde de l’art va en trembler.

*

* *

Quelques heures plus tard, le conservateur du musée est bien en peine pour estimer le montant du butin, car aucune des œuvres volées ne s’est retrouvée sur le marché depuis près d’un siècle. Et les prix du marché de l’art n’ont cessé de grimper en flèche. Il faut pourtant bien produire un chiffre. Il donne le vertige : 500 millions de dollars, annonce-t-on officiellement. Illico, ce vol réalisé quasi en douceur se classe comme le plus important dans une enceinte privée de toute l’histoire des États-Unis. Et le plus colossal de toute l’histoire de l’art ! Rien que ça[88] !

Toutefois, le conservateur se montre perplexe. Selon lui, les voleurs ont laissé des biens encore plus précieux. Pourquoi ? Mystère. Ce que le gardien du temple omet de dire est qu'aucune des toiles n'était assurée. Pour des raisons d'économie. Bilan : une perte sèche pour le musée. Et l'impossibilité pour les voleurs de faire un chantage à l'assurance. Le savaient-ils avant de lancer leur opération nocturne ? Toujours est-il que l'absence de toute compagnie d'assurances dans la partie les arrange bien : ils n'ont pas à craindre les recherches d'enquêteurs privés prêts à tout, y compris à enfreindre les lois.

Le musée Gardner offre néanmoins 5 millions de dollars pour tout renseignement solide concernant le vol. Les polices du monde entier sont alertées. But : empêcher la vente de cette précieuse marchandise. C'est une évidence pour tout le monde : ces œuvres ne pourront jamais réapparaître sur le marché public. Les photos des toiles, des dessins et des objets font le tour du monde. Musées, commissaires-priseurs, experts en reçoivent des copies. Charge pour eux d'alerter la police dès qu'une de ces œuvres resurgit…

Mais l'écoulement des œuvres volées peut suivre d'autres voies. En France, interrogée par la télévision, Mireille Ballestrazzi, directrice de l'Office central de répression des vols d'objets d'art, évoque les différentes possibilités envisageables : « La première, c'est une espèce de demande de rançon, la contrepartie étant de restituer ces œuvres d'art. La deuxième peut être tout simplement un commanditaire privé, style collectionneur un peu passionné, qui a les moyens de conserver cela dans un endroit très secret pour son plaisir personnel. »

Du côté du musée Gardner, on se montre à la fois triste et confiant. Le 21 mars, le président, Malcolm Perkins, et la directrice, Ann Hawley, publient une lettre ouverte dans laquelle ils confirment le vol et qu'ils terminent ainsi : « Naturellement, tout notre espoir et nos prières vont vers

la récupération de ces objets, et nous sommes encouragés par les nombreux objets d'art majeurs volés puis retrouvés par le passé. Dans tous les cas, nous sommes déterminés à ce que le Gardner Museum continue de se développer et d'éduquer plus que jamais à travers sa collection, ses programmes éducatifs et scolaires et ses publications, sa musique, ses fleurs ; tout ce que "civilisation" veut vraiment dire.

» Nous sommes profondément attristés que certains de nos plus inestimables trésors aient été volés et ne soient donc plus disponibles dans notre collection pour que vous puissiez les admirer. Cependant, la majeure partie de notre collection reste toujours disponible pour votre plus grand plaisir. Votre soutien en ces temps difficiles est le bienvenu. »

Il est exact que, le plus souvent, des toiles volées réapparaissent. Suite à une enquête poussée ou à une coïncidence heureuse. Ainsi, en cette même période, des tableaux volés à Nice ont été retrouvés dans le coffre d'automobilistes qui tentaient de passer la douane ! De quoi mettre un peu de baume au cœur des gens du musée Gardner… Peu avare en communiqués, le musée s'adresse aussi directement aux voleurs en leur recommandant de stocker les toiles dans un endroit « à température constante » pour éviter toute corrosion.

Le FBI mène l'enquête. Comme souvent en pareil cas, il en fait une affaire d'honneur. L'ampleur du vol, la publicité qu'il a générée sont autant d'affronts que les *G-Men* ne peuvent laisser impunis. Ils vont déployer toute leur puissance et ne lâcheront jamais l'affaire. Jamais !

Dans un premier temps, ils se tournent vers un cambrioleur à la flatteuse réputation. « Le plus grand cambrioleur de Nouvelle-Angleterre, Myles Connor, fut l'un des nombreux suspects de l'affaire Gardner, écrira l'agent spécial Robert K. Wittman. Dès 1966, Connor cambriola le Forbes House Museum, le Woolworth Estate, le Mead Art Museum de l'Amherst College, la rotonde de la Massachusetts State House et le musée des Beaux-Arts de

Boston[89]. » Hélas, cette piste ne débouchera sur rien de concret. Connor ne semble pas être le cerveau du vol du Gardner.

Les premiers témoignages confirment la présence, au cours de la nuit du hold-up, de deux policiers dans une berline rouge à proximité du musée. Deux hommes apparemment détendus. Les badauds qui les ont croisés croyaient qu'ils assuraient la sécurité des dernières heures de la Saint-Patrick.

Des investigations auprès des veilleurs de nuit révèlent que ceux-ci consommaient parfois de la marijuana. Une nuit, l'un d'eux a même improvisé un concert de rock avec des amis dans l'enceinte du musée ! Quant à la facilité avec laquelle les deux victimes ont laissé entrer les voleurs, les gardiens la justifient par le fait que certes, ils avaient interdiction d'ouvrir à toute personne inconnue, mais que cette interdiction ne concernait pas la police.

Les choses bougent vite. Ann Hawley reçoit une lettre anonyme affirmant que la totalité des œuvres sera rendue moyennant une rançon. L'auteur exige que le FBI se retire de l'enquête. Il demande que la réponse paraisse sous forme d'annonce dans le *Boston Globe*, quotidien local. Ainsi est fait. La directrice du musée est confiante, bien que le montant de la rançon n'ait pas été précisé. Hélas, la semaine suivante, elle reçoit une seconde lettre rompant toute négociation. Raison invoquée : le FBI a encore accru sa surveillance. Ann Hawley tentera, par voie de presse, de rétablir le contact. En vain.

Dès lors, tout se bloque. Aucune piste sérieuse, aucune information valable. Comme le veut la formule, le FBI « se perd en conjectures ». Et se perd tout simplement. Il ne sait où donner de la tête. La thèse du collectionneur privé semble se confirmer. Même si de nombreux policiers réfutent ce genre de « légendes urbaines ».

Les semaines, les mois, les années passent. Le musée Gardner s'efforce d'oublier cette tragédie, et le FBI continue de fouiner. En août 1997, sept ans après les faits, premier rebondissement : William Youngworth, marchand d'art connu pour ses liens avec la pègre, affirme servir d'intermédiaire entre les voleurs et le musée. Mieux : il ajoute détenir *Le Christ dans la tempête sur la mer de Galilée*, qu'il est prêt à restituer moyennant rançon. Le FBI et le bureau du procureur réclament une preuve. Youngworth la fournit sous la forme de microscopiques éclats de peinture provenant, selon lui, du chef-d'œuvre. Les éléments sont étudiés au microscope. Oui, ils datent bien de l'époque de Rembrandt. Non, ils ne peuvent en aucun cas provenir de la palette du maître[90].

Le FBI reprend son enquête. Qui se concentre autour de Carmelo Merlino. Officiellement, il dirige un atelier de carrosserie automobile, mais les policiers savent qu'il a participé à plusieurs hold-up et même qu'il préparerait l'attaque d'un fourgon blindé. En janvier 1999, l'homme est arrêté. Ainsi que deux présumés complices : David Turner et Stephen Rossetti, affiliés à un puissant gang de Boston. Turner serait surtout impliqué dans le trafic de cocaïne mais aussi dans une demi-douzaine de meurtres et de nombreux cambriolages, la plupart à main armée. Il possède aussi une particularité physique : des yeux très en amande. Or, l'un des gardiens du musée a décrit un des agresseurs comme ayant « des yeux asiatiques »…

Turner et Rossetti seraient-ils les faux policiers ? Le FBI fait tout pour que la justice en soit persuadée. Puis, les trois inculpés apprennent que toutes les charges s'envoleront s'ils restituent les chefs-d'œuvre. Or, ils nient tout en bloc. Les preuves les reliant au vol se révélant insuffisantes, ils seront finalement condamnés pour d'autres charges.

En 2010, nouveau rebondissement : Elaine Guarente, veuve d'un gangster notoire[91], veut être entendue par le grand jury. Elle a des choses à

dire. Une véritable bombe : son mari aurait offert plusieurs toiles émanant du vol du musée Gardner à son ami Robert Gentile. Étonné, ce dernier accepte de répondre aux questions du FBI et affirme, la main sur le cœur, qu'il n'a jamais rien reçu.

Les policiers font mine de le croire. Mais ils ne lâchent toujours pas l'affaire. En mai 2012, ils perquisitionnent le domicile de Gentile. Ils y découvrent certes pas les toiles, mais des indices troublants : dans le sous-sol, ils mettent la main sur une coupure de journal racontant les détails du vol ainsi que sur une liste écrite à la main où chaque œuvre volée est dûment répertoriée, avec, en regard, sa valeur sur le marché noir. Dans le hangar jouxtant le bâtiment principal, les limiers démontent un faux plancher et découvrent une sorte de grand fossé complètement vide. Un endroit bien pratique pour planquer de la marchandise volée…

Alors que Robert Gentile refuse de parler, son fils se montre plus bavard. Il explique que son père conservait des biens enfermés dans des espèces de containers en plastique. Mais que tout a été détruit quelques années auparavant suite à une inondation ! Les toiles de maître à jamais abîmées par les eaux ? Robert Gentile gardant le silence, impossible d'en savoir plus. Il refuse même l'offre du procureur de ne pas retenir les accusations de trafic de drogue s'il raconte tout ce qu'il sait sur le vol. Nouveau silence. Gentile sera condamné. À sa libération, en 2014, il continuera de nier toute implication dans le vol.

Dans un ouvrage publié en 2010 aux États-Unis, Robert K. Wittman, fondateur de la division du FBI en charge de la délinquance dans le monde de l'art (l'Art Crime Team), affirme avoir remonté la piste de deux des toiles volées, un Rembrandt et un Vermeer. Se faisant passer pour un riche collectionneur d'art, il s'est retrouvé en contact avec des intermédiaires français et même avec la mafia corse. Sans réussir pour autant à mettre la

main sur les précieuses toiles suite au dévoilement de sa véritable identité dans la presse au sujet d'une autre affaire de tableaux volés.

Le 18 mars 2013, à l'occasion du 23e anniversaire du vol du musée Gardner, Richard DesLauriers, chef du bureau du FBI de Boston, organise une conférence de presse au cours de laquelle il annonce les derniers résultats de l'enquête. Le FBI aurait identifié les voleurs92 comme appartenant à une « organisation criminelle » ayant des ramifications en Nouvelle-Angleterre et dans plusieurs États du Middle East. De plus, avec la même « certitude », DesLauriers ajoute que certaines toiles auraient transité en 2002 par Philadelphie, où les voleurs auraient tenté de les vendre. Pour disparaître ensuite. À jamais ?

Les toiles ne sont jamais réapparues. La récompense de 5 millions de dollars offerte par le musée Gardner tient toujours.

---

86. Un étudiant qui finance ses études avec ce job nocturne qu'il décrira plus tard comme « le plus ennuyeux du monde ».
87. Selon la police, cette pièce a été prise par les voleurs comme une sorte de « trophée » pour marquer leur victoire.
88. Par la suite, l'estimation sera revue à la baisse : 300 millions de dollars (218 millions d'euros actuels). Mais cela ne diminuera en rien l'importance du vol.
89. *Inestimable*, de Robert K. Wittman et John Schiffman (Sonatine, 2011).
90. Tom Mashbergn, journaliste au *Boston Herald*, affirmera que, dans un entrepôt de Boston, Youngworth lui a montré la toile, qu'il a formellement reconnue.
91. Robert Guarente, décédé en 2004.
92. Bien que le FBI n'ait dévoilé aucun nom, des journalistes américains spécialisés en investigation criminelle estiment qu'il s'agit de David Turner et de George Reissfelder, gangsters bien connus. Mais, au moment où DesLauriers fait sa conférence, l'un est déjà sous les verrous (pour vol à main armée sur une autre affaire) et l'autre est mort d'une overdose ! De toute façon, le délai de prescription concernant le vol est dépassé… Selon

ces mêmes spécialistes, les 13 chefs-d’œuvre seraient passés, séparément, de main en main, et il est désormais quasiment impossible d’identifier leurs 13 propriétaires.

À lire :

Inestimable, de Robert K. Wittman et John Schiffman (Sonatine, 2011) – plusieurs chapitres sont consacrés à la traque infructueuse des toiles.

Master Thieves – The Boston Gangsters Who Pulled Off the World's Greatest Art Heist, de Stephen Kurkjian[93] (Public Affairs, 2015)

---

93. Journaliste au *Boston Globe*, Stephen Kurkjian a remporté trois prix Pulitzer.

À voir :

Stolen, de Rebecca Dreyfus (2006) – documentaire (sorti en salles aux États-Unis) sur le vol du musée Gardner.

LA BOMBE HUMAINE

(Toulon – 1992)

Au tournant des décennies 1980-1990, Toulon, sans connaître les soubresauts pétaradants de sa trop grande cousine Marseille, perd peu à peu son calme. Du fait non de marins en bordée, mais de gangsters en action. Tandis que les uns, désœuvrés ou enivrés, déclenchent parfois des bagarres homériques, les autres, déterminés et implacables, déclenchent trop souvent des fusillades meurtrières.

Ainsi, par une belle journée d'octobre 1989, trois individus font irruption dans l'agence du Crédit Lyonnais du boulevard de Bazeilles. Ils braquent le caissier et, sans perdre de temps, repartent avec 80 000 francs en billets et un otage. Une fois dehors, les voleurs montent dans un bus. Que la police ne tarde pas à bloquer. Fusillade. Un policier blessé. Nouvelle fuite des malandrins. Cette fois en voiture. Ils ne vont pas loin. À peine sortis de la ville, ils tombent sur un barrage de police. Autre fusillade. Les trois braqueurs y trouvent une mort violente. Voilà un fait divers sanglant comme il semble en proliférer ces années-là…

Telle est la réalité toulonnaise : des banques qui représentent autant d'objets de convoitise, des attaques à main armée et des coups de feu échangés en pleine ville ou en rase campagne. Désormais, les Toulonnais savent que les braqueurs ne plaisantent pas.

Trois ans plus tard, le 16 décembre 1992, une autre banque fait l'objet d'une attaque à main armée. La plus prestigieuse, la plus imposante : la Banque de France. Au cœur de cette attaque, un jeune homme de 25 ans à l'allure sportive et aux cheveux coupés court : Emmanuel Demaimay. Il ne figure pas parmi les gangsters mais parmi les victimes. La première, la principale de cette attaque d'un nouveau genre. Le banditisme flirte désormais avec le terrorisme du point de vue des méthodes.

Emmanuel Demaimay est un homme sans histoire. Marié, père de famille. À 7 heures du matin ce 16 décembre, il rentre à son domicile dans la banlieue d'Hyères. Son service d'agent de sécurité de nuit à la Banque de

France vient de se terminer. Après un dernier café pris avec un collègue, il monte dans sa voiture. Sans aucune crainte, impatient de retrouver sa femme et son fils, qui doivent encore dormir.

Arrivé à la porte de son immeuble, il remarque trois individus qu'il prend pour des livreurs, l'un d'eux portant une caisse de champagne. Quand il s'étonne du fait que tous trois arborent des lunettes de soleil au petit matin d'un jour de pluie, il est trop tard. Le trio lui tombe littéralement dessus. Il le somme d'ouvrir la porte de son appartement et le pousse violemment à l'intérieur. Pendant que l'un des agresseurs le roue de coups de pied et de coups de crosse, les autres vont chercher l'épouse dans sa chambre, pointant sur elle le canon d'une kalachnikov. « T'inquiète pas, on est là pour la banque », affirme l'un des malfrats au vigile.

Emmanuel est ligoté. Lorsque son fils, âgé de 6 ans, se réveille, alerté par le bruit, il voit sa mère terrorisée et son père au visage ensanglanté tassé dans un coin. Mère et enfant sont emmenés dans une autre pièce. Sous étroite surveillance. Ils sont les otages. La garantie qu'Emmanuel fera très exactement ce qu'on lui demandera.

Commence alors une longue journée. Très longue. Car les bandits sont décidés à ne « taper » la Banque de France que peu avant sa fermeture. Entre 17 heures et 17 h 30. Dans dix heures, donc – temps durant lequel Demaimay doit patienter sous la surveillance peu amène de ses ravisseurs. Pour prouver qu'ils sont à la fois déterminés et admirablement renseignés, ils lui dévoilent tout un tas d'informations précises concernant ses habitudes, sa famille, etc. Emmanuel comprend qu'il a été surveillé depuis des mois. Il ne s'est rendu compte de rien.

Les heures s'égrènent lentement. Les trois voleurs ne relâchent jamais leur surveillance. Ils sont bientôt rejoints par d'autres hommes. Tous grimés. Ce qui compliquera leur identification. Au total, une dizaine[94] de braqueurs sont réunis là qui n'attendent que le moment de passer à l'action.

Enfin, l’un d’eux détache Emmanuel, qui sait que le pire est à venir. Sans pourtant se douter un seul instant de ce qui l’attend. On lui attache autour du corps une ceinture banane contenant 300 grammes d’explosif F15 avec système de mise à feu à distance. Il devient une sorte de bombe humaine.

Il est temps de sortir. Une équipe part avec la femme et l’enfant. Destination inconnue. « Si ça se passe mal, on les tue », annonce l’un des bandits. Pour Emmanuel et le gros de la troupe, direction la Banque de France. Emmanuel ne doit y prendre son service qu’à 18 heures. Or, il est 17 h 30 quand il se présente devant l’entrée principale. Un des gardiens de la banque comprend qu’il y a anguille sous roche. D’autant qu’Emmanuel n’est pas seul. Son escorte n’inspire pas du tout confiance – grenades, pistolets, fusils-mitrailleurs bien en vue !

Le vigile montre la ceinture, se met à genoux pour supplier son collègue d’ouvrir. « Je t’en supplie, ouvre ! Ils ont pris Valérie et mon petit en otages… Ils ont juré de me faire exploser avant de les tuer tous les deux. Ouvre, je t’en supplie ! » Le gardien comprend que, s’il alerte la police ou commet la moindre imprudence, Emmanuel mourra et, avec lui, sa famille. Un léger bourdonnement indique que la porte est ouverte. Les voleurs foncent.

À l’intérieur, les gardiens et autres employés sont regroupés pour être enfermés dans un cagibi, sous la menace d’armes. Descente dans la salle des coffres. Un employé leur ouvre la porte principale. Blindée, bien sûr. Dedans, les coffres s’ouvrent comme par magie, commandés par une horloge préprogrammée indéréglable. Les voleurs n’ont qu’à se servir, ce qu’ils font pendant plus d’une heure.

Comble du culot : une partie de l’argent est transportée dans une estafette appartenant à la Banque de France ! Le reste est chargé dans trois véhicules immatriculés à Paris et en Suisse. Sitôt les voleurs partis, l’alarme est donnée. Trop tard.

Le calvaire d'Emmanuel Demaimay n'est pas terminé. Pour être libéré de sa ceinture explosive, il doit attendre l'intervention de spécialistes du déminage. Opération délicate. Le vigile a le sentiment que chaque seconde qui s'écoule sera la dernière de sa vie. Il appelle même sa mère pour lui demander de prendre soin de sa femme et de son fils. Mais à minuit, la famille est enfin réunie. La terrible journée s'achève. Emmanuel en restera marqué à jamais.

« Ça fait vingt ans que je vis un calvaire, témoignera-t-il en mai 2013. J'ai souffert d'un choc post-traumatique. Pendant un moment, j'ai dû prendre des cachets. Je suis consolidé mais pas encore complètement guéri. Après une telle histoire, on devient parano. Dans la foulée, j'ai aussi perdu mon travail. J'ai eu du mal à en retrouver un. Aujourd'hui, je vends des habits sur les marchés du Var. Le choc a aussi eu des conséquences sur mon fils et ma femme. Personne n'est sorti indemne[95]. »

*

* *

Sitôt l'affaire connue, on parle d'un butin de 200 millions de francs. Exagération coutumière : tout compte fait, il se monte à 146 millions[96]. En billets neufs et usagés non numérotés.

Judiciairement, le dossier est lourd : vol à main armée, séquestration et prise d'otages… Les témoins sont tous interrogés. Ils n'ont pas grand-chose à raconter : les voleurs étaient grimés, perruqués, barbus et portaient des lunettes noires. Seule quasi-certitude : tous seraient « blancs ». Il semblerait aussi qu'ils parlaient sans accent.

Certains indices laissent à penser aux policiers que le coup pourrait avoir été commis par des indépendantistes corses. Toutefois, presque au même moment, une autre piste localiserait le butin en… Uruguay ! Bref, tout est encore possible à ce stade de l'enquête.

Si la police tâtonne, la Banque de France affiche une certitude : Emmanuel Demaimay est complice. Elle le désigne en posant la question piège : pourquoi lui ? Pourquoi les gangsters l'ont-ils choisi, lui, un petit employé, et non un cadre ou un responsable ? Lui qui ne savait pas grand-chose ? La réponse pourrait être simple : parce qu'il est le plus vulnérable au sein du personnel de la banque. Mais une telle réponse ne saurait suffire à éteindre les soupçons des argentiers.

Dès lors, le vigile est soumis à une batterie d'interrogatoires. Son parcours est méthodiquement examiné. Ses habitudes, ses amis, ses fréquentations, tout y passe. Il se défend tant bien que mal, jure son honnêteté mais paie le prix fort. Son employeur le juge coupable sans autre forme de procès et le renvoie sur-le-champ. Bien qu'aucune charge n'ait jamais été retenue contre lui, il gardera longtemps le poids du doute sur ses épaules. La vie de ce vigile s'est brisée ce 16 décembre.

« On m'a traité comme un moins que rien, racontera-t-il. Personne n'a jamais pris de mes nouvelles, ni de ma femme, ni de ma famille… On m'a dit que tout était ma faute, que si le casse avait eu lieu, c'était à cause de moi. Alors que le mec qui leur a ouvert la porte du coffre il a eu une médaille[97] ! »

L'enquête n'explore pas cette unique voie. Comme souvent en pareil cas, les policiers s'intéressent au personnel. Quand des voleurs sont trop bien renseignés, c'est le signe d'une complicité intérieure. Reste à la localiser.

L'investigation va vite et se focalise autour d'une femme, secrétaire comptable à la Banque de France depuis quatorze ans, Hélène Renaux ; 38 ans, divorcée. Apparemment irréprochable. Habitant une résidence du Beausset, où ses voisins n'ont que du bien à dire à son sujet. Elle a été présidente d'une association d'aide aux enfants roumains (Secours à l'enfance roumaine[98]). Tableau idyllique… si ce n'est que cette jeune femme est la maîtresse d'un homme au comportement étrange, Jean-Claude

Lopiccolo, dit « Gino », qui tient un vidéoclub au Beausset. De quoi mettre la puce à l'oreille des flics.

Hélène a en effet donné à son amant des informations précises sur le fonctionnement des systèmes d'alarme de la salle des coffres. Plutôt zélée, elle a dérobé dans les bureaux une copie des plans de la banque et une liste précise de tout le personnel – dont, bien entendu, les gardiens. Jean-Claude en a parlé à un ami, qui l'a mis aussitôt en contact avec des durs de durs, dont Marc Armando. Officiellement, celui-ci tient un bar à Marseille ; officieusement, il aurait participé à – voire aurait dirigé – plusieurs attaques à main armée. C'est lui qui aurait monté le coup. Encore que les avis divergent à ce sujet : qui d'Hélène, de Jean-Claude ou de Marc est le véritable organisateur du hold-up de la Banque de France ?

Pour la presse, Hélène Renaux devient « la Taupe ». Aux yeux du procureur André Ride, sa culpabilité ne fait aucun doute : « Il n'y a pas eu de manipulation, il n'y a pas eu de renseignements donnés de façon inconsciente, dit-il, mais il y a eu, au contraire, une volonté chez cette personne de livrer les renseignements qu'elle a livrés. »

Le 17 février 1993, deux mois après le vol, la police lance un vaste coup de filet à Toulon, à Marseille, à Cannes et en Corse. Dix-huit personnes sont interpellées, dont plusieurs fichées au grand banditisme. Quatorze seront déférées au parquet. Au passage, 10 millions de francs provenant du vol sont récupérés.

Les employés otages sont invités à identifier leurs agresseurs. En premier lieu, Emmanuel Demaimay. Il n'en reconnaît aucun. Grimés, ils ont tout fait pour rester méconnaissables. En dépit de pressions de la banque, qui aimerait clore ce dossier au plus vite, le vigile refuse de désigner un ou plusieurs agresseurs. Sa conscience le lui interdit. À moins, affirment certains, que ce ne soit la peur des représailles.

Pendant ce temps, la police, bien informée, découvre, dans un vide sanitaire du Beausset, une cache où reposent deux sacs remplis d'argent (pour environ 1 million de francs). Le propriétaire de la villa, importateur de poisson, affirme que l'un de ses employés lui a demandé de les cacher. Les deux hommes sont arrêtés. L'un pour recel. L'autre en tant que participant au casse. Ce qui, pour la police, confirme que des « amateurs du Beausset » sont impliqués d'une manière ou d'une autre dans le vol.

Le procès s'ouvre le 14 octobre 1996 à Draguignan. Onze prévenus dans le box. La « vedette » de cette affaire judiciaire reste Hélène Renaux, qui est passée du surnom de « la Taupe » à celui de « la Belle Hélène ». Le juge, le procureur, les avocats et les journalistes constatent que les prévenus se divisent en deux catégories bien distinctes : d'un côté les gangsters aguerris, et de l'autre des braqueurs plus ou moins amateurs venus prêter main-forte. Personne n'oublie que plusieurs braqueurs sont toujours dans la nature.

Peu bavarde, Hélène Renaux confirme qu'elle a fourni les renseignements par amour, pour ne pas perdre l'homme dont elle était éprise, et tant pis s'il était lié à la pègre. « Je suis très consciente de la gravité de mes actes et je m'en remets à la justice, déclare-t-elle. J'ai commis une erreur, j'essaie d'assumer, pour ma famille, pour mes enfants, pour donner l'image d'une mère pas détruite. » Le 26 octobre, elle est condamnée à quinze ans de prison.

Marc Armando continue de nier avoir fait partie des braqueurs. Position qu'il maintient depuis son arrestation. Il reconnaît être impliqué, mais « seulement » en tant qu'organisateur. Plus exactement, ajoute-t-il, en tant qu'« intermédiaire ». Agissant pour le compte de mystérieux commanditaires dont il refuse de donner les noms. Refrain connu. De même, il refuse de dire entre quelles mains se trouve le magot. Pour les jurés, il fait figure de cerveau de l'attaque, et cela se paie : dix-huit ans de prison[99].

Tous les autres inculpés sont condamnés à des peines diverses[100]. L'affaire est close. Enfin, pas tout à fait : un nombre indéterminé de voleurs n'ont jamais été inquiétés… Les années passant, l'argent ne sera pas retrouvé. Les condamnés finiront par sortir de prison, peines purgées. Certains[101] iront s'établir en Amérique du Sud, peut-être avec une partie du magot.

Bien peu auront une pensée pour la véritable victime de ce braquage médiatique. En 2014, le journaliste varois Claude Ardid – qui consacrera un documentaire au casse de Toulon – conclura, parlant de cet homme transformé sous la menace en bombe humaine : « Sa colère ne s'est jamais éteinte parce qu'il a tout perdu. La Banque de France l'a soupçonné d'être complice. Elle l'a licencié comme un chien. L'établissement n'a jamais admis son innocence. Son couple a explosé. Son fils a perdu la parole pendant près de deux ans. S'il y a un héros tragique dans cette histoire, c'est bien Emmanuel Demaimay. »

---

94. Le nombre exact n'a jamais pu être déterminé.
95. Cité dans *Le Parisien* du 4 mai 2013.
96. Il s'agit du chiffre officiel dévoilé par la Banque de France. Mais un autre – non officiel et sans doute plus proche de la vérité – fait état de 160 millions de francs.
97. Cité dans *Nice-Matin* du 5 mai 2013.
98. Dissoute faute de subventions.
99. Après sa sortie de prison, il continuera de mener une vie de « grand bandit », avant de finir par se suicider dans sa cellule de la prison des Baumettes en mai 2013.
100. Selon Jean-Claude Kella – qui rapporte les propos de Marc Armando dans son livre *Hold-up* –, aucun des inculpés n'est entré dans la banque ; seuls une poignée d'entre eux auraient participé à l'organisation du casse, mais non à son exécution. Dans ce même livre, Kella affirme que le véritable cerveau était Hélène Renaux, l'« instigatrice et l'égérie de la

bande ». Il déclarera par ailleurs : « Elle a tout fait. Il ne lui manquait que les hommes pour mettre en œuvre son plan » (cité dans *Var Matin* du 16 novembre 2011).

101. Dont Hélène Renaux et Jean-Claude Lopiccolo.

À lire :

Hold-up, de Jean-Claude Kella (Don Quichotte, 2011) – adaptation romancée, mais basée sur des témoignages réels, du hold-up.

À voir :

Banque de France : le casse du siècle (2014), « Spécial Investigation », Canal + – documentaire de Claude Ardid.

LE CASSE LE PLUS LONG

(Anvers – 2003)

Leonardo Notarbartolo est sicilien – ce qui ne le prédispose pas forcément à devenir un bandit. Telle est pourtant la voie qu'il choisit. Natif de Palerme (en 1952), il nourrit vite une forte admiration pour les grands voleurs. Non les braqueurs qui attaquent les armes à la main, mais les véritables casseurs, qui entrent et ressortent sans agresser personne. Les *gentlemen* de la cambriole.

À leur sujet, les littéraires aiment évoquer – un peu facilement, oubliant qu'il n'était pas toujours un tendre – Arsène Lupin. Pour sa part, Leonardo affiche des références plus cinématographiques : *La Main au collet*. L'un des grands films d'Alfred Hitchcock. Dans lequel Cary Grant incarne un cambrioleur censé être à la retraite, John Robie[102], surnommé « le Chat ». Villa sur la Côte d'Azur, charme, habileté, brio, tout est là. De quoi faire rêver.

Autant par admiration que par envie, le *bambino* opte pour le vol. Et s'y essaie très tôt. Son premier forfait, il le commet à l'âge de 6 ans. Sa mère lui confie quelques pièces pour aller acheter du lait. Rien de bien nouveau. Pourtant, ce jour-là, l'enfant revient avec plusieurs bouteilles, mais aussi 5 000 lires. Sommé de s'expliquer, il affirme que le laitier était endormi et qu'il en a profité pour rafler une partie de la caisse. Désormais, son destin est tracé.

Non dénué d'une certaine classe – voire d'un certain charisme –, il devient expert en serrures, en coffres-forts et en systèmes d'alarme. Grâce à ses réussites, il grimpe vite les échelons du banditisme. De belle allure, et indéniablement séduisant, il a « l'air honnête », comme diront les nombreux témoins interrogés par la suite. Comme Cary Grant a « l'air honnête » dans *La Main au collet*. Ils ne portent pas leur métier sur leur visage. La gueule de l'emploi n'est pas pour eux. D'autant que, derrière cette façade, Leonardo Notarbartolo se révèle un homme dur, parfois violent. Les bonnes

manières ne servent à rien dans son milieu. Et en Sicile, le milieu, c'est la mafia, avec qui Leonardo est lié, au moins par d'étroits liens familiaux[103].

Cet as de la cambriole déploie un rare savoir-faire. Qui lui permet d'éviter, autant que faire se peut, de fréquenter les geôles policières. Son casier judiciaire n'est pas celui d'un truand récidiviste. Après une arrestation pour un banal vol de voiture, du temps de sa prime jeunesse, il ne fréquente vraiment la justice que par deux fois. D'abord en 1980 pour le cambriolage d'une bijouterie de Modène. Mais il est finalement relâché faute de preuve. Dix ans plus tard, première condamnation pour un vol commis à Ancône. Toutefois, la peine est très légère, et le condamné obtient l'autorisation de la purger chez lui !

À force de voler, Leonardo finit par rêver au gros coup, au « casse du siècle ». L'apothéose de sa carrière. Le cambriolage qui entrera dans les annales, fera baver d'admiration les voleurs du monde entier, le classera définitivement parmi les seigneurs. Un gros coup aux allures de Graal de la cambriole.

Après mûre réflexion, il se fixe pour objectif une forteresse imprenable. Loin de l'Italie, où il a toujours évolué. Le Fort Knox des diamants : le Diamond Center d'Anvers. Il est implanté dans le quartier des diamantaires. C'est par lui que transitent tous les diamants arrivant dans la ville. Un périmètre placé sous très haute surveillance où sont regroupés 1 800 compagnies et 30 000 travailleurs (parmi lesquels 4 500 diamantaires).

Le Diamond Center est une entreprise privée qui se fait fort de fournir les meilleurs services à sa riche clientèle, faite de négociants, de grossistes, de courtiers et d'acheteurs. À commencer par des services de sécurité. Il occupe une forteresse de 14 étages totalement inattaquable puisque dotée des meilleurs et des plus modernes systèmes de protection au monde.

D’abord, pour y entrer la tête haute, il faut franchir un portillon surveillé par des gardes et présenter un badge. Lequel n’est délivré qu’aux personnes travaillant à l’intérieur de l’immeuble. Les simples visiteurs ne peuvent avoir accès qu’à la partie publique de l’immeuble. Forcément la moins intéressante. Ensuite, tous les étages sont truffés de caméras reliées à un centre où les vigiles sont priés de ne pas s’assoupir. Enfin, en de nombreux endroits sont installés des alarmes infrarouges et des détecteurs de mouvements pour repérer les individus indésirables.

Quant à la grande salle des coffres, elle est fermée par une porte en acier de 3 tonnes obéissant à une serrure à combinaison. De plus, un jeu de plaques en métal crée un champ magnétique qui déclenche l’alarme si la porte est ouverte sans autorisation. Le plafond de la salle est constellé de détecteurs de mouvements et de caméras, sans oublier une alarme sismique. Les propriétaires du lieu effectuent de fréquentes vérifications de l’ensemble des installations et se tiennent au courant des dernières nouveautés en matière de sécurité.

Enfin, cerise sur le gâteau, un commissariat est installé à moins de 300 mètres du bâtiment ! S’il y a vraiment un endroit inviolable au monde, c’est celui-ci. Comment y entrer pour y voler des diamants à foison ?

Leonardo construit un plan incroyablement audacieux qui démontre à la fois son souci du détail, sa persévérance et sa patience. Il commence par rémunérer un informateur[104] qui lui fournit tous les renseignements nécessaires, soulignant bien le fait que le Diamond Center ne peut être cambriolé ni de jour ni de nuit[105].

Mais Leonardo a une autre idée. Il achète d’authentiques diamants sur le marché officiel et fonde une société, Preciosa, basée à Turin. Une ville que Leonardo connaît bien et dans laquelle il a de nombreux contacts. Ne dit-on pas qu’il est le chef de l’« école de Turin », un regroupement de voleurs de

tous acabits[106] ? De ce fait, il n'a aucun mal à se procurer les (faux) documents nécessaires à sa nouvelle entreprise.

Le voici désormais diamantaire. Plus précisément : importateur de bijoux. C'est du moins en tant que tel qu'il se présente au Diamond Center. Car il sollicite un bureau à l'intérieur du bâtiment. Pour – affirme-t-il – pouvoir être au plus près de ses futurs clients, des diamantaires du monde entier. On lui octroie un bureau au 5e étage du bâtiment B[107].

En novembre 2000, il obtient son sésame. C'est-à-dire des badges. Au nombre de quatre : un pour lui, un pour sa femme, Adriana, et deux autres pour un couple présenté comme « associé » à ses affaires, le Sicilien Antonino Falleti[108] et la Néerlandaise Judith Zwiep. Le quatuor est désormais dans la place. Les loups dans la bergerie.

« On ne comprend pas comment ces Italiens ont pu entrer ici, c'est une mission presque impossible, s'étonnera après coup Rob Van Beurden, patron de la Maison du diamant, proche du Diamond Center. Même les fils de diamantaires qui veulent intégrer l'entreprise familiale et devenir membres de la bourse doivent trouver deux parrains qui se portent garants et qui, après investigations, leur délivrent un certificat de bonnes mœurs[109]. »

Culot, faux document et relations *ad hoc* ont permis à Leonardo de contourner tous les obstacles. En plus des badges et du bureau, il dispose d'une place de parking et – élément précieux – d'un coffre au deuxième sous-sol avec code d'accès à la salle et clés spéciales. Leonardo et Adriana logent dans un petit appartement près du centre. En toute discrétion.

Mais que fait vraiment ce faux diamantaire italien ? Tout en préparant son casse, il ne reste pas inactif au sein du Diamond Center. Il noue des contacts avec des diamantaires. Il leur achète des diamants, fait des affaires, tisse des relations de confiance. Et il en profite pour écouler de la marchandise volée ! Des diamants qui sont revendus sous le manteau pour

être retaillés et bradés sur des marchés parallèles. Une manière pour Leonardo de rentabiliser son investissement et de justifier sa présence dans ces lieux[110].

Il n'en oublie pas pour autant son but premier. Il avance pas à pas, sans aucune brusquerie, notant tous les détails, glanant des informations, prenant même des photos et tournant des vidéos – à l'aide d'appareils ultra-discrets, car les photographies sont interdites dans l'enceinte du bâtiment. Rien ne leur échappe. On est là en plein film d'espionnage !

Dans un hangar sis dans la banlieue d'Anvers, Leonardo reconstitue même une partie de la chambre forte. Il fait appel à un faussaire de renommée mondiale – surnommé « l'As des clés » –, qui, se basant sur tout un échantillonnage de photos, fabrique une réplique de l'énorme clé de la salle des coffres. Réputée pourtant infalsifiable ! Le casse se construit avec une rare minutie.

Le 10 janvier 2003, après plus de deux ans de présence au sein du Diamond Center pour Leonardo, les voleurs piratent le système de vidéosurveillance. Concrètement, ils arrivent à injecter sur les écrans de contrôle des images enregistrées. Comme dans les films – avec Leonardo, le cinéma n'est jamais loin. Et ça marche ! Plusieurs essais se révèlent concluants. Les vigiles, qui n'ont aucune conscience de regarder des images « en boîte », ne voient pas les futurs voleurs évoluer dans des endroits interdits.

Enhardis, les bandits effectuent d'autres essais pour voir s'ils peuvent contourner une partie du système d'alarme. En premier lieu les détecteurs de mouvements. Bingo ! Là aussi, tout fonctionne à merveille. Pour le reste, la bande aura recours à une foule de « gadgets » : projeter de la laque pour cheveux sur certains capteurs de mouvements, berner les caméras thermiques en s'habillant avec des boucliers de polyester, recouvrir certaines caméras de surveillance avec des sacs en plastique…

Leonardo fixe la date de son attaque pour la nuit du samedi 15 au dimanche 16 février 2003. Le fait que cela corresponde au lendemain de la Saint-Valentin le fait sourire. Il sait que deux jours auparavant une importante livraison sera effectuée par le célèbre diamantaire De Beers, la plus grande société de diamants du monde.

Le jour J, le « commando » est sur place. Il se compose de quatre hommes. Dont Leonardo et un certain « Speedy[111] », son ami de trente ans. Que les deux autres complices – italiens eux aussi – détestent, le jugeant peu fiable. Mais le chef défend les liens de l'amitié et impose ce trublion. Ce sera sa seule erreur.

Leonardo a décidé de ne pas entrer dans le bâtiment. Il préfère rester dans la rue – à l'intérieur d'une Peugeot 307 de location – pour surveiller les allées et venues de la police et guetter ses réactions à l'aide d'un scanner.

Première approche vers l'extérieur du Centre. Après avoir repéré soigneusement les lieux, les voleurs ont noté un endroit qui échappe à la surveillance des caméras. L'électronicien du groupe – qui se vante de pouvoir neutraliser n'importe quel système d'alarme – grimpe sur une échelle, accède à un balcon et, muni de son bouclier en polyester, débranche les capteurs thermiques. Le reste de l'équipe le rejoint. L'alarme de l'une des fenêtres est coupée à son tour. Le trio entre dans la forteresse. Là, il neutralise de différentes manières toutes les alarmes et les caméras.

Effectivement, rien ne résiste à l'électronicien ! Devant la salle des coffres, il parvient même à détourner le système des plaques métalliques en les collant entre elles et en insérant des dalles en aluminium. Plus étonnant encore : les voleurs ouvrent la porte de la salle grâce à la combinaison idoine, déduite d'enregistrements vidéo secrets[112]. Avec une diabolique précision, l'électronicien continue de désactiver les systèmes d'alarme les uns après les autres, utilisant divers matériaux, dont du simple ruban adhésif. Son habileté est déconcertante.

Dans la salle des coffres, les cambrioleurs s'éclairent à l'aide de lampes de poche et évitent les mouvements brusques. Pour forcer les casiers blindés, ils utilisent une simple perceuse mécanique à manivelle. En l'enfonçant à un endroit précis, ils cassent le verrou et ouvrent la porte. L'un des malfrats, qui a longuement répété le geste, se charge de ce travail. Il lui faut environ trois minutes pour « casser » un coffre. Ses deux complices récupèrent la marchandise, empoignant écrins, sacs et boîtes sans les ouvrir. Ils saisissent aussi des liasses de billets de provenances diverses[113]. En cinq heures et demie d'un labeur précis et méthodique, ils dévalisent 123 des 160 coffres présents.

Il est temps de partir. Même dans ce quartier calme, les rues vont bientôt être la proie des badauds. La police va reprendre ses rondes régulières. Une heure supplémentaire est nécessaire pour transporter la marchandise au pied de l'échelle. Avant de sortir du bâtiment, Speedy, conformément au plan, récupère les bandes vidéo préenregistrées qui ont dupé les gardiens. Ensuite, le trio attend le signal de Leonardo. Puis, rapidement, il cache le butin dans la Peugeot.

Leonardo reprend la route pendant que ses complices repartent à pied dans des directions différentes. Ils ont rendez-vous à l'appartement loué par leur chef. Ils savent que le vol ne sera pas découvert avant le lundi suivant, moment de l'ouverture du coffre. Ils ont donc tout leur temps pour disparaître. Le dimanche vers 18 heures, ils filent vers l'Italie, le partage du butin devant avoir lieu aux abords de Milan. Le quatuor se divise en duos, chacun montant dans une voiture différente.

Dans l'une, Leonardo est au volant. À sa droite, Speedy, son ami de toujours. Ils filent vers Bruxelles *via* l'autoroute E19. Ils sont heureux. Leur casse a magnifiquement réussi. Un exploit historique. Que ne désavouerait sûrement pas le « Chat » de *La Main au collet*.

Après une trentaine de kilomètres, à l'approche d'un bois à la hauteur de Vilvorde, sur l'insistance de Speedy, Leonardo quitte l'autoroute. Ils transportent des sacs-poubelles dans lesquels ils ont fourré notamment les bandes vidéo et des papiers appartenant au Diamond Center ainsi que le reste d'un sandwich au salami. Au départ, ils avaient envisagé de se débarrasser de cette « marchandise » dans une poubelle de Bruxelles. Mais, craignant une fouille systématique de la police, Leonardo avait préféré qu'ils emportent le tout. Très inquiet, Speedy veut s'en débarrasser au plus vite. Il ne se sent pas en sécurité avec des preuves aussi « chaudes ».

Leonardo descend de la voiture pour trouver un endroit discret où brûler les sacs. Il repère un hangar apparemment abandonné qui pourrait convenir. Ne reste plus qu'à convoyer les sacs. Mais c'est compter sans Speedy. Victime d'une véritable crise de panique, il a empoigné les sacs et les a jetés au petit bonheur, l'un d'eux s'éventrant même au contact d'une branche. Pour expliquer son geste, Speedy affirme avoir pris peur en entendant une voiture approcher. Leonardo n'en croit pas un mot, mais le mal est fait. Ils ne peuvent perdre un temps précieux à ramasser tout ce qui traîne. Écœuré, le chef de bande demande à son complice de remonter dans la voiture. Ils repartent. Dans l'espoir que l'endroit restera longtemps désert. Malheureusement pour eux, il ne l'est pas du tout.

En réalité, ce bout de terre qui paraît oublié jouxte un terrain appartenant à un chasseur, August Van Camp, qui, en cet hiver, le fréquente souvent. Dans le passé, à plusieurs reprises, il a trouvé des sacs abandonnés. Et, à plusieurs reprises, ces sacs avaient été éventrés et leur contenu éparpillé par de turbulents gamins du voisinage. Plus d'une fois, Van Camp a appelé la police locale pour se plaindre. Cependant, en ce dimanche de février, il ne remarque rien. Et pour cause, il ne se rend pas sur terrain.

Les voleurs continuent de rouler vers l'Italie, franchissant la frontière sans encombre.

*

* *

Le lundi, le vol est découvert.

Approchant de la salle des coffres, les premiers employés voient la porte entrouverte. Le sol est jonché de sacs, de papiers, de mallettes, d'écrins mais aussi de liasses de billets, de pierres précieuses, de bijoux (dont une montre incrustée de diamants). Pourquoi les voleurs n'ont-ils pas tout emporté ? Probablement parce que leur butin était déjà suffisamment encombrant. Le cas est fréquent.

Alors que les responsables du Diamond Center sont bien en peine pour évaluer le montant du butin, les quotidiens locaux – le *Gazet van Antwerpen* et le *Het Nieuwsblad* – parlent déjà du « plus gros hold-up jamais commis dans le quartier des diamantaires ».

Ne constatant aucune trace d'effraction et relevant le fait que les gardiens n'ont rien remarqué, les policiers pensent évidemment à une complicité intérieure. Il va leur falloir vérifier les CV et les emplois du temps de toutes les personnes ayant accès au Centre. Ils ne peuvent encore imaginer le stratagème mis au point par Leonardo Notarbartolo. « Soit ils étaient là depuis des heures, soit ils étaient très nombreux », se contente de constater le magistrat du parquet.

Enfin, le montant du vol est évalué : autour de 100 millions d'euros. Colossal ! L'information est relayée par tous les médias. Le casse du Diamond Center constitue l'événement du jour puis de la semaine.

Pendant ce temps, en ce même lundi 17 février, August Van Camp se rend sur son terrain. De sa voiture, il voit les sacs-poubelles, dont au moins un est éventré. Il en a plus que marre. Une énième fois, il va alerter la police, qui l'écoute d'une oreille distraite. Avant cet appel, August se penche pour décrire avec précision la nature des détritus. Et ce qu'il trouve l'étonne au plus haut point : parmi des cassettes vidéo, il repère des

enveloppes à l'en-tête du Diamond Center. Or, depuis le matin, le casse fait la une de tous les flashs radio. Van Camp en a entendu parler. Cette fois, son appel téléphonique retient l'attention des forces de l'ordre. À son grand étonnement, ce paisible chasseur voit la police – pas une seule voiture, mais toute une ribambelle ! – débouler à toute vitesse pour inspecter ces sacs-poubelles.

Les déchets ne tardent pas à livrer leurs secrets. Ainsi, une facture pour un système de surveillance vidéo de faible luminosité. Établie au nom de Leonardo Notarbartolo. Plus loin, c'est une carte de visite qui intrigue. Mentionnant un certain Elio D'Onorio, connu par la police italienne comme un expert en électronique soupçonné d'avoir participé à des vols audacieux. Enfin, le sandwich au salami est envoyé au labo, qui va y prélever de l'ADN. Appartenant à Leonardo Notarbartolo.

En l'absence de ce dernier – toujours en Italie –, la police procède à la perquisition de son appartement anversois. Elle y trouve un ticket de caisse de l'épicerie voisine mentionnant l'achat d'un sandwich au salami. Les bandes vidéo du magasin montrent que Leonardo n'en était pas l'acheteur. L'homme sur les images est lui aussi connu de la police italienne. C'est Ferdinand Finotto, un gangster.

Les détails de l'enquête ne sont pas dévoilés à la presse. Leonardo ne peut savoir que l'étau se resserre autour de lui. Comme prévu, il quitte son Italie chérie pour revenir à Anvers. D'une part, il doit restituer la Peugeot de location ; d'autre part, il doit se rendre au Diamond Center pour jouer les innocents et évaluer ses pertes. C'est prendre un risque considérable, pratiquement se jeter dans la gueule du loup. Mais Leonardo assume. Il croit encore en sa « couverture », alors qu'il ferait mieux de disparaître à tout jamais…

Quand, le 21 février, il arrive dans la forteresse désormais plus du tout inexpugnable, un policier le repère et appelle des renforts. Leonardo est

arrêté alors qu'il est en train de discuter calmement avec l'un des dirigeants du Diamond Center. Sa compagne, Adriana Crudo, est également interpellée. Quelques heures plus tard, la police de Turin procède à l'ouverture de leur coffre bancaire et y découvre 25 000 euros en coupures de différents pays ainsi que 17 diamants polis provenant du casse.

Fin de la belle aventure pour le cerveau de ce vol de diamants record. Il n'a vraiment pas eu le temps d'en profiter. Un travail de fourmi pour se faire arrêter une poignée de jours après l'exploit… Leonardo Notarbartolo sera condamné à dix ans de prison.

La police française ayant découvert des billets de 100 dollars en provenance du casse chez la petite amie de Ferdinand Finotto, celui-ci sera condamné à cinq ans de prison. Elio D'Onorio reconnaîtra avoir installé des caméras dans le bureau de Leonardo au Diamond Center mais niera avoir participé au vol. Malheureusement pour lui, son ADN a été formellement identifié à l'intérieur de la salle des coffres. Cinq ans de prison. Même peine pour Pietro Tavano, qui, lui aussi, niera tout.

Antonino Falleti et Adriana Crudo seront acquittés, car, en dépit de leurs liens plus qu'étroits avec Leonardo, rien ne prouvera officiellement leur participation au vol ni à sa conception. Judith Zwiep ne sera tout simplement pas poursuivie.

Traquant les relevés des téléphones portables le jour du casse, la police restera convaincue qu'une cinquième personne a trempé dans l'affaire. Mais ne parviendra jamais à l'identifier. Pas plus qu'elle ne réussira à récupérer le butin.

Bien des années plus tard, Leonardo Notarbartolo acceptera de revenir sur ce casse peu banal. Tout en refusant de désigner ses complices, il affirmera qu'en réalité l'affaire a été montée par un diamantaire anversois, pilier du Diamond Center. L'homme lui aurait fourni les éléments pour organiser son coup, y compris la date où passer à l'acte.

Leonardo ajoutera qu'au moment de la première évaluation du butin – dans son appartement d'Anvers – les voleurs ont été pour le moins étonnés de voir que la plupart des sacs étaient vides. Alors que lui-même savait, pour l'avoir vu plus d'une fois, que les diamantaires du Centre ne se servaient des coffres que pour y entreposer des sacs contenant des dizaines de diamants. Dès lors, le véritable butin n'aurait pas excédé les 20 millions d'euros.

D'après lui, l'explication de cette déconvenue est simple : le diamantaire-commanditaire a retiré toute sa marchandise la veille du vol, conseillant à quelques « amis » de faire de même. Ainsi, le « casse du siècle » – selon les médias hollandais – n'aurait finalement été qu'une gigantesque escroquerie à l'assurance. Notarbartolo, cerveau génial ou victime de la rouerie des diamantaires ? L'histoire finira peut-être par le dire !

---

102. « Georges Robert » dans la version française.
103. L'un de ses cousins deviendra un des chefs de la mafia de Palerme.
104. Probablement un diamantaire juif habitué des lieux.
105. L'informateur ne sait pas que Leonardo enregistre toute la conversation à l'aide d'un stylo espion.
106. Cité par *Libération*, Lodovico Poletto, spécialiste du crime organisé italien, explique que cette « école » est en fait un groupe de cambrioleurs refusant toute forme de violence et spécialisé dans le pillage de coffres-forts. On lui attribue notamment le cambriolage de la salle des coffres de la Kredietbank – déjà à Anvers ! – en 1997.
107. Pour un loyer mensuel de 700 euros.
108. Dont le métier officiel est gardien de parking !
109. Cité dans *Libération* du 18 mars 2003.
110. Officiellement, la société Preciosa n'a effectué aucune transaction durant tout son séjour à Anvers.
111. Il pourrait s'agir de Pietro Tavano, complice de longue date de Leonardo.

112. Leonardo aurait filmé à plusieurs reprises l'ouverture de la porte par un gardien. Il racontera les détails du casse en 2008 au journaliste Joshua Davis.
113. Entre autres, d'Israël, des États-Unis et de la plupart des pays d'Europe.

À lire :

Flawless: Inside the Largest Diamond Heist in History, de Scott Andrew Selby et Greg Campbell (Sterling, 2010)

À voir :

Leonardo Notarbartolo. Les Dessous du casse du siècle (2007), « Secrets d'actualité », M6

L'OMBRE DE L'IRA

(Belfast – 2004)

Décembre 2004. Belfast se remet de ses blessures. Pendant des décennies, la ville a été le cadre de sanglantes discordes. Les guérillas de religion ont déchiré l'Irlande du Nord, ne laissant aucune famille intacte. Belfast fut longtemps le lieu privilégié et le symbole de ces luttes fratricides entre catholiques républicains et protestants unionistes. Avec à la clé des milliers de morts dans les rues d'une ville qui, refusant de renier ses origines celtiques, ne savait plus à quel saint se vouer.

En ce xxie siècle balbutiant, la cité est officiellement en paix. L'accord du Vendredi saint, dit « accord de Belfast », signé en 1998, a marqué un grand pas vers une réconciliation. Mais il y a encore et toujours à faire. Calmer les irréductibles et désarmer les groupes paramilitaires. Les négociations continuent. Chaotiques et hautement inflammables.

Néanmoins, le regard tourné vers l'avenir, Belfast affiche un nouveau visage. Faisant mine d'oublier ses décennies de luttes pour progresser avec un minimum de sérénité. On y rêve à des lendemains qui chantent.

La paix, cela signifie aussi la reprise des affaires, aussi bien nationales qu'internationales. Donc un surcroît d'activité pour les banques. La Northern Bank, pour sa part, a son siège au Donegal Square, en plein cœur de Belfast, non loin de l'hôtel de ville. Elle va être la proie du plus important cambriolage commis au Royaume-Uni.

Tout commence le dimanche 19 décembre 2004 aux alentours de 22 heures. En cette froide nuit dominicale, la plupart des habitants de la capitale et de sa proche banlieue sont calfeutrés chez eux. Tel est le cas de Christopher Ward, 26 ans, banal employé de la Northern Bank. Il habite à Poleglass, dans la banlieue ouest de Belfast. En famille, puisqu'il vit dans la demeure familiale auprès de ses parents et de ses frères.

On sonne à la porte. Il va ouvrir. Trois hommes cagoulés et armés se ruent à l'intérieur. Menacent la famille[114]. Tout va très vite. Les Ward n'ont pas le temps de comprendre. Mais ils voient. Ils voient Christopher emmené

en otage dans une voiture rouge, et deux autres malfrats rester sur place. Ils ne quitteront pas la maison pendant plus de vingt-quatre heures…

Pratiquement au même moment, Kevin McMullan, superviseur[115] dans la même banque – et supérieur direct de Ward – reçoit une visite similaire. Tout aussi musclée. Lui habite une petite maison isolée à Downpatrick, à une vingtaine de kilomètres au sud de Belfast. Il ouvre la porte à des policiers en uniforme venus lui annoncer une mauvaise nouvelle : le décès d'un proche dans un accident de la route. McMullan ne se méfie pas. Le canon d'une arme vient se coller sur sa tempe. C'est le moment où il comprend que ces policiers-là évoluent en fait de l'autre côté de la loi.

Christopher est amené chez le directeur, fortement encadré. Il est 23 heures. Les deux hommes sont tenus à l'écart et interrogés séparément. Il s'agit pour les voleurs de tester leurs connaissances au sujet de la salle des coffres. Car ces deux victimes n'ont pas été choisies au hasard : elles possèdent des passes pour accéder à cette salle protégée où se déroule l'essentiel de leur travail.

Pendant ce temps, la femme du directeur est emmenée en otage vers un lieu inconnu. Les yeux bandés, elle sera, elle aussi, placée sous surveillance pendant plus de vingt-quatre heures. Les assaillants expliquent à Ward et à McMullan que, selon la loi britannique, la peine pour enlèvement ou pour meurtre est identique : trente ans. Conclusion : ils n'hésiteront pas à tuer. La nuit continue. Les voleurs expliquent avec précision ce qu'ils attendent des deux employés de la Northern Bank, leur faisant comprendre que la moindre erreur coûterait la vie à leurs proches.

Lundi, 6 h 30. Un groupe d'hommes armés quitte la petite maison de Downpatrick, emmenant leurs deux principaux otages. Le matin, comme ils en ont l'habitude, MM. Ward et McMullan se présentent à la Northern Bank. Ils ne dévoilent rien à personne et commencent leur travail comme si de rien n'était, la peur au ventre.

Se sachant peu surveillés, ils vont passer une partie de la journée à cambrioler leur propre banque. Ils emplissent des sacs, des caisses et des boîtes avec des liasses de billets. Chargent le tout sur deux chariots. Ils n'ont qu'à se servir : les coffres sont remplis de monceaux de billets destinés à alimenter les distributeurs automatiques, très utilisés en cette période de fête. Plus tard, McMullan avouera avoir été terrorisé à l'idée d'être découvert par un collègue. Toute la journée, il tremble pour sa femme, dont il ignore toujours le lieu de détention.

À 18 heures, Ward quitte la banque. Il transporte un sac de sport. Personne ne lui demande de l'ouvrir ; il contient pourtant plus de 1 million de livres sterling. Ce sac, il doit le déposer à un arrêt de bus proche du coin de l'Upper Queen Street. Un homme, identifiable à son chapeau et à son écharpe, l'y attend. Ainsi est fait. Le transfert a bien lieu. Ward retourne à la banque. Il s'agissait d'un test destiné à vérifier à la fois qu'il obéissait et qu'il n'était pas suivi par la police.

Vers 19 heures, une camionnette blanche se gare devant l'entrée de service de la rue Wellington, sur le côté du bâtiment. McMullan et Ward ont demandé à effectuer des heures supplémentaires : un travail important à terminer, affirment-ils à l'unisson. Ils se retrouvent désormais seuls dans la banque avec les gardiens de nuit, occupés à d'autres tâches. Les deux employés ouvrent la porte aux voleurs, déguisés en éboueurs. Certains sacs attendent déjà à l'extérieur de la banque ; les autres sont sortis à la hâte. Les bandits travaillent vite.

La camionnette repart chargée de plus de 21 millions de livres. Et revient moins d'une heure plus tard pour un second chargement. Nouveaux transferts de sacs, sans que les gardiens remarquent quoi que ce soit. Cette fois, le vol est terminé. Pour les voleurs au moins. Pas pour les otages. « Bon, ça y est, les gars, vous pouvez y aller », annoncent les braqueurs avant de prendre la fuite.

Il faut pourtant attendre 23 h 45 pour que McMullan retrouve sa femme, saine et sauve. Après avoir été enfermée, les yeux bandés, dans une cabane isolée, elle a été abandonnée dans la forêt de Drumkeeragh. En pleine nuit, par un froid glacial. Peinant à trouver son chemin, elle a fini par arriver dans une maison isolée, à pied. De là, elle a joint son époux. Frigorifiée, elle sera soignée pour hypothermie. Sa voiture, qui a servi à son transport, sera retrouvée brûlée.

Le retour de Mrs Karyn McMullan marque la véritable fin de ce casse effectué par les employés eux-mêmes. Contre leur gré, bien entendu. Butin : 26,5 millions de livres[116].

*

* *

Qui sont les voleurs ? Telle est la grande question qui déchire les autorités d'Irlande du Nord. Or, dans ce pays, les dés sont souvent pipés. Dès qu'une action de type militaire est organisée, dès que des hommes armés se profilent, on pense automatiquement à l'IRA, cette « armée républicaine » fondée en 1913 qui a fait couler beaucoup de sang, et beaucoup d'encre.

Dès le lendemain du vol, Bill Lowry, ancien chef de la police antiterroriste nord-irlandaise, dresse sa propre analyse et jette en pâture ses conclusions : « Il s'agit d'une opération exécutée avec une précision militaire, impliquant probablement 20 personnes, déclare-t-il. De tous les groupes, l'IRA est celui qui a la meilleure capacité de mener à bien ce type d'opération et de gérer ensuite une telle somme[117]. »

Au même moment, la police affirme détenir des informations concordantes mettant en cause l'IRA, sans jamais préciser ses sources. Montrée du doigt, l'armée républicaine s'empresse de démentir avec véhémence toute implication dans cette affaire. Peine perdue : dans le camp adverse, bien peu acceptent de croire cette protestation. Le ton monte. Le

vol a des répercussions politiques. À cause de lui – ou plus exactement à cause des accusations portées contre l'IRA –, le processus de paix est bloqué ! Le casse s'est mué en énorme grain de sable…

L'enquête policière se poursuit. Le seul élément probant provient des caméras de surveillance : elles ont enregistré les allées et venues de la camionnette blanche. Mais les voleurs se savaient filmés et se sont bien gardés de laisser apparaître leurs visages. Pas le moindre indice permettant de les identifier.

Comme il est toujours très difficile de retrouver des braqueurs – sauf s'ils commettent une faute –, la police part en quête de l'argent. Les billets, dont certains numéros ont été relevés, peuvent mener aux receleurs et aux « blanchisseurs », et de là, peut-être, aux assaillants.

En février 2005, sept personnes sont arrêtées à Dublin, à la gare de Heuston et à Cork (dans le sud-ouest de l'Irlande). Parmi elles, plusieurs hommes directement liés à l'IRA, dont un « élément dissident ». Dans une conférence de presse, le chef de la police irlandaise, Noel Conroy, assène un « Oui, l'IRA est impliquée ! ». Mais impliquée dans quoi ?

Pour le moment, uniquement dans le blanchiment d'argent : 90 000 livres ont été saisies lors de l'arrestation. Suivent 70 000 autres au cours d'une perquisition. Plus 175 000 livres apportées au commissariat de Cork par un « témoin ». Un peu plus tard, la police saisit 2,3 millions de livres, toujours à Cork, et en profite pour arrêter trois hommes et une femme soupçonnés d'appartenir à une organisation clandestine. À ce stade de l'enquête, aucun lien ne peut être établi entre cet argent et celui de la Northern Bank, ce qu'est obligé de reconnaître Noel Conroy. De fait, l'un des hommes arrêtés, Don Bullman, sera condamné pour son adhésion à l'IRA mais pas pour le vol de la banque.

En octobre, Conroy affirmera qu'une partie de l'argent récupéré à Cork provient bel et bien de la salle des coffres de la Northern Bank. Dès lors,

l’enquête se focalise autour de Cork, où les policiers procèdent, en novembre, à de nouvelles arrestations.

Mais un coup de théâtre a lieu le 29 novembre. Marqué par l’arrestation de Christopher Ward, ainsi que celle d’une autre employée de la banque dont le nom n’est pas divulgué. Oui, ce même Chris Ward qui a été emmené sous la menace des armes et dont la famille a été retenue en otage.

Depuis le début, la police a des doutes le concernant. En cause : un changement d’horaires. Quelques jours avant le vol, Ward a demandé une permutation de sa vacation de manière à se retrouver de service avec Kevin McMullan. Comportement suspect. Partant de là, les limiers ont épluché chacun de ses faits et gestes avant et après le vol. Dès le lendemain de ce dernier, Ward a été placé sous surveillance constante. Il a aussi été soumis à une foule d’interrogatoires qui ont permis de mettre le doigt sur des erreurs, des failles, des oublis. Il est regrettable qu’il soit dans l’incapacité de décrire avec précision un seul des bandits…

Pour les enquêteurs, Ward est l’*inside man*, l’« homme de l’intérieur » qui a fourni les renseignements et aidé les voleurs. À lire leur rapport, les faits relevés excluent toute possibilité d’une explication innocente et, « pris dans leur ensemble, montrent que l’accusé était complice dans le vol ». En réalité, il s’agit seulement d’un faisceau de présomptions.

Le 7 décembre, le tribunal de Belfast accepte les conclusions de l’enquête et accuse Ward de complicité de vol. Il a beau clamer son innocence, le doute joue en sa défaveur. Son procès s’ouvre dix mois plus tard. Son avocat souligne l’absence de preuves fiables. Il va jusqu’à affirmer haut et fort que l’arrestation de son client est uniquement due à sa religion catholique. Selon lui, un « crime » pour les autorités policières. Il ajoute que Ward est bel et bien une victime et non un complice. Conclut en évoquant une « farce kafkaïenne ». Quant à l’indice majeur – le changement d’horaire –, l’avocat apporte la preuve qu’il émane de la direction et non

d’une demande de Ward. Dès lors, tout s’effondre : les voleurs ont choisi Ward parce qu’ils savaient qu’il travaillerait ce lundi de décembre, et non l’inverse !

Le tribunal entend ces arguments. Et blanchit Chris Ward de toutes les accusations. Le juge est très clair : « Compte tenu de la décision de l’accusation de ne présenter aucune autre preuve tangible, je ne peux pas arriver à tout autre verdict et conclus que Chris Ward est non coupable des trois chefs d’accusation présentés devant moi. » La montagne de rapports accouche d’un souriceau. La presse locale se gausse de l’incompétence de la police irlandaise. Ward pousse un soupir de soulagement et exprime son souhait de ne plus jamais entendre parler de cette regrettable affaire.

Les véritables voleurs ne seront jamais identifiés. L’implication de l’IRA ne sera jamais formellement établie, même si la police de Belfast continuera de la considérer comme l’auteur du casse. Et l’essentiel du butin ne sera jamais retrouvé…

---

114. Sa mère, son père, son frère et le frère de sa petite amie.
115. Poste équivalent à celui de sous-directeur.
116. 36 millions d’euros.
117. AFP, citée par *Libération* du 23 décembre 2004.

À voir :

Une pièce de théâtre, *Heist*, écrite par le dramaturge Kieron Magee, raconte le calvaire subi par les otages au cours de cette longue journée. La première a eu lieu en août 2010 à Poleglass, là où continue de vivre Chris Ward.

NICE, MADE IN BRAZIL

(Brésil – 2005)

Antônio Jussivan Alves dos Santos est surnommé « l'Allemand » en raison de sa blonde chevelure, qui tranche avec la couleur des tignasses brésiliennes. Profession : bandit. Et il ne s'en cache pas. Toujours à l'affût du meilleur coup, c'est-à-dire du plus facile et du plus juteux.

Il exerce ses « talents » dans tout le pays. Donc sur une superficie de plus de 8 millions de kilomètres carrés – le Brésil s'imposant comme le plus grand territoire d'Amérique du Sud. Antônio sillonne sans vergogne les villes et les campagnes. Avec plus d'intérêt pour les premières, car là se trouve l'argent.

À 41 ans, il a acquis une certaine réputation. Celle d'un malfrat sérieux et efficace. Le voici à Fortaleza, capitale de l'État du Ceará, au nord-est du pays. Une cité prospère et appréciée. S'y côtoient une équipe de football de premier plan et des humoristes considérés comme les meilleurs du pays. Ceux qui ne souhaitent aller ni au stade ni au théâtre peuvent profiter des 34 kilomètres de plage. Fortaleza sait exploiter le goût du *farniente* et des loisirs.

Pour sa part, Antônio a d'autres idées en tête. Le réconfort, oui, mais après l'effort. Et son travail, c'est voler. Possédant d'innombrables contacts dans les milieux interlopes, il rencontre souvent des gens peu fréquentables. Pour les autres. Car, pour lui, ces gens-là sont très importants : ils lui fournissent de précieux renseignements.

Tel est le cas de deux vigiles, Deusimar Neves Queiroz et Jose Edilson, travaillant pour une société de surveillance qui compte la Banque centrale du Brésil comme principal client. Deux hommes qui lui affirment que la salle des coffres de la succursale de Fortaleza est bien moins protégée qu'on ne veut le faire croire. Dos Santos écoute avec attention. Dans les jours suivants, il vérifie certaines informations et acquiert la conviction que l'on peut entrer dans la banque par le sous-sol. En creusant un tunnel. Connaît-il l'exploit du gang de Nice ? Il ne le dira jamais. Mais il ne faut pas oublier

qu’Albert Spaggiari s’est, un temps, réfugié à Rio de Janeiro, où il a tout fait pour ne pas passer inaperçu[118]…

Toujours est-il qu’Antônio tient son idée. Mais entre l’idée et sa réalisation, il y a un monde. Un monde souterrain. Le voleur ne possède ni les connaissances ni les contacts pour mener à bien une telle affaire. Alors, il se rend à Singapour. Pour y rencontrer un compatriote. Qui est également un « collègue », car lui aussi œuvre dans le banditisme. L’homme lui indique les groupes à contacter.

Trois équipes se mettent ainsi en place : deux issues de São Paulo et l’une du Ceará. Les deux premières sont réputées à la fois pour leur efficacité et leur dangerosité. Des gangsters affiliés aux principales organisations criminelles brésiliennes. Sans foi ni loi. Capables de tuer sans éprouver le moindre remords et sans le moindre haussement de sourcil. Antônio a conscience qu’il prend un risque énorme. S’il veut du travail bien fait, il a besoin de gens de cette trempe.

En février 2005 débutent les préparatifs. Le QG est installé dans une maison d’apparence paisible sur la plage de Cumbuco, à une quarantaine de kilomètres de Fortaleza. Là, Queiroz, l’un des deux vigiles, apporte des détails plus précis. Notamment des photos du coffre. Il parle aussi des systèmes d’alarme, des détecteurs de mouvements, des caméras de surveillance, bref de tout ce que les voleurs ont besoin de savoir.

En mai, l’un des participants crée une entreprise de gazon synthétique, Gramas Sintéticas. Un prétexte pour louer un local à une centaine de mètres de la banque. Local qui a le mérite d’être refait de fond en comble, ce qui justifie les va-et-vient d’une équipe d’ouvriers. Personne dans le quartier ne s’en étonnera. Surtout pas la police, qui patrouille régulièrement mais a d’autres chats à fouetter qu’interroger des travailleurs en plein labeur.

À l’intérieur de cette fausse future boutique, les véritables travaux débutent. Le creusement d’un tunnel. Sous l’égide d’authentiques

spécialistes qui prévoient non seulement l'étayage mais aussi l'aération. Les parois sont protégées par des dalles de plastique, et la lumière est fournie par une série d'ampoules.

La largeur moyenne du tunnel est de 70 centimètres. Tout juste de quoi permettre d'y ramper et d'effectuer quelques mouvements. Les obèses n'y sont pas les bienvenus. L'incroyable chantier progresse régulièrement. Mais 80 mètres à creuser, ce n'est pas rien –10 fois plus que le tunnel du casse de Nice ! Les gravats sont placés dans des sacs évacués dans la maison. Une partie dans les chambres, le reste dans le jardin. Environ 30 tonnes seront ainsi retirées.

Les voleurs s'enfoncent sous l'avenue Dom Manuel, l'une des plus passantes de la ville. Et centimètre après centimètre, ils parviennent jusqu'à la salle des coffres. Il leur faut trois mois pour en arriver là. Trois mois de coups de pioche et de pelle, de déblaiement, de sueurs chaudes et froides.

Où sont-ils exactement ? La banque se vante de l'épaisseur des murs de sa salle des coffres, et elle a raison. Il faudrait être fou pour tenter de les percer : ils font plus de 2 mètres et sont renforcés en de nombreux endroits. Or, ces voleurs sont indéniablement courageux mais sûrement pas inconscients. Ils ont décidé de passer par en dessous. Les voici donc *sous* la salle des coffres. Certes, le sol est épais de 1 mètre, mais c'est moitié moins que les murs. Il « suffit » de traverser l'acier et le béton armé. Presque un jeu d'enfant pour ces taupes humaines. Le travail reprend.

Comme toujours en pareil cas, la bande choisit d'attaquer au cours d'un week-end. Pour avoir le temps de bien faire. Le choix se porte sur le week-end du 5 août. Le vendredi soir, une équipe composée de quatre hommes, munie de perceuses aux disques de diamant, redescend dans le tunnel et entreprend de finir le percement du sol. Quelques heures plus tard, les premiers voleurs entrent à l'intérieur même du coffre central, là où se trouve l'ensemble des liquidités. Aucune alarme ne retentit. Prudemment,

les voleurs débranchent les détecteurs de mouvements qui les entourent. Les caméras, placées à l'extérieur, ne filmeront que du vide.

Loin de se laisser aller à l'euphorie, les cambrioleurs continuent d'œuvrer avec la minutie qui les caractérise. Ils se refusent à se ruer sur n'importe quel tas de billets. Les billets neufs – de grosses coupures – sont numérotés, et ils le savent. Seules les intéressent les coupures de 50 réaux, plus faciles à écouler. Et il y en a des tonnes ! Exactement 3,5 tonnes. Sur lesquelles ils font main basse.

L'argent est placé dans des sacs, eux-mêmes installés dans des fûts coupés en deux, formant des sortes de bassins. Système ingénieux qui permet, à l'aide d'un jeu de poulie, le transport rapide de la marchandise jusqu'au local de la Gramas Sintéticas. Foin des appareillages électriques, tout se fait à la force des bras. Un travail efficace, mais épuisant. Sept heures seront nécessaires pour transporter le butin. Bilan de l'opération : 3 295 103 billets, 164 755 150 réaux[119]. Le plus grand vol de toute l'histoire de l'Amérique latine.

Il est environ 6 heures en cette matinée de samedi quand les derniers voleurs regagnent leur point de départ. Comme convenu, les sacs sont répartis. La part d'Antônio est de 10 sacs bien pleins, soit une dizaine de millions d'euros. Antônio les place dans une cache installée à l'intérieur d'une fourgonnette blanche récemment acquise. Il file vers São Paulo.

Chacun prend alors une direction différente. Les voleurs se séparent. Riches. Imaginant que ce pactole va changer leur vie. Mais sans se douter qu'il va aussi la raccourcir pour plusieurs d'entre eux…

*

* *

Le dimanche et les jours suivants, le butin est dispatché entre les différentes personnes ayant collaboré au vol. Ainsi, le vigile Deusimar Neves Queiroz voit sa part arriver… en ambulance !

Le vol n’est découvert que le lundi matin, peu après l’ouverture de la banque. Les policiers ne peuvent cacher leur admiration devant la « qualité » du tunnel. Un responsable – considérant notamment le système de ventilation – estime que le travail ne peut avoir été effectué que par des experts en ingénierie. « Tous les 20 ou 30 mètres, expliquera-t-il, ils ont placé des ventilateurs industriels, appropriés pour la construction, car il faisait très chaud. Grâce à cela, ils ont bénéficié d’une excellente ventilation. Ils avaient l’électricité et même un tuyau avec de l’eau dont ils ont eu besoin pour refroidir les outils de coupe utilisés pour découper le sol de la salle des coffres. Ils devaient disposer d’équipements sophistiqués, y compris un système GPS. Il nous est, pour le moment, impossible de prouver qu’il y avait des ingénieurs mais ces gens avaient des connaissances en génie civil. Cela a été une opération millimétrée. »

Dès le départ, les policiers bénéficient d’indices solides. Affirmer qu’ils ont de la chance n’a rien d’exagéré. D’abord, ils trouvent dans le tunnel une carte téléphonique qui va leur fournir de précieux indices. Ensuite, c’est un coup de téléphone qui, dès les 9 août, les met sur une piste en or. L’appel anonyme leur apprend que, le dimanche, un camion de l’entreprise JR Transportes a effectué des entrées et sorties inhabituelles. Dénonciation d’un complice ou étonnement d’un voisin ?

Vérification faite, la firme appartient à Joseph Charles Machado de Morais, dont le frère, Marco, a déjà trempé dans plusieurs braquages. La police, ne croyant pas aux coïncidences, décide de surveiller ce Joseph. Or, voici qu’il monte dans une fourgonnette en compagnie d’un chauffeur. La filature commence. Mais ledit chauffeur n’est pas à l’aise. Pas du tout. Il s’inquiète du comportement inexplicablement nerveux de son patron. De plus, il découvre pratiquement sous ses pieds une liasse de billets de 50 réaux. Là, son patron lui conseille de ne pas poser de questions. Mais le chauffeur n’a aucune envie d’être mêlé au casse de la Banque centrale qui

fait la une des journaux. Profitant de l'inattention de son passager, il conduit la fourgonnette jusqu'à un poste de police. Aussitôt, les deux hommes sont placés sous surveillance, et le véhicule est fouillé de fond en comble. On y découvre plusieurs millions de réaux soigneusement cachés.

Joseph Charles ne perd rien de sa nervosité. Bien au contraire. L'un des numéros trouvés sur la carte téléphonique du tunnel figure également dans son carnet d'adresses. La police en profite pour « retourner » Joseph. Il doit aller à un rendez-vous qui permettra, peut-être, d'arrêter d'autres membres de la bande. Hélas, dès le lendemain, les journaux annoncent la découverte d'une partie du magot dans une camionnette de JR Transportes. L'opération « cheval de Troie » échoue avant même d'avoir commencé. La fouille des locaux de l'entreprise – et particulièrement des véhicules – permet cependant de retrouver une autre partie du butin, ainsi que de multiples indices.

Grâce à eux, les enquêteurs parviennent à localiser l'une des planques des voleurs. Sur les lieux du crime, en quelque sorte : dans le quartier du Mondubim, à Fortaleza. Là, une escouade fortement armée donne l'assaut, arrête cinq individus et retrouve 12 millions de réaux.

C'est le début de la chute des dominos. Des indices permettent d'autres arrestations qui génèrent d'autres indices, et ainsi de suite. De nombreuses personnes impliquées dans la préparation du casse, son exécution ou, plus généralement, dans le blanchiment du magot seront arrêtées au fil du temps.

Ainsi, l'un des principaux « terrassiers », Moïse Teixeira da Silva – l'homme qui aurait passé le plus de temps dans le tunnel – sera arrêté en juillet 2009. Marcos Rogerio Machado de Morais, ingénieur de formation, considéré comme l'« architecte » de ce tunnel, sera mis sous les verrous dès août 2007…

Mais d'autres éléments se trament dans la coulisse. L'importance du butin a surpris tout le monde. Y compris les voleurs. Cela fait beaucoup.

Beaucoup trop. Plusieurs individus associés de près ou de loin au cambriolage vont être les victimes de gangs armés particulièrement redoutables.

En premier lieu, Deusimar Neves Queiroz. En novembre 2005, sa femme est enlevée. Contre rançon Queiroz n'a d'autre choix que d'indiquer où il a caché son magot : dans le jardin de la maison d'un ami. L'endroit reçoit la visite d'une équipe qui effectue plusieurs voyages. Quelques jours plus tard, Queiroz est arrêté sur dénonciation. Ainsi que plusieurs membres de sa famille travaillant dans la même société de surveillance que lui. L'informateur à l'origine du casse a tout perdu…

Le cas de son collègue Jose Edilson est encore plus tragique. Lui aussi a fourni ou confirmé d'indispensables informations. En remerciement, Antônio dos Santos lui a donné 2 millions de réaux. Et cela s'est su. Des gangsters le retrouvent, l'enlèvent et lui réclament une partie du butin. L'homme doit verser 500 000 réaux pour recouvrer sa liberté. Il se croit sauvé. Mais il a seulement reculé pour mieux sauter. Quelques semaines plus tard, il est à nouveau enlevé. Rançon : 300 000 réaux. Qu'il paie. Estimant que cet argent bien mal acquis lui pourrit la vie, Jose confie le reste du magot à son frère… qui travaille dans la police militaire ! Cela ne suffit pas à satisfaire l'appétit des gangsters. Nouvel enlèvement. Jose affirme ne plus avoir d'argent. Ses ravisseurs le croient à moitié. Ils le libèrent en lui conseillant de récupérer rapidement les billets. Harassé, craignant l'enlèvement de son propre frère, Jose Edilson se suicide[120]…

Autre exemple : Luiz Fernando Ribeiro. Contrairement aux deux précédents, il n'est pas un « second couteau ». D'aucuns le considèrent comme le « parrain » de l'opération. En tout cas, son financier. Ce trafiquant de drogue bien connu – et recherché ! – a, sous un faux nom, créé la société fictive de jardinage Gramas Sintéticas et, donc, loué le local qui a servi de point de départ du tunnel. Il aurait également financé l'achat du

matériel et, plus globalement, organisé toute l'intendance nécessaire à un vol qui s'est étalé sur plus de trois mois. Sa part se serait élevée à 20 millions de réaux.

En octobre 2005, il est à son tour victime d'un enlèvement. Ses ravisseurs utilisent une méthode qui a fait ses preuves : se faire passer pour des policiers. La famille de Luiz verse une rançon de 2 millions de réaux. Et attend. Elle est en contact avec les ravisseurs, qui affirment compter l'argent et vérifier la bonne qualité des billets. Deux jours plus tard, le cadavre de Luiz Fernando Ribeiro est retrouvé sur le bord de l'autoroute Fernão Dias. Son corps est criblé de sept balles. On y relève également des traces de torture[121].

D'autres présumés complices seront à leur tour assassinés. En janvier 2007, trois cadavres pieds et poings liés sont récupérés au fond d'un puits. Trois hommes recherchés par la police car leurs noms sont apparus à plusieurs reprises au cours de l'enquête…

Pendant ce temps, Antônio dos Santos mène une vie discrète quoique dispendieuse. Ne cherchant pas à se faire remarquer par des dépenses futiles, il investit une partie de son butin dans la pierre. Il achète des propriétés dans sa ville natale de Boa Viagem ainsi que dans le Mato Grosso, dans l'ouest du pays, et à Brasilia. Dans la capitale brésilienne, il installe sa résidence principale, où il vit en compagnie de son épouse, Rosangela Oliveira Bridges. La maison s'étend sur 143 mètres carrés au sol, avec trois chambres, une suite, un grand salon, un garage et un cellier. Sous le plancher de la cuisine – en dessous du four –, le voleur installe un coffre-fort où il cache une partie de l'argent de la Banque centrale[122].

En dépit des apparences, l'homme est inquiet. Très inquiet. Il a appris le sort réservé à plusieurs de ses complices. Il sait que les redoutables bandits de São Paulo connaissent son implication dans le vol et craint donc d'être enlevé, torturé, abattu à tout moment. Pour cette raison, il veille à se faire

discret. Évitant tout contact avec la pègre, il ne fait confiance qu'à une petite poignée d'amis et change fréquemment d'identité. Il vit avec une épée de Damoclès – ou plutôt avec une machette, l'arme préférée de certains tortionnaires brésiliens – au-dessus de la tête…

De son côté, la police fédérale brésilienne cherche l'« Allemand ». Introuvable. Dans l'espoir de lui mettre la main dessus, elle emploie les grands moyens, organisant notamment des écoutes téléphoniques d'envergure. Une piste mène les enquêteurs dans un bar de Brasilia. Que fréquente le frère d'Antônio. L'homme est suivi de jour comme de nuit. Pendant un mois.

Le 25 février 2008, Antônio dos Santos est localisé. La police fédérale l'arrête à son arrivée dans un magasin de pneus. Il a d'abord un mouvement de stupeur. Qui s'évanouit dès qu'il comprend qu'il s'agit bien d'authentiques policiers. « Je craignais un enlèvement », avoue-t-il. Il n'aura profité de sa bonne fortune que trois ans, et encore, en vivant presque constamment dans la terreur…

Le voleur passe facilement aux aveux, acceptant de raconter le vol par le menu mais refusant de donner les noms de ses complices. Sa propriété est perquisitionnée. La police découvre le coffre et en retire le contenu : 80 000 réaux. Bien peu de chose. En cette même année 2008, dos Santos est condamné à quarante-neuf ans de prison ; en 2012, sa peine sera réduite à trente-cinq ans.

Au total, la police fédérale brésilienne arrêtera 120 personnes en lien avec le vol de la Banque centrale, dont 36 considérées comme ayant directement participé au cambriolage. Le nombre des arrestations démontre l'ampleur de l'organisation : ils étaient beaucoup à descendre dans le tunnel, à transporter l'argent, à le blanchir. Trop, sans doute.

Les autorités récupéreront 20 millions de réaux en espèces. De son côté, la banque procédera à la revente de tous les biens mobiliers et immobiliers

acquis grâce à l’argent volé et récupérera environ 30 millions de réaux. Conclusion : les deux tiers du magot sont restés entre les mains des voleurs ou de leurs complices.

---

118. À moins – ce qui paraît encore moins probable – qu’Antônio ait visionné *Faites sauter la banque !*, film français dans lequel Louis de Funès et sa famille creusent un tunnel pour aller cambrioler la banque située de l’autre côté de la rue !

119. 55 millions d’euros actuels.

120. L’argent caché chez son frère sera finalement retrouvé par la police fédérale.

121. L’enquête révélera l’implication d’un policier, Sergio dos Santos, dans l’enlèvement. Il sera condamné à vingt-quatre ans de prison. Ce ne sera pas la seule implication de la police dans cette affaire : un autre cambrioleur, Raimundo Laurindo Barbosa, sera lui aussi kidnappé et rançonné par des policiers, à deux reprises…

122. La propriété sera estimée à 182 000 réaux.

À lire :

Toupeira – A História do Assalto ao Banco Central, de Roger Franquino (Planeta do Brasil, 2011)

Assalto ao Banco Central, de José Monteiro et Renê Belmonte (Total Entertainment, 2011) – d'après le scénario du film de Simões[123].

---

123. Antonio Celso dos Santos, qui dirigea l'enquête pour le compte de la police fédérale brésilienne, se montrera très critique au sujet de cet ouvrage : « J'ai lu les deux livres. Renê Belmonte a énormément inventé, incluant des gens qui n'ont pas participé. Il s'est contenté de lire les journaux et d'inventer beaucoup d'histoires. Il a inventé des personnages qui n'existaient pas et attribué à certains des choses que d'autres ont faites. Les seules personnes qui ont enquêté sur ce crime étaient ceux de mon équipe, et aucun d'eux n'a été consulté. En fait les deux livres sont très loin de la réalité » (cité dans *UOL Noticias* du 23 juillet 2011).

À voir :

Assalto ao Banco Central (2011), de Marcos Paulo Simões

VOL MYSTÉRIEUX POUR SCHIPHOL

(Amsterdam – 2005)

L’aéroport d’Amsterdam-Schiphol est le plus important des Pays-Bas. C’est par là que transitent la plupart des passagers désireux d’entrer ou de sortir du pays *via* les airs. Au départ, il s’agissait d’un aéroport militaire : il a été construit au début de la Première Guerre mondiale. Un demi-siècle plus tard, rendu depuis longtemps à la vie civile, il a été entièrement revu et reconstruit. Il a pu prendre son envol, devenant l’une des plaques tournantes d’une Europe en plein essor. Par la suite, il n’a cessé de se développer.

En 2005, il dessert plus de 260 destinations réparties sur 91 pays, en vols directs. À cette même période, il est élu 3e meilleur aéroport du monde par une commission d’experts[124].

L’une de ses compagnies phares est KLM (Koninklijke Luchtvaart Maatschappij), dont le nom complet, « KLM Royal Dutch Airlines », marque bien les liens avec le royaume. La plus ancienne compagnie du monde encore en activité. En 2004, son rapprochement avec Air France fit la une des médias et rappela que KLM était une firme pleine de vigueur et d’avenir.

Au quotidien, elle gère tous les aléas d’une entreprise de cette ampleur et de ce créneau, des inévitables retards aux innombrables petits ou grands soucis des passagers. Mais une mauvaise surprise est toujours à craindre. Pas forcément dans les airs. Sur le bon vieux « plancher des vaches » il faut s’attendre à tout, y compris au pire.

Depuis les attentats du 11-Septembre, la sécurité a été renforcée sur tout le périmètre. Il faut montrer patte blanche pour entrer à l’intérieur de la zone de fret, protégée par des barrières de sécurité. De plus, des gardiens sont présents pour surveiller les transferts des marchandises précieuses. Schiphol 2005 n’a rien à voir avec le JFK Airport de 1978. La sécurité s’y veut à la pointe des technologies modernes. Hélas, elle aussi a ses failles. Béantes…

Vendredi 25 février 2005. Peu avant 10 heures. En dépit de différents mouvements de grève qui affectent le pays, la zone de fret de Schiphol est en pleine effervescence. Il y a toujours beaucoup à faire. Trois hommes vêtus d'uniformes KLM pénètrent dans la zone aéroportuaire. Ils portent des badges et des tenues qui n'éveillent aucun soupçon. Ce qui leur permet d'aller partout sans être inquiétés. Ils n'ont pourtant rien à voir avec la compagnie aérienne. Ces trois messieurs sont des voleurs.

Ils parviennent sans difficulté jusqu'à l'un des parkings réservés aux services. Là, ils montent dans une des nombreuses voitures portant le sigle « KLM ». Les clés se trouvent sur le contact. Pour la simple raison que ce véhicule fait partie d'une flotte que chacun peut emprunter à loisir pour aller à un point ou un autre de l'immense zone aéroportuaire. Personne n'intervient pour réclamer des justificatifs aux trois voleurs. Paisiblement, ils roulent en direction des hangars de KLM Cargo. Ils connaissent le trajet et savent ne pas se faire remarquer par des manœuvres hasardeuses.

Parvenus à proximité de leur destination finale, ils se garent sur le côté. Un lieu où la vue sur le trafic est imprenable. À ce moment, ils se trouvent encore à l'extérieur de la zone de fret sécurisée. Ensuite, ils attendent calmement, sans sortir de leur voiture. Des dizaines de véhicules passent à proximité, mais personne n'a l'idée de leur demander ce qu'ils font là.

L'objet de leur convoitise finit par se présenter. Comme prévu. Il s'agit d'un camion[125]. Transportant des diamants qui doivent prendre l'air pour Anvers, la capitale européenne du diamant, grâce à un avion de la compagnie Tulip Air. Qui attend déjà sur la piste. Muni de tous ses papiers en règle, ce camion entre dans la zone sécurisée. Sans escorte. Inutile : l'endroit est « sous contrôle », croit-on en haut lieu.

La voiture des voleurs se remet en marche. Emprunte la même route que le camion, parvient à la même entrée. Fermée par une barrière, surveillée par des gardes. Mais là se situe une des failles de la technologie. Une faille

que les bandits exploitent sereinement. L'entrée de la zone est équipée d'un système de reconnaissance des plaques d'immatriculation. Concrètement, si l'ordinateur reconnaît une plaque déjà enregistrée dans sa mémoire, il lève automatiquement la barrière. Ça représente un gain de temps précieux pour tout le monde. Or, toutes les immatriculations des voitures de KLM ont été enregistrées. De la sorte, les voleurs n'ont qu'à ralentir au passage de la barrière. Celle-ci s'ouvre comme prévu. Les gardiens jettent un œil distrait, convaincus d'avoir affaire à trois employés de la compagnie. Tout leur paraît normal[126].

Une fois à l'intérieur du périmètre, il n'est plus question pour les voleurs de perdre du temps. Chaque seconde compte. Leur but est d'intercepter le camion avant qu'il ait atteint les hangars de KLM Cargo. Le chauffeur appuie sur l'accélérateur. La voiture mord le bitume. Elle once vers le camion. Grâce à une audacieuse queue de poisson, la voiture force le camion à stopper. Trois hommes sautent à terre, armés de fusils. Ils ordonnent au chauffeur et à son collègue de descendre. Ces derniers obéissent sans broncher. Ils savent que ni le pare-brise ni les portières ne résisteront aux impacts des balles.

Toujours en les menaçant de leurs armes, les agresseurs les obligent à se coucher sur le sol, faces contre terre. Plusieurs témoins assistent à la scène, de loin. Ils n'en croient pas leurs yeux. Mais ils n'ont pas le temps d'agir. Car tout se passe très vite. Les voleurs montent dans le camion, font demi-tour et disparaissent aussi rapidement qu'ils sont venus. Laissant tout le monde médusé.

Les voleurs ont aussi prévu leur sortie. Passage en force. Ils se collent derrière un gros camion et franchissent ainsi la barrière. Les gardiens ne peuvent les intercepter. Le camion est désormais hors de la zone de fret. Il fonce vers l'extérieur de la zone aéroportuaire. Bien que rapidement alertée, la police de Schiphol n'a pas le temps de l'intercepter.

L’audacieux hold-up n’a duré qu’une petite poignée de minutes, mais le butin est colossal.

*

* *

Pour les enquêteurs, KLM a commis des « erreurs graves » concernant la surveillance de son terminal de fret en général et des diamants en particulier. Ils soulignent particulièrement le fait que les diamants n’étaient pas enfermés dans des coffres lourds qui auraient rendu leur transfert plus complexe et plus long. Le quotidien hollandais *De Volkskrant* ne manque pas de rapporter les propos acerbes de plusieurs personnalités. Car ce braquage dénote une ambiance de facilité qui déconcerte tout le monde. D’aucuns se disent même que si, au lieu de voleurs, on avait eu affaire à des terroristes, le résultat aurait pu être beaucoup plus sanglant…

De son côté, la compagnie rétorque que ses agents de sécurité ne pouvaient intercepter le camion, sous peine d’être enlevés ou tués par les assaillants armés. Par ailleurs, elle précise que le 10 février, deux semaines plus tôt, elle a été victime du vol d’un de ses camions dans la même zone aéroportuaire. Pobablement une sorte de répétition générale pour les voleurs.

Le ministre de la Justice ordonne le déploiement de nouvelles mesures de sécurité sur l’ensemble de l’aéroport : mise en place de policiers supplémentaires armés, nouveaux badges d’entrée, renforcement des contrôles sur la zone de fret, etc. Mesures utiles – pour ne pas dire nécessaires – mais un peu tardives, se gaussent certains députés.

Comme de bien entendu, la police soupçonne les voleurs d’avoir bénéficié d’une complicité à l’intérieur de la compagnie. Comment savaient-ils quel camion et quel jour attaquer ? Ledit camion est finalement retrouvé abandonné dans une zone industrielle à Hoofddorp, une ville

proche de Schiphol. Des témoins déclarent avoir vu les voleurs monter dans une autre voiture.

Les premiers éléments sont clairs : le coup a été soigneusement préparé depuis des mois. L'évaluation du butin prend du temps, mais on aboutit à un chiffre avoisinant les 80 millions d'euros. Cependant, temporisent les différents propriétaires des diamants (dont une importante firme londonienne), la plupart portent une marque au laser qui interdit leur revente sur le marché légal, y compris après retaille. À moins que les voleurs ne possèdent une filière pour les écouler en toute discrétion…

Vingt-cinq policiers sont affectés à cette seule affaire, qui secoue tout le pays. Dans un premier temps, leur seule piste sérieuse est celle du vol du camion, deux semaines avant l'attaque. D'après les témoignages le voleur serait un homme âgé de 35 à 40 ans, mesurant environ 1,80 mètre et à la peau sombre. La police en vient à soupçonner un groupe de gangsters locaux impliqué dans plusieurs attaques du même style, mais elle ne dispose d'aucune preuve. Pour une fois, tous les informateurs restent muets. Rien ne filtre.

Restent les diamants. Les autorités du monde entier sont alertées. De même que les diamantaires. On se dit que l'une des pierres au moins finira par réapparaître. Et permettra de remonter une filière, ou une rivière. Eh bien non. Rien. Rien du tout. Toute la marchandise semble avoir complètement disparu.

Les enquêteurs n'en restent pas inactifs pour autant. Ils appréhendent plusieurs suspects – cinq en tout. Mais ils doivent les libérer, faute de preuves. Le hold-up de Schiphol reste une énigme. En dépit de tous leurs efforts, les limiers hollandais ne réussissent pas à la résoudre. Les années s'écoulent sans qu'aucun élément probant ne surgisse.

Néanmoins, dans le secret des officines policières, on finit par se faire une idée. Plus exactement, par se polariser sur un nom. Les soupçons

tournent autour de Brian Dalfour, chef de bande connu[127] déjà emprisonné pour plusieurs crimes violents dans les années 1990. Physiquement, cet homme à la peau sombre – originaire du Surinam – pourrait correspondre à la description du voleur du 10 février. Mais cela reste largement insuffisant pour l'inculper. Brian est réputé à la fois pour son calme et pour son extrême violence. C'est un froid calculateur pour qui la vie d'autrui n'a aucune valeur. Difficile d'en savoir plus sur sa véritable implication dans le braquage.

Et puis, tout bouge… Le 10 août 2009, le corps de son cousin, Marion Dalfour – dont on dit qu'il est son bras droit –, est retrouvé criblé de 34 balles. En 2014, Brian est incarcéré pour possession d'armes à feu. Quelques semaines après sa libération, le 15 octobre 2015, il est assassiné à son tour, à l'âge de 47 ans[128]. Sans avoir révélé son secret, c'est-à-dire avoué s'il a ou non participé à (voire organisé) l'attaque de l'aéroport d'Amsterdam.

Quant aux diamants, ils n'ont jamais été retrouvés. Fait étrange : en février 2013, l'aéroport de Bruxelles sera victime d'un hold-up en tout point comparable à celui de Schiphol…

---

124. Derrière l'aéroport international de Hong Kong et l'aéroport Changi de Singapour. Aucun aéroport français ne figure dans le Top 10.

125. Les premières déclarations affirmeront que ce camion est blindé, mais cela se révélera inexact.

126. Troublante coïncidence : dans *Le lion sort ses griffes*, film de Don Siegel datant de 1980 (donc bien antérieur à ce hold-up), les voleurs se déguisent en policiers et empruntent une voiture de police de l'aéroport pour entrer dans la zone sécurisée de l'aéroport de Schiphol sans éveiller les soupçons des gardiens !

127. Il est également « capitaine » d'un groupe de motards connu sous le nom de « No Surrender ».

128. D’après l’enquête, ce meurtre n’a aucun lien avec le vol des diamants et trouverait son origine dans une querelle de bandes.

LE KIDNAPPING DU TIGRE

(Tonbridge – 2006)

« Ils ont volé tellement de billets qu'hier soir la Banque d'Angleterre était toujours en train de compter. Aux dernières nouvelles, 50 millions de livres sterling, soit environ 75 millions d'euros, ont été subtilisés d'un dépôt hautement sécurisé. Le plus grand casse "de toute l'histoire", selon les quotidiens britanniques, a eu lieu dans la nuit de mardi à mercredi et été rendu public dix-huit heures plus tard[129]. »

Le dépôt en question se situe à Tonbridge[130] (Kent) et appartient à la société Securitas Cash Management Ltd. Le responsable de l'endroit est un dénommé Colin Dixon. « Chef de dépôt », telle est sa fonction officielle. Un homme au-dessus de tout soupçon mais, comme tous les hommes, vulnérable.

Vers 18 h 30, le mardi 21 février 2006, il rentre chez lui au volant de sa Nissan Almera grise. Emprunte l'autoroute A249, comme il en a l'habitude. À hauteur du village de Stockbury, il remarque dans son rétroviseur un véhicule de police se rapprochant à grande vitesse. Un appel de phares lui intime l'ordre de se garer sur le bas-côté. Dixon s'exécute. Et voit arriver un policier en uniforme, remarquable par sa barbe rousse. C'est fort probablement un Irlandais, se dit Dixon. Mais cet inconnu en uniforme ne l'invite pas à boire du whisky ni ne lui pose la moindre question : il le prie de l'accompagner auprès de ses collègues pour une vérification d'identité.

Dixon sort de son véhicule, marche quelques mètres vers d'autres policiers en uniforme. Il est rapidement appréhendé et menotté. Les quatre faux policiers retirent alors leurs képis pour enfiler des cagoules. Peu après, Colin est poussé dans une camionnette blanche qui le conduit dans un endroit secret.

À quelques kilomètres de là, à Herne Bay, devant le domicile des Dixon, deux autres policiers – tout aussi faux que les agresseurs de Colin – sonnent. Lynn Dixon, l'épouse, leur ouvre sans méfiance. Ils lui demandent de les suivre sans délai et d'emmener leur fils, âgé de 8 ans. Raison de ce

départ précipité : Colin aurait eu un accident de voiture. Lynn obtempère elle aussi sans protester. Elle et son fils montent dans une camionnette banalisée. Rien à voir avec un véhicule de police.

La famille Dixon est réunie à l'intérieur d'une maison qu'elle ne connaît pas. Là, elle reçoit des menaces de mort : « Tu vas faire ce qu'on te dit, sinon on te descend toi et ta famille », assène l'un des agresseurs à Colin. En langage policier, une telle opération est surnommée le « kidnapping du tigre » (*tiger-kidnapping*) : l'enlèvement d'un « complice forcé » après une longue observation de ses faits et gestes.

Colin Dixon n'a d'autre choix que de coopérer. Il a vite compris que ses agresseurs n'en voulaient pas à ses propres biens mais à l'argent mis en sécurité dans les locaux de Securitas. Bâillonné et toujours menotté, il est placé à l'écart de sa famille, à l'arrière d'une camionnette. « Pour te donner le temps de réfléchir », affirment ses ravisseurs. Nul besoin : Colin a pris sa décision dès le départ de cette attaque. Il va obéir au doigt et à l'œil.

Il est 1 heure du matin quand les Dixon sont enfermés à l'arrière de la camionnette blanche pour être conduits au dépôt de Tonbridge. Escortés par six voleurs armés. Détaché, Colin utilise ses propres clés pour leur ouvrir les portes de la forteresse. À peine entrés, les bandits, armes de poing, fusils de chasse et fusils d'assaut à la main[131], neutralisent les 14 employés présents. Une véritable action militaire. Les voleurs sont parfaitement coordonnés, donnant l'impression d'être rompus à ce genre d'exercice. Tous les employés sont menottés ou ligotés et bâillonnés puis placés dans une pièce à l'écart. En tant que supérieur hiérarchique, Colin Dixon leur ordonne de ne rien entreprendre : « Faites ce qu'ils vous disent. »

Un camion blanc de 7,5 tonnes de marque Renault pénètre à l'intérieur du dépôt. Prêt à être chargé. Ne craignant aucune alarme et se souciant peu d'être filmés par des caméras, les voleurs évoluent dans le bâtiment en toute impunité. Ils travaillent vite, avec méthode. Ils ouvrent les cages

métalliques contenant le magot. Des dizaines de sacs remplis de billets neufs et usagés sont jetés à l'intérieur du camion. Les plus lourds sont emportés à l'aide d'un transpalette. Ce « déménagement » prend plus de temps que prévu. L'un des bandits ne cesse de regarder sa montre. Il veille sur un timing très précis.

Au bout d'une heure de labeur, il donne le signal du départ. Il est 2 h 15. Laissant derrière eux de nombreux sacs, les gangsters montent dans le camion. La porte s'ouvre. « Ne faites pas de bêtises, lance un des voleurs avant de partir, nous savons où vous vivez. » Un autre conclut, sur un mode ironique : « Merci pour votre coopération. »

Le camion Renault s'enfonce dans les rues mal éclairées et disparaît. Les Dixon et les employés du dépôt sont abandonnés à leur triste sort. Ils ne restent pas totalement inactifs. Au bout d'une heure, l'un d'entre eux parvient à se débarrasser de ses liens, à ouvrir la cage dans laquelle il est enfermé et à donner l'alarme.

Les voleurs sont déjà loin.

*

* *

Évaluer le montant exact du butin se révèle une tâche ardue : « Cela pourrait prendre des jours avant que l'on sache précisément combien d'argent a été volé », confie le commissaire Adrian Leppard, chargé de l'enquête. Une première estimation fait état de 25 millions de livres. Elle monte, quelques heures plus tard, à 40 millions. Pour finir par se stabiliser à 53 millions[132].

Au cours d'une conférence de presse, Leppard dresse un premier constat de cette attaque hors norme : « L'opération a été menée avec une précision militaire par un groupe de gangsters de très haut niveau. Ces individus, extrêmement dangereux, devaient préparer leur coup depuis plusieurs mois. Ils devaient savoir que le mois de février est toujours le plus chargé de

l’année, avec des flux très importants d’argent notamment pour le dépôt de Tonbridge, qui dessert tous les distributeurs automatiques de la région. » De là à conclure à une complicité intérieure…

Pendant que des spécialistes font les comptes, Leppard diffuse un portrait-robot du policier à la barbe rousse. De son côté, Securitas promet 2 millions de livres à qui mènera les enquêteurs sur la piste des voleurs… et de l’argent.

Les images des caméras vidéo du dépôt sont passées au peigne fin. Elles permettent non pas d’identifier les voleurs, tous cagoulés et portant d’épaisses lunettes de ski[133], mais au moins de visualiser les véhicules utilisés. La Nissan de Dixon est localisée à proximité d’un pub. Une Volvo blanche, identique à celle dont se sont servis les voleurs, est retrouvée en flammes non loin de Leeds. La camionnette qui a servi au transport de Lynn Dixon et de son fils est retrouvée dans Tonbridge. Il s’agit d’un véhicule loué par un certain Mark Scott[134]. Une autre camionnette, rouge celle-là, attire également l’attention de la police.

Mais c’est surtout sur le parking d’un hôtel d’Ashford (Kent), à quelques dizaines de kilomètres de Tonbridge, que, dès le vendredi suivant le vol, les enquêteurs font une intéressante découverte. Une camionnette Ford Transit blanche. À l’intérieur : deux gros sacs en plastique contenant une partie du butin[135], des armes à feu, des cagoules et des vestes protectrices ressemblant à des gilets pare-balles. Une première piste. Et même une piste en or : les cagoules permettront des relevés de traces d’ADN, de même un mégot visiblement abandonné par les voleurs…

Nul ne comprendra vraiment pourquoi cette camionnette Ford Transit a été ainsi abandonnée avec de l’argent et de précieux indices. Les voleurs, pourtant parfaitement méthodiques, auraient-ils cédé à la panique ? Ou bien s’agit-il d’une erreur commise par l’un d’entre eux ? Quant à la rapidité

avec laquelle l'enquête progresse, elle semble aussi due à des informateurs bien intégrés dans la pègre. Mais la police restera muette à leur sujet.

D'autres indices surgissent. Comme souvent en pareil cas, le blanchiment de l'argent volé donne prise à l'erreur voire à l'amateurisme. Ainsi, à Bromley, dans la banlieue sud de Londres, une femme est arrêtée au moment où elle sollicite l'ouverture d'un compte dans une société de crédit immobilier. Elle souhaite payer en liquide (6 000 livres) mais sort des liasses de billets usagés entourées de bandes de papier marquées « Tonbridge ». Une bévue de débutant ! Pourtant, la police se contente de l'interroger avant de la relâcher. Tout porte à croire que cette femme a échangé sa remise en liberté contre d'importants renseignements…

Toujours est-il que les choses vont très vite. Trois personnes sont arrêtées dans les derniers jours de février : Stuart Royle, 47 ans, inculpé pour association de malfaiteurs ; Kim Shackleton, 38 ans, inculpée de recel d'objets volés ; et, surtout, John Fowler, 60 ans, désigné par la police comme le cerveau de l'opération.

Comment les enquêteurs sont-ils arrivés jusqu'à lui ? En grande partie parce qu'une agence de location de véhicules s'est plainte qu'un de ses camions Renault ne lui avait pas été restitué. Un camion blanc loué par un certain John Fowler… Autre bévue de débutant.

Ce M. Fowler n'a rien du voleur à la petite semaine. Il a fait fortune dans la vente de voitures et possède un vaste domaine – appelé « Elderden Farm » – avec piscine et terrain de tennis à Staplehurst (Kent). À trente minutes en voiture de Tonbridge… La police pense d'ailleurs que c'est dans une des dépendances de ce domaine que la famille Dixon a été séquestrée.

La presse britannique, toujours avide de détails en tous genres, fouille dans la vie de Fowler. Et souligne qu'il aime la pierre. D'après elle, il possède également une propriété en Espagne ainsi que plusieurs autres maisons dans le Kent. Sa fortune personnelle est estimée à 7 millions

d’euros. L’homme mène grand train et affiche des allures de play-boy souriant. Côté vie privée, il est marié à Linda, élégante blonde aux cheveux courts, et père de trois enfants[136]. Cette façade se trouve légèrement lézardée par une condamnation datant de 1992 : John Fowler a écopé cette année-là de neuf mois de prison[137] pour escroquerie à la carte de crédit.

Stuart Royle, arrêté quasiment en même temps que lui, est l’un de ses plus proches associés dans son commerce de voitures. Un sac-poubelle contenant 105 600 livres est retrouvé enterré sous un arbre d’Elderden Farm.

La surprenante rapidité de cette enquête fait changer le ton officiel. Une source policière déclare à l’*Evening Standard* : « Au début, nous avons supposé qu’à cause de l’ampleur de l’opération, nous avions affaire à des braqueurs expérimentés. Il apparaît de plus en plus que les personnes concernées ne correspondent pas du tout à ce profil. Le gang a fait des erreurs élémentaires. »

Les têtes continuent de tomber. Lea Rusha, 33 ans, est arrêté. Bentôt suivi par Jetmir Bucpapa, 24 ans. Tous deux soupçonnés d’avoir participé aux enlèvements et à l’assaut contre le dépôt. Plus tard, Roger Coutts et Emir Hysenaj se retrouvent derrière les barreaux. Ce dernier est identifié comme l’« homme de l’intérieur », le complice qui a renseigné les voleurs. De fait, cet employé de Securitas avait caché une caméra dans sa ceinture et filmé l’intérieur du dépôt. Les voleurs n’ont eu qu’à visionner ces images pour apprendre à connaître couloirs, coursives et pièces et devenir des habitués « virtuels » de l’endroit.

Dans le même temps, de nombreuses perquisitions permettent de retrouver une partie du butin. Mais une partie seulement[138].

La suite de l’enquête fait apparaître d’autres noms. Dont celui de Lee Lamrani Ibrahim Murray, surnommé « Lightning ». Ce citoyen britannique expert en arts martiaux est un bandit redoutable. Il serait l’un des hommes

forts de l'attaque du dépôt. Les policiers britanniques suivent sa piste durant trois mois et retrouvent sa trace au Maroc. Petit problème : il n'existe aucun traité d'extradition entre le Maroc et l'Angleterre. Murray n'a donc pas à s'en faire[139].

C'est sans compter la ténacité des limiers de la reine. Des pourparlers s'engagent. La police marocaine s'intéresse de plus en plus agissements de Murray, qui tremperait dans le trafic de drogue. Le 25 juin 2006, Murray est arrêté dans un centre commercial de Rabat. Pour autant, il n'est pas renvoyé dans son pays natal : il doit d'abord répondre de chefs d'accusation au Maroc. Finalement, en juin 2010, un tribunal marocain le reconnaît coupable de complicité dans le vol de Tonbridge et le condamne à dix ans de prison. Qu'il purgera au Maroc.

Quant au procès britannique, il débute en 2007 et dure sept mois. D'emblée, le procureur casse l'aspect « romantique » qui nimbe souvent les grands vols : « Il n'y a rien de romantique à voir un enfant tenu en joue par un homme masqué, déclare-t-il. Ce fut un crime impitoyable et dangereux. »

Le plus déroutant au cours de ce procès concerne la véritable personnalité de John Fowler. La presse – et la police – l'a un peu trop vite érigé en cerveau de l'opération. Même son image de play-boy fortuné s'effrite. En réalité, sa prétendue fortune a fondu et son grand domaine du Kent est hypothéqué. Pour autant, il affirme ne plus courir après l'argent et n'aspirer qu'à une vie tranquille.

De plus, il a concédé une fraction de son domaine à son associé et ami Stuart Royle. L'homme y entrepose souvent des véhicules vendus ou à vendre. En réalité, Fowler ne tient pas à savoir ce que fait Royle dans cette portion d'Elderden Farm – il a tort. Ça ne l'intéresse pas, dit-il. Raison pour laquelle, quand la police lui a montré le sac-poubelle contenant une partie du butin, Fowler est tombé des nues[140]. Il ne cesse de répéter qu'il n'a fait

que rendre service à son ami. Qui, par ailleurs, lui doit de l'argent. D'ailleurs, quand Royle lui a demandé de lui trouver un camion – sans lui préciser l'emploi qui en serait fait –, John a été en louer un avec sa propre carte de crédit. « Ce qui est loin d'être le fait d'un criminel de haut vol », clame son avocat.

À Scotland Yard, on n'est pas tout à fait d'accord. Les inspecteurs soutiennent que Fowler n'a cessé de leur mentir et de changer d'avis à mesure que les preuves contre lui s'accumulaient. D'un côté, la défense affirme que John a été manipulé ; de l'autre, l'accusation affirme qu'il est un grand manipulateur. Qui croire ? Les preuves solides manquant et aucun des agresseurs du dépôt n'accusant formellement John Fowler, celui-ci est simplement condamné pour… fraude à la carte de crédit, avant d'être relâché. Tous les autres accusés écopent de lourdes peines.

Si John Fowler n'est pas le cerveau, qui est l'organisateur du hold-up de Tonbridge ? Est-ce Stuart Royle, comme le laisse entendre Fowler ? Est-ce Lee Murray, qui, depuis sa prison marocaine, ne cesse de revendiquer ce titre ? Ou est-ce un homme dont le nom revient souvent dans les propos de la police, Kayenide Patterson ? Ce Jamaïcain, membre d'un gang réputé pour son extrême violence, pourrait être l'un des hommes filmés par les caméras de surveillance de Securitas. Or, au cours des quinze mois précédant le vol, il a modifié ses habitudes, quitté ses repaires habituels. Depuis, il a complètement disparu de la circulation – sans doute planqué aux Antilles. Avec une grosse partie du magot ?

Le « kidnapping du tigre » n'a pas encore livré tous ses secrets…

---

129. *Libération* du 24 février 2006.
130. À 60 kilomètres du centre de Londres.
131. Dont un pistolet-mitrailleur Skorpion et un fusil AK-47 d'assaut.
132. Précisément : 53 116 760 livres (environ 80 millions d'euros actuels).

133. D’autant moins identifiables qu’ils ont recours à des maquillages effectués par une professionnelle, Michelle Hogg, qui viendra témoigner au procès.
134. L’enquête révélera qu’il s’agit en réalité de Stuart Royle.
135. 1,3 million de livres.
136. De 14, 15 et 21 ans.
137. Il ne fit que cinq mois.
138. 21 millions de livres.
139. Il est d’autant plus serein qu’ayant un père marocain il ne peut faire l’objet d’une extradition.
140. Dans une autre version donnée à la police, il affirmera avoir « malencontreusement » trouvé le sac et, pris de panique, l’avoir enterré.

À lire :

Heist: The True Story of the World's Biggest Cash Robbery, de Howard Sounes (Paperback, 2009)

Heists: Gripping Exposes of the World's Most Notorious Robberies, de Joseph Cummins (ReadHowYouWant, 2011)

OPÉRATION PRSLUK

(Zurich – 2008)

Lundi 18 février 2008. Un homme de 56 ans travaillant à l'hôpital psychiatrique universitaire de Zurich – sis à moins de 500 mètres du musée Bührle – fait sa ronde habituelle sur le parking. Il est intrigué par une voiture stationnée de manière étrange. Elle donne l'impression d'avoir été abandonnée à la hâte. Une Opel Omega blanche.

L'homme s'en approche et remarque deux tableaux parfaitement visibles sur la banquette arrière. Non des tableaux d'un peintre du dimanche, mais d'authentiques toiles de maître. Intrigué, le gardien aimerait en savoir plus. Comme beaucoup, il a entendu parler du vol du Bührle, survenu une semaine plus tôt. Nouveau détail troublant : les portières de l'Opel ne sont pas fermées à clé. Le gardien devine qu'il y a anguille sous roche et alerte aussitôt la police. Laquelle se rend immédiatement sur place et n'en croit pas ses yeux : les deux tableaux qui reposent à l'arrière de cette Opel ressemblent étrangement à ceux qui ont été dérobés au musée.

Presque trop beau pour être vrai. Entre une erreur des bandits et le canular d'un mauvais plaisantin, les avis sont partagés. Pour en avoir le cœur net, Lukas Gloor est appelé à la rescousse. Il n'est autre que le directeur du musée. À son tour, il se rend sur le parking, désormais placé sous haute surveillance. Lui aussi est d'abord surpris. Un examen rapide lui permet d'être affirmatif : il s'agit bien du Van Gogh et du Monet volés au musée. Gloor est d'autant plus sûr de son analysé que les verres de protection des tableaux sont toujours en place.

Néanmoins, il s'avère nécessaire de procéder à des analyses plus approfondies pour vérifier qu'il ne s'agit pas d'habiles copies. Après tout, les voleurs peuvent fort bien avoir remplacé les vrais par des faux afin de brouiller les pistes. Cela s'est déjà vu. Ces analyses occupent le reste de la journée. Résultat : il s'agit bien des pièces authentiques.

L'un des incroyables rebondissements d'un hold-up à sensation qui vise des chefs-d'œuvre de la peinture. Car les toiles des grands maîtres n'ont

jamais cessé d’exciter la convoitise des voleurs. Il est vrai que le marché de l’art est en perpétuelle expansion. Les prix des ventes aux enchères ont de quoi donner le vertige. En 2004, le *Garçon à la pipe*, de Pablo Picasso, a été vendu 104,16 millions de dollars chez Sotheby’s. L’année suivante, *Dora Maar au chat*, du même artiste, a atteint 95,21 millions de dollars, toujours chez Sotheby’s, à New York. En 2006, *Woman III*, signé Willem de Kooning, a grimpé jusqu’à 137,5 millions de dollars. En 2007, à l’hôtel Drouot, c’est au tour de Joan Miró d’atteindre des sommets : son *Étoile bleue* est adjugée à 16,67 millions de dollars. Et tous les spécialistes de l’art savent que les chiffres ne cesseront de grimper[141].

L’art est un placement sûr – sans doute même le plus sûr. Mieux que l’or. Il permet des bénéfices colossaux en peu de temps, le prix d’un tableau pouvant être multiplié par deux ou plus au fil des ventes aux enchères. Les rares personnes capables de les acquérir sont non pas forcément de grands amateurs de peinture, mais des spécialistes de l’investissement sans risque.

Voilà pour la partie émergée. Car derrière cette façade de records vertigineux, le monde de l’art est aussi un microcosme où l’on n’hésite pas à basculer dans l’illégalité. Il existerait, dit-on, des acheteurs très fortunés peu regardants sur la provenance des toiles. Bien entendu, ils savent qu’ils ne pourront jamais les revendre sur le marché officiel, mais cela ne les gêne en rien. D’autant qu’ils peuvent acquérir ces œuvres bien en dessous de leur cours.

Pour les voleurs, la peinture représente aussi un « marché » lucratif. Et relativement accessible. Car chaparder un tableau est souvent plus aisé qu’attaquer une banque ou détourner un fourgon blindé. Les toiles sont nombreuses, disséminées à travers le monde. Dans des galeries ou des musées dont les systèmes de sécurité sont loin d’être à toute épreuve. Il suffit, parfois, d’une bonne organisation et d’une sacrée audace pour repartir avec des centaines de millions d’euros sous le bras.

La Fondation et Collection Emil G. Bührle de Zurich n'a pas pour ambition de rivaliser avec le Louvre ou le musée Guggenheim de New York. C'est un musée privé installé dans une belle bâtisse du xix$_{e}$ siècle, autrefois habitée, sise Zollikerstrasse, dans un quartier chic de Zurich. L'endroit, où sont exposés quelque 200 chefs-d'œuvre, est surtout réputé pour ses nombreuses toiles impressionnistes. Qui voisinent avec des sculptures gothiques et des tableaux hollandais et italiens du xviii$_{e}$ siècle[142]. L'endroit n'est certes pas mondialement connu, mais il est apprécié. Les amateurs savent qu'ils peuvent y assouvir leur soif de beauté sans craindre la cohue. Au Bührle, on se sent presque en famille.

Dimanche 10 février 2008, peu avant 16 h 30. Cest-à-dire une demi-heure avant la fermeture officielle du musée. Les visiteurs sont forcément moins nombreux. En fait, ils ne sont qu'une quinzaine à l'intérieur.

Trois individus se présentent à l'entrée. Leur tenue vestimentaire ne ressemble en rien à celle des clients habituels : ils portent des masques de ski leur couvrant le visage ! Vêtus de couleurs sombres, ils ont l'air particulièrement décidés.

À peine franchi le seuil du musée, l'un d'eux sort une arme de poing et ordonne aux personnes présentes de se coucher sur le sol. Pendant que celles-ci s'exécutent, ses deux complices s'engouffrent dans le bâtiment. Direction la vaste salle du rez-de-chaussée, située à quelques mètres de l'entrée principale. Là où sont exposés des tableaux de très grande valeur.

Les malfrats décrochent *Champ de coquelicots près de Vétheuil*, de Claude Monet, *Ludovic Lepic et ses filles*, d'Edgar Degas, *Jeune garçon au gilet rouge*, de Paul Cézanne, et *Branches de marronnier en fleurs*, de Vincent Van Gogh. Quatre œuvres du xix$_{e}$ siècle. Quatre chefs-d'œuvre… et quatre objets relativement lourds à transporter, car, pour les protéger des rayons de la lumière et d'éventuels actes de vandalisme, on les a recouverts d'un verre épais. Mais cela ne déroute aucunement les voleurs. Ils prennent

les tableaux à bras-le-corps et tournent les talons, direction la sortie. Une voiture blanche les attend à l'extérieur.

Le vol a duré moins de trois minutes montre en main. Une rapidité nécessaire. Car les bandits savent qu'une alarme a retenti dans le commissariat le plus proche dès le décrochage de la première toile. La police peut débouler d'un instant à l'autre.

Les voleurs déposent leur butin dans le coffre et montent dans le véhicule, qui part à toute vitesse, laissant derrière lui un unique employé et 15 visiteurs médusés. Dont aucun n'a été blessé ou violenté. La police zurichoise arrive à bride abattue et sirènes hurlantes. Trop tard : la voiture blanche s'est volatilisée. Emportant avec elle les tableaux…

Valeur estimée du lot : 180 millions de francs suisses[143]. Ce qui en fait le plus important vol d'œuvres d'art commis en Europe.

*

* *

L'une des premières questions que se posent les observateurs est : pourquoi quatre toiles seulement ? Lukas Gloor, directeur du musée, répond en bonne logique : parce qu'ils ne pouvaient pas en emporter plus en un seul voyage ! Les voleurs étaient au nombre de trois, mais deux seulement se sont chargés des toiles, le troisième surveillant les otages. Pour voler d'autres toiles, ils auraient dû se munir d'un chariot, ou faire plusieurs allers-retours. Bref, perdre un temps qui leur était précieux. Car, souligne Gloor, l'alarme a bien fonctionné, et les voleurs se trouvaient encore à l'intérieur du musée que les policiers s'étaient déjà mis en branle. Tout cela s'est joué à quelques secondes.

Au passage, ce même M. Gloor s'étonne que d'autres toiles, estimées à un prix beaucoup plus élevé, n'aient pas intéressé les bandits. De là à conclure qu'il s'agit d'une commande d'un riche amateur d'art… Enfin, comme il se doit de le faire, il rappelle haut et fort que ces œuvres, parce

que trop connues, sont évidemment invendables sur le marché officiel. Refrain habituel.

Sale temps pour les chefs-d'œuvre… Une semaine plus tôt, deux huiles de Picasso – *Tête de cheval* et *Verre et pichet* (valeur estimée : 3 millions d'euros) – ont été volées à Pfäffikon, à seulement une trentaine de kilomètres de Zurich.

Les indices dans et autour du musée Bührle sont maigres. Les témoins affirment que l'un des voleurs avait un accent slave prononcé. De quoi raviver les inquiétudes : « Les criminels organisés venus de Serbie, d'Albanie, du Monténégro ou d'autres parties des Balkans envoient de plus en plus d'équipes voler des œuvres d'art en Europe de l'Ouest », estime Julian Radcliffe, président de l'Art Loss Register, importante base de données pistant les œuvres d'art perdues et volées[144].

Des voleurs étrangers ? Pourquoi pas ? En hiver, les douanes suisses sont moins hermétiques que le reste de l'année. Pour permettre aux nombreux amateurs de ski de venir profiter des pentes enneigées de la Confédération.

De son côté, la police estime, ou plus précisément espère, qu'il s'agit d'un vol contre rançon. Pour anticiper la demande des voleurs, la Fondation Bührle offre une récompense de 100 000 francs suisses à quiconque permettra de retrouver les toiles. Coquette somme, mais très en deçà de la valeur du butin.

L'importance de ce dernier attire l'attention des médias du monde entier. Le vol fait la une. Cette publicité aura une conséquence inattendue : le musée, jusqu'alors connu des seuls amateurs, verra, à compter de ce mois de février, le nombre de ses visiteurs augmenter fortement. L'Association des musées suisses, très inquiète de cette succession de vols, repensera tout son système de sécurité et établira des normes qui entreront en vigueur… en 2009 !

Et la police enquête. Discrètement, pour ne pas effrayer les voleurs s'ils sont restés dans le pays, mais efficacement. L'étonnante découverte à l'arrière de l'Opel blanche surprend et ravit à la fois : « C'est un immense soulagement, une chance immense de retrouver ces deux tableaux en bon état, avoue Lukas Gloor quelques heures plus tard à la presse. Nous avons bon espoir de retrouver les deux autres œuvres. »

Pour quelle raison saugrenue les voleurs ont-ils ainsi laissé les toiles en évidence ? Certes, ces deux tableaux sont les deux plus grands (par leurs dimensions !) du lot. Mais est-ce une raison suffisante ?… Les journalistes sont sceptiques. Ils pensent qu'une rançon a été versée et que les voleurs ont rendu la moitié du butin. Sur ce sujet, M. Gloor et la police restent muets. Préférant attribuer cette découverte à la maladresse des malfrats ou aux bienfaits du hasard…

En France, *Le Monde* interroge un expert anonyme, mais très informé, qui déclare : « Soit nous avons affaire à des débutants qui se sont débarrassés d'une partie de leur butin, comprenant qu'ils ne pourraient pas la vendre. Soit, et c'est l'hypothèse la plus probable, une demi-rançon a déjà été payée. Mais nous n'en saurons jamais rien officiellement[145] ! »

Effectivement, on n'en saura jamais rien…

Les enquêteurs s'intéressent en premier lieu aux plaques d'immatriculation de l'Opel. Elles mènent à une adresse zurichoise. Hélas, ce sont des plaques volées. Le véhicule d'origine, une Peugeot rouge, n'a, selon toute vraisemblance, aucun lien avec le braquage.

Une fois le retour du Van Gogh et du Monet célébré, restent toujours deux toiles à retrouver. Et une piste à suivre : celle de l'Europe de l'Est. La police la suit, sur la foi non seulement des témoignages des visiteurs agressés, mais aussi d'analyses effectuées à l'intérieur de l'Opel Omega, qui ont fait apparaître des traces génétiques appartenant à un gangster serbe qualifié de « particulièrement dangereux ».

Les limiers helvétiques ne lâchent pas l'affaire. Soutenus par Interpol et par la police serbe, ils progressent pas à pas. Nom de l'opération : *Europe Prsluk* (« gilet »). But : infiltrer des agents chargés de se faire passer pour des acheteurs potentiels. Tactique classique, mais à haut risque. Il faut fournir des informations crédibles, créer de fausses entreprises, faire intervenir de faux témoins « dignes de foi »… Jusqu'à 30 agents de 6 pays se retrouvent impliqués dans cette opération ultra-secrète. C'est une énorme machinerie que le moindre grain de sable peut enrayer.

Mais elle porte ses fruits. Les voleurs sont repérés en Europe de l'Est. L'un des groupes affirme détenir *Jeune garçon au gilet rouge*, de Paul Cézanne. Au fil des négociations, les interlocuteurs consentent à baisser son prix de vente. Acceptant une somme de 3,5 millions d'euros[146]. Pour preuve de leur bonne foi, les agents infiltrés déboursent, en plusieurs versements, 2,8 millions d'euros.

En avril 2012, après quatre ans d'enquête, le précieux tableau est formellement localisé en Serbie. Il est temps de passer à l'attaque. C'est-à-dire aux arrestations. Quatre hommes – un Macédonien et trois Serbes, âgés de 36 à 39 ans[147] – sont appréhendés à Belgrade et à Cacak, une ville du sud-ouest de la Serbie. Selon la police, l'un de ces quatre hommes aurait directement participé au hold-up. Le coup de filet a lieu au moment de la vente du chef-d'œuvre, ce qui permet de récupérer le Cézanne. Ainsi que des armes, des munitions et 1,5 million d'euros en liquide[148] dans différents véhicules.

Le Cézanne est peu abîmé. « Dans le coin gauche, une partie des pigments de la taille d'une pièce de 50 cents sont partis, mais c'est à peu près tout ce qui est arrivé à cette toile », explique Lukas Gloor. L'œuvre n'a, effectivement, perdu qu'un petit morceau de peinture que les spécialistes en restauration pourront recréer, même s'il leur sera impossible de retrouver

exactement la couleur originale. En dépit de ce raccord, la toile ne perd rien de sa valeur monétaire.

Trois sur quatre. Bon résultat. Mais qu'en est-il du Degas ? Il n'est pas loin. En réalité – toujours dans le cadre de l'opération *Prsluk* –, la police l'a déjà récupéré, mais elle n'a pas voulu divulguer l'information de peur de perdre la trace du Cézanne. Contrairement aux autres tableaux, celui-ci a subi quelques dégâts. Notamment une coupure sur un bord. Pour l'enrouler et la transporter plus facilement, les voleurs ont d'abord voulu découper la toile avant de changer de mode opératoire et d'arracher les clous du châssis.

La réussite de l'opération *Europe Prsluk* apporte d'autres réponses. D'une part, les voleurs n'ont pas agi sous les ordres d'un commanditaire anonyme soucieux d'exposer des chefs-d'œuvre dans un endroit secret. Image presque d'Épinal qui, selon certains experts en vol d'œuvres d'art, appartiendrait à la légende.

D'autre part, ces mêmes voleurs ne disposaient d'aucune filière pour vendre leur marchandise et cherchaient à s'en « débarrasser » en les bradant. Or, il est une règle en matière de banditisme : on ne vole pas si l'on ne sait pas comment revendre. Comme le dit l'inspecteur en chef de Scotland Yard Cyril Willis[149] dans *Le lion sort ses griffes*[150] en parlant de la difficulté de trouver un bon receleur : « Le monde est rempli de messieurs et de dames qui s'adonnent au vol et qui n'ont jamais tiré qu'une très petite fraction de la valeur des marchandises qu'ils ont pris tant de peine à soustraire. » Les bandits ont réussi un coup audacieux, mais, en l'absence de réseau fiable pour écouler leur marchandise, ce dernier a pris des allures de… coup d'épée dans l'eau.

Désormais, les quatre toiles volées ont retrouvé la chaleureuse quiétude de leur musée d'origine, où, du fait aussi de leur passage dans la rubrique « faits divers », elles sont très admirées. Tout est rentré dans l'ordre – même

si la question d’une éventuelle rançon ayant permis le retour du Monet et du Van Gogh reste sans réponse…

---

141. En mai 2015, lors d’une vente aux enchères chez Christie’s, à New York, *Les Femmes d’Alger,* de Pablo Picasso, s’imposeront comme la toile la plus chère jamais vendue aux enchères, avec un prix de 179,36 millions de dollars !

142. L’industriel zurichois d’origine allemande Emil Georg Bührle (1890-1956) a fait fortune dans l’armement au cours de la Seconde Guerre mondiale. Amateur d’art éclairé – appréciant tout particulièrement les impressionnistes français –, il s’est constitué l’une des plus importantes collections privées européennes de peintures.

143. 182 millions d’euros.

144. Fondé par les géants des enchères Christie’s et Sotheby’s, ce site a vite reçu le soutien de toutes les autres firmes de ventes aux enchères importantes ainsi que des compagnies d’assurances et des associations de galeries d’art. Il répertorie plus de 200 000 œuvres d’art volées ou perdues.

145. Cité dans *Le Monde* du 20 février 2008.

146. Sa valeur estimée est de 75 millions d’euros.

147. Trois d’entre eux étaient également recherchés pour des vols dans des bijouteries suisses.

148. Sur les 2,8 millions d’euros versés aux voleurs par les agents infiltrés, la police récupérera 2,6 millions.

149. Joué par David Niven.

150. Film de Don Siegel (1990) avec Burt Reynolds.

FAUSSES FEMMES, VRAI HOLD-UP

(Paris – 2008)

Le travestissement reste un classique de la comédie. De Charlot et Laurel et Hardy à *Tootsie*, *Madame Doubtfire*, *Certains l'aiment chaud* et, bien sûr, *La Cage aux folles*, nombreux ont été les acteurs mâles à endosser des habits de femme. Parce que la situation entraîne toujours des catastrophes cocasses. Mais les travestis peuvent aussi émouvoir. Tel est le cas, entre beaucoup d'autres œuvres, dans *Ceux qui m'aiment prendront le train*.

Beaucoup plus rarement, l'homme se déguise en femme pour commettre des méfaits. Et pourtant, là aussi, le septième art a, plus ou moins, montré l'exemple. Déjà en 1963, dans *Le Canardeur*, à côté du très viril Clint Eastwood, le jeune Jeff Bridges endossait des vêtements de femme pour tromper la surveillance d'un vigile. Quelques décennies plus tard, en 2002, pour les besoins de *And Now Ladies and Gentlemen*, Jeremy Irons se travestissait à son tour pour entrer dans une bijouterie de l'avenue Montaigne, à Paris. Lui (ou elle) pratiquait le « casse psychologique », bien plus subtil que l'attaque à main armée. Il s'agissait de convaincre le bijoutier d'un danger imminent, qu'il pouvait éviter s'il cédait quelques pièces de sa collection[151]. Dans les deux cas, le subterfuge reposait sur le fait que l'on se méfie moins des femmes. Les statistiques jouent en leur faveur : on compte beaucoup moins de braqueuses que de braqueurs !

Les voleurs sont-ils cinéphiles ? D'où leur vient l'idée de se faire passer pour des femmes ?

Jeudi 4 décembre 2008. 17 h 16. Quatre personnes se présentent à l'entrée de la bijouterie Harry Winston, au 29 de l'avenue Montaigne. Un établissement de grand luxe. Le « bijoutier des stars », comme on l'a surnommé. Le célèbre Taylor-Burton, diamant de 69,42 carats que Richard Burton acheta pour son épouse Elizabeth Taylor en 1969, provenait de chez Winston.

Quatre personnes : un homme et trois femmes. Sans aucune méfiance, le vigile de faction leur ouvre la porte avec déférence. Pourtant, les visiteurs

transportent une valise à roulettes, ce qui paraît inhabituel dans ce genre d'endroit. Autre point troublant : l'allure de ces « dames ». Avec leurs perruques noires, leurs lunettes de soleil et leurs sacs à main, elles n'ont rien de pin-up sexy. Quant à leur démarche, elle fait peine à voir. Mais en matière de dames, le personnel de Winston est blasé : il en a tant vu de trop maquillées, de mal fagotées, d'hommasses qu'il s'abstient de juger sur les simples apparences. Et puis, après tout, les travestis ont aussi le droit d'acheter des bijoux. Donc, si le vigile s'étonne, il n'en montre rien. Déférent jusqu'à la pointe du sourire.

À peine à l'intérieur, le quatuor dégaine des armes de poing. Ces « dames » font tomber leurs perruques pour révéler leur genre véritable : des casseurs de bijouterie. Les voleurs s'en prennent d'abord aux deux agents de sécurité présents, qu'ils neutralisent du bout de leurs armes. Ensuite, employés et clients sont sommés de se regrouper dans un coin de la bijouterie. Les voleurs visent en premier lieu le gérant et le directeur des ventes – dont ils vont avoir besoin pour ouvrir certaines caches –, qu'ils identifient sans problème. Des employées sorties pour fumer à l'extérieur sont à leur tour appréhendées.

L'un des bandits grimpe l'escalier quatre à quatre pour maîtriser une vendeuse et plusieurs clientes. Ordre leur est donné de descendre pour rejoindre le reste des otages. Le quatuor fait régner une tension intense : les ordres sont hurlés, les canons des armes sont sans cesse pointés sur les corps ou les visages. À la fois pour que les choses aillent plus vite et pour prouver leur détermination, les malfrats n'hésitent pas à bousculer leurs victimes, quitte à leur donner des coups de crosse. Une cliente est même tirée par les cheveux. Les travestis ne font pas dans la dentelle.

L'un des voleurs surveille les 16 otages désormais allongés sur le sol, menaçant de s'en prendre non seulement à eux directement, mais aussi à leur famille. Il semble bien connaître plusieurs employés, qu'il appelle par

leur prénom. « Personne ne bouge, sinon je fume tout le monde », crie-t-il. La moindre étincelle peut déclencher une fusillade.

Les trois complices font main basse sur tout ce qui est à portée de main. Bijoux, parures, bagues, colliers, montres de luxe, tout y passe. Admirablement renseignés, ils se dirigent directement vers des trappes secrètes où sont rangés les objets non exposés. Gérant et directeur des ventes sont forcés de les ouvrir. Leur contenu est à son tour englouti dans la valise. Plus de 400 pièces (dont 104 montres) sont ainsi dérobées.

Si l'un des membres du quatuor parle sans accent, les autres se distinguent par une prononciation typique de l'Europe de l'Est.

Au moment de partir, l'une des « voleuses » exhibe une grenade à main. L'homme explique qu'ils vont piéger la porte pour couvrir leur sortie. Puis le quatuor se fait ouvrir le sas par l'un des agents de sécurité et se retrouve à l'air libre. Un peu moins de vingt minutes après leur entrée, ils quittent la bijouterie et prennent la fuite à bord d'une voiture conduite par un complice.

Les ex-otages sont en état de choc. « Ils ont été particulièrement choqués et traumatisés, soulignera une représentante du parquet. Car s'ils n'ont tiré aucun coup de feu, les braqueurs se sont montrés particulièrement menaçants verbalement. Ils ont été tétanisés[152]. »

Le hold-up parfait ? En apparence. Mais en apparence seulement. Trop de petits détails (qui vont se révéler primordiaux) ont été négligés. Ce qui fera écrire à un journaliste américain œuvrant pour le *New York Post* : « Rétrospectivement, il manquait à ce vol de chez Harry Winston l'exécution sans faille des hold-up hollywoodiens de George Clooney-Brad Pitt[153] » !

*

* *

L’alarme est aussitôt donnée. La Brigade de répression du banditisme (BRB) se rue sur place. Trop tard pour coincer les voleurs, mais bien assez tôt pour recueillir les témoignages à chaud et visionner les bandes de vidéosurveillance.

L’une des premières étapes consiste à évaluer le montant du préjudice. Il est d’abord question de 50 millions d’euros. Puis de 80 millions. Mais, dès le lendemain du vol, le parquet de Paris annoncera le chiffre « officiel » de 85 millions d’euros. Ce qui fait de ce vol dans une bijouterie le plus important jamais commis en France.

Rude coup pour la maison Winston, qui, un an auparavant, le 6 décembre 2007, avait déjà été la victime d’un autre braquage, pour un montant de 10 millions d’euros. La Lloyd’s, qui assure les bijoux, offre pas moins de 700 000 euros[154] à qui fournira un indice sérieux permettant de récupérer la marchandise et, éventuellement, d’arrêter les voleurs.

La BRB suit deux pistes pas forcément parallèles. Basées sur les renseignements dont bénéficiaient visiblement les braqueurs. Ils n’ont pas attaqué Winston par hasard. Au contraire, leur coup de force résultait d’une longue préparation.

La première piste, quasi « traditionnelle », est celle d’une complicité intérieure. Un employé ou un ancien employé qui aurait vendu les informations nécessaires au vol. Il va falloir éplucher les CV de toutes les personnes travaillant ou ayant travaillé dans la bijouterie, ce qui n’est pas une mince affaire.

La deuxième piste est celle que constituent les nombreuses visites effectuées par les voleurs chez le joaillier dans les semaines voire les mois précédents. Pour repérer les lieux et noter les prénoms des employés. Ces visites peuvent avoir été faites à visage découvert ou sous déguisement, puisque les bandits ont l’air d’aimer se grimer. Il va falloir visionner des

heures et des heures de bandes vidéo, ce qui n'est pas non plus une mince affaire.

Évidemment, les policiers n'oublient pas de traquer les bijoux et d'interroger leurs informateurs. « Nous avons affaire à des malfaiteurs chevronnés, confirmera la porte-parole du parquet du tribunal de Paris. Ils sont entrés par la porte principale sans attirer l'attention des services de sécurité. En moins de vingt minutes, ils se sont rendus au premier étage, ont vidé la salle des coffres et les présentoirs, avant de repartir par la porte[155]. »

Côté employés, les forces de l'ordre s'intéressent tout particulièrement à l'un des vigiles, Mouloud Djennad. Elles le soupçonnent d'avoir renseigné les voleurs. En effet, son comportement au cours du hold-up – immortalisé par les bandes vidéo – paraît suspect. C'est lui qui ouvre la porte aux voleurs d'abord pour les faire entrer, ensuite pour les faire sortir. Entre ces deux moments, il ne semble manifester aucune inquiétude. Soit il est doté d'un sang-froid à toute épreuve, soit il était préparé à cette attaque.

L'enquête révèle que ce Djennad fréquente, à Enghien-les-Bains (Val-d'Oise), la même salle de musculation que le beau-frère de Douadi Yahiaoui (dit « Doudou »), gérant d'un hôtel et d'un bar de Noisy-le-Sec au casier judiciaire très chargé. Il a déjà été condamné pour trafic de stupéfiants[156]. Ce Doudou dépense sans compter et roule dans une Jaguar que les seuls revenus de ses commerces ne pourraient lui permettre de s'offrir[157].

La BRB décide de surveiller ses faits et gestes, allant jusqu'à placer des micros dans sa rutilante automobile. Mais l'homme est prudent, se livre peu au téléphone. À plusieurs reprises, il évoque pourtant le *Rapaport Diamond Report*, un document peu connu du grand public qui fixe la cote officielle des diamants. Troublante coïncidence.

Six mois après le vol, l'enquête aboutit. Le milieu des receleurs internationaux bouge. Des « spécialistes » venus tout droit d'Israël – connus

pour retailler les bijoux avant de les réinjecter dans les circuits non officiels *via* Anvers – sont en visite à Paris. Mission : racheter une partie du butin de chez Harry Winston. Les dimanches 21 et lundi 22 juin 2009, en deux coups de filet, la police arrête 26 personnes âgées de 22 à 67 ans, soupçonnées d'être de près ou de loin liées au braquage. Dans le lot, deux femmes. Des vraies, des authentifiées. Plusieurs de ces suspects ont déjà été impliqués dans des vols dits « haut de gamme ».

Pour la police, le cerveau de l'opération Harry Winston est bel et bien Douadi Yahiaoui, âgé de 50 ans. « Dans la hiérarchie des accusés, il est au tout premier plan. Il est présent en amont et en aval de cette affaire. C'est le cerveau, la tête pensante de l'équipe. Il est celui qui a tout organisé, recruté les braqueurs, donné les instructions et s'est chargé d'écouler les bijoux[158] », affirmera la représentante de l'accusation au moment du procès.

« Doudou » finit par admettre son implication dans le vol, mais uniquement en tant qu'intermédiaire, voire de receleur. Les enquêteurs découvrent dans son domicile des Pavillons-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) de très nombreux bijoux en provenance du braquage ainsi que 230 000 euros en espèces et des armes. Les fouilles continuent. Dissimulés sous l'escalier, 400 000 euros sont mis au jour. Dans une cache cimentée, planquée dans un égout de récupération des eaux pluviales, ce sont 19 bagues et 3 boucles d'oreilles d'une valeur de 17 millions d'euros qui refont surface.

L'implication de Yahiaoui ne semble plus faire aucun doute. Son frère, son neveu et son beau-frère sont également accusés du vol. Pour deux d'entre eux, des traces de leur ADN ont été relevées dans la bijouterie juste après l'attaque. Au final, huit hommes seront renvoyés devant les assises. Quatre d'entre eux seront également accusés du précédent vol du 6 décembre 2007 chez Winston. Des récidivistes en quelque sorte…

En février 2015, Douadi Yahiaoui sera condamné à quinze ans de réclusion criminelle. Le vigile Mouloud Djennad, jugé trop bavard, écopera de cinq ans de prison, dont trois avec sursis. Au cours du procès, il a raconté sa première rencontre avec Douadi : « Il était à l'écoute, une confiance s'est installée. C'était comme un grand frère, je n'avais jamais ressenti cela. Il m'a assuré que ce serait un coup facile, sans violence, que la bijouterie serait remboursée par les assurances. Après quelques verres, j'ai tout lâché. » Avant de conclure : « J'ai été influençable et lâche[159]. »

Les trois quarts du butin manquent toujours à l'appel…

---

151. En l'occurrence le « collier de la Tsarine », d'une valeur de 2 millions de dollars.
152. Citée dans *The Post* du 5 décembre 2008.
153. Référence au film , de Steven Soderbergh, et à ses suites.
154. 1 million de dollars.
155. Citée dans *Le Journal du Dimanche* du 5 décembre 2008.
156. Il a déjà passé vingt-trois années en prison.
157. Officiellement, cette voiture appartient à son père.
158. Citée dans *Le Parisien* du 28 février 2015.
159. AFP du 11 février 2015.

À lire :

Génération kalachnikov. Les Nouveaux Gangsters, de Frédéric Ploquin (Fayard, 2014) un des chapitres (« Doudou, le juif et le casse du xxie siècle ») est consacré à la traque de Yahiaoui et de sa famille.

TERREUR SUR MAYFAIR

(Londres – 2009)

En ce 6 août 2009, Petra Ehnar est heureuse de se rendre à son travail. Après avoir été employée chez Louis Vuitton, elle œuvre depuis bientôt trois mois au sein de la joaillerie Graff de New Bond Street, en plein Mayfair, un quartier très chic de Londres. Là, les magasins de luxe attirent des clients fortunés. Un secteur calme aussi, car peu fréquenté par les touristes, qui lui préfèrent des endroits plus animés. Ici, tout se fait dans le feutré. Dans la confiance, aussi.

Petra est vendeuse. Elle sait parler avec calme et précision aux clients, les orientant dans leurs choix. Elle apprécie vraiment son métier, et cette blonde au large sourire ne reçoit que des éloges. Elle n'a aucune idée de la journée d'enfer qu'elle s'apprête à vivre… « Je pensais que j'allais être tuée, déclarera-t-elle au procès. J'étais complètement terrorisée. C'est l'expérience la plus terrifiante que j'aie vécue : n'avoir aucun contrôle sur la situation dans laquelle vous vous trouvez. »

Tout commence dans la matinée et dans un autre quartier de Londres : Covent Garden. Ici se trouve un studio de maquillage professionnel. On ne s'y soucie pas de la provenance de la clientèle, ni même des nouvelles têtes. Et encore moins de leurs exigences. Ce 6 août 2009, deux hommes se présentent en exprimant le souhait de « changer d'apparence ». Ils doivent participer à la réalisation d'un vidéoclip tourné dans l'après-midi, expliquent-ils sans fournir de plus amples détails.

L'un est un Blanc assez maigre, l'autre un Black plus costaud. Il n'est pas question de modifier leurs couleurs de peau, ce qui serait un peu trop visible, mais, à l'aide de petites retouches, de les rendre presque méconnaissables. Dans un premier temps, ils songent à se faire vieillir[160], mais le travail s'annonce beaucoup trop long. Au final, le Blanc accepte une perruque avec une raie sur le côté et quelques mèches lui tombant sur le front. Le Noir, qui conserve sa chevelure courte, bénéficie de discrètes prothèses ainsi que d'une fausse barbe lui couvrant le menton. Cette

transformation nécessite quatre heures de travail par une professionnelle qui sait ne pas poser trop de questions. « Ma propre mère ne me reconnaîtrait pas ! » dit le Black en riant.

Il se nomme Aman Kassaye, il a 25 ans. Cet ancien étudiant du St. Mary's University College de Twickenham a déjà trempé dans divers trafics de drogue. Pour l'heure, il est officiellement sans domicile fixe, ce qui ne signifie pas qu'il soit à la rue. Il passe d'un logement à un autre du côté de Battersea, dans le sud de Londres, où il a des appuis et des relations. Qui vont lui être nécessaires pour mener l'opération coup de poing qu'il a préparée. Son complice est un dénommé Craig Calderwood, 27 ans, lui aussi officiellement sans domicile fixe mais lui non plus nullement démuni.

Les deux hommes, satisfaits du travail de la maquilleuse, paient rubis sur l'ongle. Il n'est pas question pour eux de participer à un vidéoclip. Pourtant, ils vont bel et bien se faire filmer. Mais par des caméras de surveillance. Une fois dehors, ils troquent leurs tenues pour des costumes élégants. Craig s'habille d'un costume clair, chemise blanche et cravate à rayures mal nouée ; Aman revêt un ensemble plus sombre. Chemise blanche également, mais sans cravate.

Ils montent dans un taxi qui les dépose devant chez Graff. Ils paient la course, qui s'élève à 9,20 livres, avec un billet de 20 livres. Précisant au chauffeur, ravi, qu'il peut garder la monnaie. À 16 h 43, ces deux messieurs se présentent devant l'entrée relativement discrète de la prestigieuse enseigne. Les mains dans les poches, Aman a l'air particulièrement détendu. Le gardien de service n'a aucune raison de s'inquiéter. Il leur ouvre la porte. Les nouveaux clients entrent dans l'établissement comme l'ont fait avant eux des milliers d'autres. La bijouterie a l'élégance du luxe, le calme du confortable.

Petra Ehnar s'apprête à s'occuper d'eux. Mais l'apparente bonhomie des deux hommes s'évanouit brutalement : Kassaye extirpe un pistolet de gros

calibre et intime à toutes les personnes présentes l'ordre de se coucher sur le sol, bras et jambes écartés. « C'est un hold-up, crient-ils, tout le monde sur le sol ! »

Lors du procès des agresseurs, il sera reproché au directeur de l'établissement, Courtenay Griffiths, de ne pas avoir déclenché une alarme spéciale qui aurait aussitôt empli la boutique d'une épaisse fumée aveuglante. « Je voulais éviter un massacre, rétorquera-t-il. Ces deux hommes auraient pu tirer au hasard dans cette espèce de brouillard et toucher quelqu'un ! »

Il est vrai qu'il y a une telle détermination dans la voix et dans le comportement des deux agresseurs que nul n'a envie de prendre le moindre risque. Petra Ehnar se baisse pour se coucher comme ses collègues et les quelques clients, mais Kassaye l'attrape par le bras pour la relever : « Non, lui dit-il, vous, vous allez nous aider. Vous allez ouvrir les vitrines. »

Pour Petra, le calvaire commence à cette seconde même. La jeune femme est pétrifiée d'effroi. Craignant qu'au moindre faux mouvement son agresseur – dont elle sent qu'il est tendu à l'extrême – ne fasse feu, elle a tellement peur qu'elle évite de croiser le regard de Kassaye. Un pistolet dans les reins, elle est chargée de vider les vitrines et de mettre leur contenu dans un sac. Elle transvase ainsi 43 pièces de luxe (bagues, bracelets, colliers et montres), dont un collier de diamants qui vaut à lui seul 3,5 millions de livres.

Mais pour ouvrir l'une des vitrines, il faut appuyer sur un bouton peu visible. Petra tend la main. Kassaye la retient fermement, convaincu qu'elle a l'intention de déclencher l'alarme. La jeune femme s'efforce de lui expliquer qu'elle ne cherche qu'à ouvrir la vitrine. Le voleur ne la croit qu'à moitié ; mais Petra prouve sa bonne foi en déclenchant l'ouverture.

À quelques mètres d'eux, Calderwood surveille les personnes couchées à terre. En premier lieu, le directeur du magasin. « Gardez vos putains de

têtes sur le sol ou je tire », hurle-t-il à plusieurs reprises. Petra vide successivement trois vitrines. Au moment où elle se tourne vers une quatrième, Aman lui annonce : « Non, c'est bon, on s'en va. Tu viens avec nous. »

La terreur dans les veines, Petra obéit presque mécaniquement. Elle est désormais convaincue que les voleurs vont l'abattre dès qu'ils n'auront plus besoin d'elle. Kassaye et Calderwood l'emmènent pour couvrir leur sortie. Une fois dans la rue, l'un tire un coup de feu en direction du sol pour faire fuir à la fois les passants et un agent de sécurité qui menace de s'interposer. L'arme est juste dans le dos de Petra. Son cerveau ne comprend plus. Elle croit que la balle est pour elle, pourtant elle ne ressent rien. Ses sens se bousculent, s'entrechoquent. Elle ne sait plus où elle est ni même dans quel état elle est. Elle finit par comprendre qu'elle est « en un seul morceau », comme elle le dira plus tard.

La fin est proche pour elle. Mais ce n'est pas celle qu'elle craint : les deux voleurs la relâchent enfin pour foncer vers une BMW bleue[161]. Les voyant partir, Petra s'enfuit à toutes jambes. Elle se réfugie dans un magasin proche pour se cacher. Là, elle tente d'expliquer son désarroi. « Je ne pense pas que ce que j'ai dit avait beaucoup de sens, admettra-t-elle. J'étais en état de choc. Je tremblais de partout et j'étais très pâle. En fait, je ne parvenais pas à mettre un mot devant l'autre. »

Kassaye et son complice jouent de malchance. Plus exactement, de malhabileté. Voulant foncer dans les rues de Londres, toujours encombrées y compris à cette heure de l'après-midi, ils percutent violemment un des célèbres taxis noirs dans Dover Street, à moins de 500 mètres de la joaillerie. Il leur faut changer rapidement de véhicule. Avec leurs armes de poing, ils n'ont aucun mal à forcer un automobiliste à leur céder sa Mercedes gris argent. Des clients d'un pub voisin qui assistent à la scène tentent de s'interposer. Les voleurs tirent trois coups de semonce en l'air

pour les forcer à rester sur place. On ne connaît rien de mieux pour calmer des ardeurs belliqueuses !

Puis ils tendent le sac contenant les bijoux à un motard qui repart à toute vitesse, emportant un butin de 40 millions de livres sterling[162]. Le plus grand vol de bijoux commis en Grande-Bretagne. Kassaye et Calderwood montent dans la voiture allemande, démarrent sur les chapeaux de roue. Mais le véhicule connaît des problèmes de moteur au bout de quelques mètres, obligeant les deux bandits à continuer à pied à travers un parc…

Plus loin, ils réussissent à intercepter une Volkswagen Sharan. À bord de laquelle ils disparaissent. Mais en laissant derrière eux de précieux indices : un téléphone portable est resté coincé entre le siège et le frein à main du conducteur. Dans le coffre de la BMW, la police retrouvera également un fusil à canon scié chargé et quatre cartouches. De quoi donner un coup d'accélérateur à l'enquête…

*

* *

Dans les communiqués officiels, la joaillerie Graff fait mine de ne pas se montrer trop inquiète. Tous les bijoux volés portent son estampille et ne peuvent être négociés sur le marché officiel. Certes. Mais les marchés parallèles sont suffisamment nombreux pour que les voleurs amassent une belle somme avec des objets de cette valeur. L'assureur du joaillier promet, quant à lui, une récompense de 1 million de livres à qui fournira des renseignements tangibles.

Petra Ehnar a du mal à se remettre de ses émotions. Elle tremble toujours de peur quand les secours s'occupent d'elle. Cela dépasse presque l'état de choc. À croire qu'elle a vécu un acte de guerre.

Scotland Yard tarde à communiquer ses informations au grand public. Quelques jours après le braquage, la police londonienne accepte de diffuser une partie des images enregistrées par les caméras de la joaillerie et en

profite pour lancer un appel à témoins afin d'identifier les deux malfaiteurs. Tout en rappelant quelle menace ils constituent : « Ces hommes sont extrêmement dangereux, souligne Pam Mace, détective de Scotland Yard. Ils ont tiré plusieurs coups de feu dans les rues animées de Londres pour protéger leur fuite. »

Dans la coulisse, les experts analysent le téléphone portable trouvé dans la BMW. Il se révèle très bavard : les numéros conduisent tout droit à Aman Kassaye. Surveillance, écoutes téléphoniques, le dispositif habituel est déployé.

Les images des caméras de surveillance sont passées au crible. Non seulement celles du 6 août, mais aussi celles des jours précédents. Or, il apparaît que les deux voleurs se sont déjà approchés de chez Graff le 4 août. Probablement pour lancer leur attaque. Mais une voiture de police en patrouille les a obligés à renoncer à leur projet. Les investigations révéleront que ce 4 août, Kassaye et Calderwood avaient déjà fait venir une maquilleuse professionnelle dans un appartement prêté par un ami pour, là aussi, « changer d'apparence ».

Dès le 20 août – quatorze jours seulement après le hold-up –, une première série d'arrestations a lieu. Dans ses filets, la police ramène Craig Calderwood, l'un des deux braqueurs. Un troisième complice tombe le lendemain, puis plusieurs autres à la fin du mois. En octobre, nouvelle vague d'arrestations, neutralisant une dizaine de complices.

Car l'enquête révèle que l'attaque de chez Graff était une opération de grande envergure. Les deux agresseurs comptaient des soutiens répartis un peu partout. Ainsi, plusieurs voitures – dont un camion de 7,5 tonnes ! – étaient aux aguets autour de la joaillerie pour empêcher toute intervention de la police. Et un motard était chargé de récupérer le sac en cas de problème, ce qu'il a fait.

Aman Kassaye est finalement appréhendé. Il nie être l'homme visible sur les images de vidéosurveillance, arguant d'une ressemblance troublante. Mais Petra Ehnar l'identifie formellement. Elle se rappelle très bien cet homme qui s'est dirigé vers elle en la menaçant d'une arme, qui l'a prise par le bras pour la forcer à se relever. Elle se souvient surtout de son regard, qu'aucun maquillage n'aurait pu camoufler. Dès lors, Kassaye est désigné par les enquêteurs comme le « planificateur » du cambriolage. Autant dire qu'il en est à la fois le cerveau et l'exécuteur.

En juillet 2010 s'ouvre le procès. Petra Ehnar vient témoigner à la barre. Elle n'est toujours pas complètement remise de son agression et, très troublée, préfère lire un communiqué détaillant le vol plutôt que de répondre à des questions. « Je peux encore sentir le pistolet que j'avais dans le dos », confesse-t-elle.

Aman Kassaye sera condamné pour vol, possession d'armes à feu mais aussi pour enlèvement sur la personne de la vendeuse. Sentence : vingt-trois ans de prison. Le cas de Craig Calderwood est plus complexe. Il admet avoir participé au hold-up mais soutient avoir agi sous la contrainte ; plusieurs gangsters mandatés par Kassaye auraient menacé de le tuer en cas de refus de participer au hold-up. Allégations un peu fumeuses… Il sera condamné à vingt et un ans de prison.

Mais qu'en est-il des diamants ? Ils ont disparu. Des experts en trafics de biens volés estiment qu'ils ont été retaillés pour être revendus non sur un marché occidental mais du côté de la Chine, de Hong Kong, de l'Inde, de la Russie ou du Moyen-Orient, où les acheteurs sont beaucoup moins regardants.

Petra Ehnar continue de travailler pour Graff Diamonds mais n'a plus que rarement des contacts directs avec la clientèle.

---

160. Comme Lino Ventura pour voler une bijouterie cannoise dans *La Bonne Année*, de Claude Lelouch.

161. La sortie des voleurs est partiellement filmée par un amateur passant dans la rue. Elle est visible sur YouTube.
162. 47 millions d’euros.

LE CONVOYEUR SECRET

(Lyon – 2009)

Toni Musulin est et restera une énigme. Par sa propre volonté. Peu bavard, il n'aime parler ni de lui ni de son passé. Il mène sa vie comme il l'entend, peu soucieux de rendre des comptes à qui que ce soit.

Pour l'heure, sa vie est celle d'un convoyeur de fonds. Métier un peu trop routinier à son goût qu'il exerce pour le compte d'une succursale de la société Loomis, basée à Lyon. Chaque jour, il transporte des sacs contenant de l'argent, beaucoup d'argent. Mais pour lui ce ne sont que des sacs. Certes à surveiller d'un peu plus près que des sacs de ciment ou de pommes de terre.

Il est plutôt bien noté par ses supérieurs, même si son comportement étonne parfois. Le plus souvent, il vient au siège de Loomis à vélo, mais certains de ses proches savent qu'il possède une Ferrari, acquise lors d'une vente aux enchères. Quand ses collègues l'interrogent, il consent tout juste à avouer un parcours de « flambeur ». Il fréquente les casinos. Notamment ceux de la Côte d'Azur. Avec une prédilection pour Monaco. Il y descend au luxueux Hôtel de Paris.

Une manière, sans doute, d'exorciser un passé plus douloureux. Celui d'un soldat parti combattre sur la terre de ses ancêtres, en Bosnie. La guerre à 20 ans, il l'a connue. Il en conserve des séquelles, mais aussi un certain goût pour l'action. Avec son mètre quatre-vingts et ses 100 kilos, c'est une montagne de muscles qu'il ne fait pas bon venir chatouiller. Capable de colères homériques au cours desquelles il brise tout ce qui lui tombe sous la main. Certains de ses compagnons de travail en ont fait l'amère expérience. Il n'a pas le profil d'un voyou, d'un bandit, ni d'un voleur ; seulement celui d'un homme encore jeune qui a beaucoup vécu, trop peut-être.

Dans le courant de l'année 2009, les choses basculent. L'un de ses chefs le prend en grippe. Multipliant les reproches qui ont le don d'agacer Toni. Pire : il lui impose un nouveau parcours. Qui va de la Banque de France aux coffres de Loomis. Un trajet pourri, avec des horaires pourris. Musulin ne

s’y fait pas. Cela finit par le miner. Alors, il gamberge une forme de vengeance. Un plan audacieux et un peu fou – voler une quarantaine de sacs emplis de billets !

« C’est un personnage complexe, soulignera son avocat, Christophe Cottet-Bretonnier. Au bout de quatre ans, j’ai toujours du mal à le définir. Ce que je sais, c’est qu’il a voulu faire un bras d’honneur à son employeur, à un système, en commettant son vol[163]. » De son côté, François Cluzet, qui personnifiera Musulin[164] à l’écran, estimera : « Il est maltraité dans son travail, il risque sa vie tous les jours pour 1 700 euros par mois et on lui parle comme à un chien. Il a certainement l’idée que ses chefaillons pourraient payer très cher leurs erreurs, c’est aussi l’histoire d’une vengeance. Pour Toni, c’est une accumulation d’humiliations. Il n’est pas considéré, il vit, il survit, mais il n’existe pas. Quand après des années d’économie, sou après sou, il s’offre cette Ferrari d’occasion aux enchères, le regard des autres, et surtout le sien sur lui-même, change du tout au tout. J’ai le sentiment qu’il traverse depuis longtemps une crise d’identité. Dans ce monde, bien souvent, l’accomplissement se calcule avec la fiche de paie. On a beaucoup perdu le sens des valeurs qui ne s’achètent pas. »

Toni ne fonce pas dans son plan insensé tête baissée ; il agit en solitaire, comme il a toujours aimé le faire. Personne autour de lui ne sera au courant. Le meilleur moyen de ne pas être trahi. Il commence par louer un box tout à fait anodin, dans lequel il entreprend des travaux. Son but est de construire un faux fond d’un petit mètre de largeur. Dans cet espace, il cachera les sacs. A-t-il eu cette idée en regardant certains films, comme *Inside Man*[165] ? Il ne le dira jamais.

Jour après jour, au volant du fourgon blindé, Musulin répète mentalement son vol. Repérant les lieux, notant habitudes et horaires. Il finit par connaître le trajet par cœur, presque mètre par mètre. Il sait comment et où agir. Son idée est simple : repartir avec le fourgon, transvaser les sacs dans

une Renault Kangoo blanche de location et foncer jusqu'au box. Oui, ce plan est d'une grande simplicité. Depuis le vol des bons du Trésor à Londres, il est prouvé qu'il n'est pas toujours nécessaire de se lancer dans des opérations complexes pour réussir un casse d'envergure.

Date fixée : le 5 novembre 2009. Trois semaines auparavant, Toni vide à la fois ses comptes en banque et son appartement. Il est évident qu'il a l'intention de disparaître une fois son coup réalisé. Avec le magot.

Le jour prévu, le fourgon blindé effectue son trajet habituel. Trois hommes sont à bord, dont Toni, qui conduit. Arrivés à la Banque de France, ils chargent les sacs, comme ils l'ont déjà souvent fait. Rien à signaler. La route vers l'étape suivante est dégagée. Il s'agit d'une société de la rue Duvivier où les employés de Loomis doivent venir récupérer d'autres fonds. Les deux collègues[166] de Musulin descendent pour régler des formalités administratives et prendre des sacs. Toni reste bien accroché à son volant. Et pour cause : il attend le moment propice pour agir. Ce qu'il fait vite – le temps de déconnecter le GPS qui pourrait permettre de le localiser. Il repart sans que personne n'intervienne. Quand ses deux collègues ressortent des bureaux, ils ne peuvent que constater l'absence du fourgon. Ils croient d'abord que Toni s'est fait attaquer.

Pour le voleur, tout se passe exactement comme prévu. Sans aucune anicroche. Presque trop facile. À proximité d'une voie ferrée, rue de Montagny, dans le VIII$_{e}$ arrondissement lyonnais – à moins de 1 kilomètre de son point de départ –, Musulin stoppe le fourgon à hauteur de la Kangoo qu'il a louée. Il effectue le transfert, à peine remarqué par un taxi qui passe par là. Puis il repart au volant de la Renault. Arrivé dans le box, il ouvre les 37 sacs et les 11 cartons afin de vérifier qu'ils ne contiennent aucun traceur. Il connaît les mesures de protection de la Banque de France. Parfaitement détendu, il referme le box sans avoir pris la précaution de planquer les sacs entre les deux murs, comme il l'avait prévu. Ce sera pour plus tard, se dit-il.

« Je suis allé acheter un sandwich dans une boulangerie et me suis posé sur un banc, au soleil, dans le parc Bron-Parilly, avouera-t-il plus tard. Je comptais revenir aussitôt après cette pause pour cacher les billets. Mais le quartier était déjà bouclé, il y avait des flics partout[167]. »

Dès la disparition de son fourgon, la société Loomis a donné l'alerte, bien entendu. La Banque de France n'étant pas tout à fait une banque comme les autres, les policiers sont un peu plus motivés et un peu plus nombreux que pour un vol « normal ». D'autant que le montant annoncé est important : on parle de plus de 11 millions d'euros. La photo de Toni Musulin est déjà diffusée. Les voitures de police patrouillent dans toute la ville et ses alentours.

Le fourgon est retrouvé deux heures après l'alerte. Vide. L'auteur du vol a déjà enfourché sa moto pour mettre le plus de distance possible entre lui et Lyon. Il va demeurer introuvable.

*

* *

En ce jeudi 5 novembre, le vol est éclipsé par un fait divers beaucoup plus sanglant en provenance des États-Unis : une fusillade sur la base américaine de Fort Hood (Texas) a fait 12 morts et 31 blessés, tous soldats américains. Néanmoins, le montant réel du butin éveille les curiosités : 11,6 millions d'euros en billets neufs non répertoriés et non numérotés…

Si, dans les premières heures, les journalistes s'interrogent sur l'implication de complices voire d'un gang organisé, il apparaît vite que Toni a agi seul. Un homme seul contre tout le système bancaire ! Un homme qui semble avoir été pris d'un coup de sang et a détourné des millions de la Banque de France avec une déconcertante facilité. Un homme qui a agi sans violence ni arme. Un homme qui, pour des centaines de milliers de Français, devient illico une sorte de héros.

L’information ne cesse de circuler sur Internet, charriant des monceaux de félicitations. On parle de lui comme d’un « artiste », voire d’un « modèle » ; les noms d’Arsène Lupin, de Robin des Bois reviennent souvent dans les éloges[168]. Secrètement ou ouvertement, bien des gens espèrent que Musulin ne sera jamais retrouvé et profitera de son argent loin d’un pays en proie à une crise économique qui semble ne jamais vouloir finir. Toni est comme le gagnant d’un jeu dont il a défini lui-même les règles. Un jeu de dupes pour les autorités, mais un jeu lucratif pour son organisateur !

Interpol s’empare du dossier. Pas question pour le moment d’émettre un mandat d’arrêt international, mais au moins une « notice bleue » destinée à recueillir le maximum d’informations passées et présentes sur ce déroutant Toni Musulin – qui devient *ipso facto* l’un des voleurs les plus recherchés d’Europe.

Mais les choses vont très vite évoluer. Trop vite au goût de Toni. Sa photo est largement diffusée tant à la télévision, dans les journaux que sur Internet. Elle tombe sous les yeux d’un bailleur qui croit le reconnaître malgré un patronyme différent. Il fait part de ses soupçons à la police, lui annonçant que, courant avril, il a loué un box à un homme ressemblant fortement au suspect. Les enquêteurs se rendent sur les lieux. Ils ouvrent le box. Leur surprise est de taille : la Kangoo attend placidement, de même que l’argent de la Banque de France ! Le magot n’a jamais quitté Lyon…

Les spécialistes font les comptes et constatent qu’il manque environ 2,5 millions d’euros. Toni les aurait-il pris ? Et si oui, pourquoi n’en a-t-il pas pris davantage ? Cette partie du butin disparue va constituer l’un des nœuds de l’affaire Musulin.

Dans le grand public, cette annonce tombe comme une douche froide : le nouvel Arsène Lupin ne pourra pas profiter de son butin. Certes, s’il a

effectivement les 2,5 millions manquants, il peut mener la belle vie, mais la somme paraît dérisoire par rapport au montant initial.

Toni apprend la nouvelle depuis l'Italie, où il se cache. Il se doutait bien que la police finirait par remonter jusqu'au box, mais il pensait avoir le temps de planquer les billets derrière le faux mur – convaincu que jamais personne n'aurait l'idée de le casser. Il n'aurait jamais dû remettre à plus tard l'ultime transfert du magot. Dont, selon ses dires, il n'a pas pris un seul billet.

Ces fameux 2,5 millions manquants, Toni affirmera avec constance ne pas les avoir en sa possession. Résultat : il n'a pas assez d'argent pour financer son départ définitif. Car une cavale, ça coûte cher, très cher. Surtout quand on est l'un des hommes les plus recherchés d'Europe.

Onze jours après son coup d'éclat, Toni Musulin jette l'éponge : il décide de se rendre. Il se met en rapport avec la police monégasque pour faire part de son intention. Les agents monégasques l'accueillent mais, en l'absence de mandat international, ne peuvent l'arrêter. Ils contactent leurs collègues de l'autre côté de la frontière. dans le Jardin exotique qui jouxte Monaco et la France que le voleur est remis aux autorités françaises. La fin d'une échappée qui l'a beaucoup fatigué. La fin aussi d'une légende, car cette reddition déçoit une grande partie de ses admirateurs. Tout ça pour ça…

Le voleur est conduit à Lyon, où, déjà peu bavard par nature, il s'enferme dans son mutisme. Son avocat, Me Christophe Cottet-Bretonnier, s'explique sur le revirement qui a conduit à sa reddition : « C'est sa décision. Toni Musulin est quelqu'un de responsable, il a commis un délit, pas un crime, et il a décidé de faire face à ses responsabilités. C'est quelqu'un de solitaire, qui avait décidé de couper avec sa famille. […] Mais les planques, l'errance, ce n'est pas pour lui. Je pense que ça a joué[169]. »

L'une des questions restées sans réponse porte sur ces 2,5 millions jamais retrouvés. La version de Toni repose sur le fait qu'il aurait oublié une partie

du magot dans le fourgon blindé, la place manquant dans la Kangoo. Cet argent a pu être « récupéré » par n'importe qui. Y compris par le chauffeur de taxi qui l'a regardé en pleine action… Version contestée par la société Loomis, qui – au regard du nombre de kilomètres effectués par le véhicule de Musulin durant sa fuite en Italie – estime qu'il a été planquer l'argent dans un pays de l'Est.

Soupçons repris par *Le Point* : « Selon nos informations, Toni Musulin aurait, sitôt son casse commis, filé en Serbie. Un "tuyau" que les policiers français sont en train de vérifier auprès de la police locale. Cette escapade expliquerait pourquoi le convoyeur a fait un crochet par l'Italie avant de se livrer. Entre les mains de la police monégasque, le convoyeur a accepté sans difficulté d'être extradé, alors qu'un refus de sa part aurait sérieusement ralenti la machine judiciaire. […] Face au mutisme de Toni Musulin, la PJ de Lyon tente de le coincer en fouillant son passé. Comment Musulin, qui émargeait à 1 700 euros net, avait-il pu s'offrir une Ferrari F430 payée rubis sur l'ongle 120 000 euros aux enchères ? […] Où a-t-il trouvé les 115 000 euros qu'il avait investis dans une société immobilière ? Pourquoi possédait-il des comptes dans une dizaine de banques ? Derrière Toni Musulin, la police cherche désormais les complices, voire l'ombre du milieu serbe[170]. »

L'ex-convoyeur qui se targue d'être un solitaire aurait-il bénéficié de complicités, voire du soutien de tout un réseau ? Il le niera. Pour le vol de l'argent de la Banque de France, il risque une peine de trois ans de prison. En réalité, il va être jugé pour deux affaires : celle-ci, plus une escroquerie à l'assurance. En effet, il avait déclaré sa Ferrari F430 volée alors qu'elle se trouvait toujours en sa possession. Le genre d'escroquerie qui se solde par une amende ou du sursis quand on a un casier judiciaire vierge. Mais qui pèse d'un autre poids quand son auteur est également celui d'un vol spectaculaire.

Le 11 mai 2010, le tribunal correctionnel de Lyon condamne Toni Musulin à trois ans d'emprisonnement ferme pour le vol de 11,6 millions d'euros. Le 14 septembre 2010, la chambre correctionnelle de la cour d'appel alourdit la sentence à cinq ans d'emprisonnement, reliant la peine à une condamnation pour tentative d'escroquerie à l'assurance. Le pourvoi en cassation est rejeté le 13 juin 2012.

Toni Musulin est incarcéré à la maison d'arrêt de Corbas, au sud de Lyon. En raison de sa notoriété et du fait que de nombreuses personnes sont encore convaincues qu'il a conservé les fameux 2,5 millions manquants, il est placé sous le régime de l'isolement. Finalement transféré à la prison de la Santé, à Paris, il en sortira le 29 septembre 2013 après avoir purgé sa peine.

« Ce casse, conclura Philippe Godeau, réalisateur d'un film sur l'affaire, il l'aura préparé d'une façon méticuleuse, quasi obsessionnelle, faisant le vide autour de lui avant de mettre son plan à exécution. Le faux mur qu'il construit au fond du box pour y dissimuler l'argent est une idée à la fois dingue et très ingénieuse. Et puis il y a le mode opératoire. Si on l'a appelé le "casse du siècle", c'est bien sûr à cause de l'énorme somme dérobée, mais aussi parce que c'est un casse sans violence. Il n'y a pas de sang. Pas d'arme, pas de victime. Juste un type qui appuie sur la pédale de l'accélérateur… »

---

163. Cité dans *Lyon People* du 27 février 2014.
164. Sans l'avoir jamais rencontré.
165. Film de Spike Lee sorti en 2006, dans lequel le cerveau d'un casse (Clive Owen) se cache derrière un mur trompeur au sein même de la banque.
166. Didier Matrundola et Philippe Ferrero.
167. Cité dans *Paris Match* du 9 octobre 2013.
168. Certains vendront même des tee-shirts à son effigie !
169. Cité dans *Le Figaro* du 17 novembre 2009.

170. *Le Point* du 17 novembre 2009.

À lire :

Toni 11,6. Histoire du convoyeur, d'Alice Géraud (Stock, 2011)

À voir :

11.6 (2013), de Philippe Godeau

LA NUIT AU MUSÉE

(Paris – 2010)

Originaire de Croatie, où il a passé son enfance, Vjeran Tomic est un monte-en-l'air. Au sens premier du terme : il n'hésite pas à grimper sur les toits pour effectuer ses cambriolages. Il agit toujours seul, se promène de toit en toit, de façade en façade pour parvenir à son but. En 2000, par exemple, les sept étages d'un immeuble parisien ne lui ont pas fait peur. Il les a escaladés un à un avant d'entrer dans un appartement pour y dérober des bijoux.

Son palmarès est éloquent, encore que personne n'en connaisse la teneur exacte. La police en a, néanmoins, une idée assez précise puisque Vjeran a déjà été condamné 11 fois. Mais son côté Arsène Lupin – c'est-à-dire le fait qu'il soit un cambrioleur à l'ancienne, qui n'use jamais de violence – lui a toujours valu la clémence, presque la sympathie, des juges.

En janvier 1999, son arrestation attire l'attention de certains journaux. « Un vrai nostalgique d'Arsène Lupin, connu des services de police, et déjà condamné pour vol avec effraction et détention d'armes, écrit *Libération*. À son domicile de Montreuil, les policiers ont retrouvé une parfaite panoplie pour mener à bien ses opérations de varappe d'un genre particulier : arbalète et flèches pour fixer les cordes aux murs ou sur les toits, baudrier de spéléologue pour ranger les outils, mousquetons, magnésie antidérapage, gants fins… Réputé peu dangereux, l'homme possédait tout de même deux fusils à pompe et un pistolet automatique. Les enquêteurs ont aussi mis la main sur un butin accumulé entre 1992 et 1998[171]. »

En dépit de ses incarcérations, Vjeran récidive. Voler, il aime ça. Relever un défi, entrer dans un lieu inaccessible, repartir avec des objets de valeur dans sa besace constituent un trip auquel il est désormais accro. Le goût du risque, la poussée d'adrénaline, les beaux objets, oui, il aime ça. À 42 ans, il n'est pas rangé des voitures, loin s'en faut. Sa condition physique est excellente, et rien ne semble lui faire peur.

Ce solitaire d'un abord sympathique compte un certain nombre d'amis sûrs. Non dans la grande truanderie, mais dans un monde qui, parfois, évolue à sa frontière. Un monde auquel appartient Jean-Michel Corvez, 55 ans. Lui aussi est un sportif. Grand amateur de marathon et de biathlon. Après avoir monté une entreprise spécialisée dans la fabrication d'équipements de contrôle des processus industriels employant jusqu'à 50 personnes, il a complètement changé de fonction. Revendant sa firme à son principal concurrent, il en a profité pour assouvir une autre de ses passions : les antiquités. Il a ainsi pris la gérance d'une boutique proche de la Bastille à Paris, se spécialisant notamment dans les objets d'art et le mobilier des xviii$_{e}$ et xix$_{e}$ siècles. Grâce à cette nouvelle fonction, Corvez devient l'unique receleur de Tomic, écoulant auprès de riches acheteurs sa marchandise volée. Leur association évolue en toute confiance et en toute discrétion.

Dans les derniers jours du mois d'avril 2010, Corvez contacte Tomic pour lui formuler une requête inhabituelle. L'un de ses clients souhaiterait acquérir *Les Disques dans la ville*, tableau de Fernand Léger. Une huile sur toile de 130 x 162 centimètres peinte en 1920. Comme son titre l'indique, il s'agit d'une sorte de montage de deux thèmes : les disques, déjà très en vogue, et la cité.

Une œuvre importante, ainsi que le souligne Isabelle Monod-Fontaine, spécialiste en la matière : « Construite sur un format panoramique, tel un mur de peinture, cette toile combine des éléments formels plus nombreux et plus complexes, sur un rythme syncopé comme un air de jazz. Léger y a concentré les souvenirs des déambulations au long des rues parisiennes avec ses amis Blaise Cendrars et Darius Milhaud. Poutrelles métalliques, signaux divers, plates façades d'immeubles, prégnance du lettrage publicitaire, autant de motifs urbains contemporains juxtaposés en une construction extrêmement dense[172]. »

Beau tableau, donc. Très coloré. Que n'importe quel amateur de Fernand Léger aimerait avoir en sa possession. Le hic est qu'il n'est pas à vendre. Il se trouve alors au musée d'Art moderne de la Ville de Paris, cet immense bâtiment implanté avenue du Président-Wilson (XVIe arrondissement). Si Corvez en parle à Tomic, c'est avec une idée en tête : que ce dernier aille voler la toile ! La pratique peut surprendre, mais elle n'est pas rare en matière d'œuvres d'art. Des hommes fortunés n'hésiteraient pas à passer par des voies très détournées pour exposer chez eux une toile de maître.

Vjeran ne dit pas non. Bien au contraire. L'idée l'amuse beaucoup. Et l'argent qu'il devrait en retirer pèse aussi son poids. Reste à savoir si le coup est faisable. En tant qu'expert en la matière, il est mieux placé que quiconque pour le dire. Son avis vaut de l'or. Tout naturellement, il se rend au musée. Se mêlant à la foule des visiteurs. Pour s'imprégner des lieux, renifler l'ambiance mais aussi, bien sûr, repérer les systèmes de protection. Au final, il se poste devant *Les Disques dans la ville*. Qui le nargue de toutes ses lumières. Comment le dérober ?

Le voleur a vite fait de comprendre la topographie des lieux. Le tableau est suspendu à proximité d'une fenêtre donnant sur l'esplanade de l'avenue de New-York. Par elle qu'il faut passer : « ouvrir » ladite fenêtre, entrer dans la place, prendre le tableau et repartir aussi vite. Plus facile à imaginer qu'à exécuter, car le musée est effectivement protégé par un système d'alarme et surveillé à la fois par des caméras et par des vigiles effectuant des rondes.

Mais Vjeran calcule qu'il a le temps : il suffit d'agir sans perdre la moindre seconde. Le fait que le tableau de Léger soit proche d'une fenêtre lui donne une autre chance : au moindre bruit, Vjeran peut emprunter le chemin par lequel il est arrivé en sens inverse et courir à travers l'esplanade. À la course, il se sait imbattable. Surtout par des vigiles qui ne possèdent pas sa condition physique.

Conclusion : le coup est faisable. Pour peu qu'il étudie de plus près cette fameuse fenêtre. Elle est reliée à un système d'alarme antichoc. Si Vjeran la brise, il déclenchera l'alarme… mais pas s'il la démonte soigneusement, sans la faire trembler. Un travail minutieux et long qui n'effraie pas le voleur. Faisable, donc. Très faisable.

Devenant gourmand, son commanditaire lui demande s'il ne pourrait pas en « profiter » pour dérober un Modigliani, le musée en possédant plusieurs. Vjeran répond par la négative. Ces toiles sont exposées dans une autre partie du bâtiment, plus difficile d'accès. Il est trop risqué d'aller en chercher une et de repartir par où il est entré. Le commanditaire devra se « contenter » des *Disques dans la ville*.

Après une courte phase d'observation, le vol entre dans sa phase active. Étape 1 : la préparation. Vjeran a besoin d'un minimum de matériel. Et il dispose d'un fournisseur insoupçonnable : le magasin Castorama de la place de Clichy ! Car tout ce qu'il lui faut se trouve en vente libre. Nulle nécessité d'aller soudoyer des revendeurs dans un quartier mal famé, ni de faire venir du matériel des Balkans, encore moins d'aller voler un chalumeau professionnel dans un entrepôt.

Voici la liste des « courses » de Vjeran Tomic pour s'approprier une toile de maître – le matériel du parfait petit cambrioleur :

un escabeau pliable ;

une pince coupante ;

un tournevis en forme de pied-de-biche ;

un pot d'acide décapant ;

une perceuse à piles de petit format ;

une bonbonne de téflon en spray ;

du papier de verre ;

deux ventouses de vitrier destinées à tenir la vitre qu'il compte démonter.

Coût : moins de 200 euros.

Tout est prêt. Par acquit de conscience, Tomi rend une nouvelle visite au musée d'Art moderne. Il fait bien. En lieu et place des *Disques dans la ville* se trouve désormais exposée une autre toile de Fernand Léger, *Nature morte aux chandeliers*. Elle est plus petite (54 x 81 centimètres) et plus récente (1922) que la précédente, mais non moins riche en couleurs. Le voleur se doit d'informer son ami antiquaire, qui, à son tour, alerte son client. La réponse tarde à venir : l'amateur de Fernand Léger se laisse le temps de la réflexion. Mais il finit par donner son feu vert.

Étape 2 : les prémisses du vol. Vjeran Tomic est un méticuleux. Pour l'avoir regardée de près, il a constaté que les 20 vis tenant la fenêtre sont très rouillées. Les arracher risquerait de déclencher l'alarme antichoc. Donc, il est nécessaire de les décaper avant de les dévisser. Plusieurs nuits de suite, le voleur se rend sur place pour les imprégner de décapant avant de les brosser au papier de verre. Au terme de ce périple, il essaie d'en dévisser une. Elle s'extrait sans résistance. Il ne reste plus qu'à entrer dans la place.

Étape 3 : le vol. Tomic décide d'agir dans la nuit du mercredi 19 au jeudi 20 mai. Aucune raison particulière pour justifier ce choix, si ce n'est qu'il n'a plus de temps à perdre. Il sait que des promeneurs de l'esplanade jouxtant le musée ont déjà remarqué ses visites nocturnes. Une dénonciation est toujours à craindre.

Cette nuit-là, donc. Ni plus ni moins remarquable qu'une autre. La France a la tête ailleurs, du côté du proche référendum sur le traité constitutionnel européen. Le Premier ministre en fonction, Jean-Pierre Raffarin, a, le matin même, fait part de son inquiétude en cas de victoire du « non ». Une journée comme les autres…

Vjeran se retrouve pour la dernière fois face à cette fenêtre dont il connaît désormais chaque centimètre. Comme il le pressentait, il ne rencontre aucune difficulté à sortir les vis de leurs logements ni à démonter la fenêtre,

ce qu'il fait avec une extrême précaution. Au point que cette seule étape l'occupe plus d'une demi-heure. D'autres n'auraient pas eu sa patience.

Peu après 2 heures du matin, il fixe son cache-nez sur son visage, remonte la capuche de son sweat-shirt beige, afin de ne pas pouvoir être identifié sur les images des caméras de vidéosurveillance. Le voici dans la place. Enfin, pas tout à fait : il doit encore ouvrir une grille barrant l'entrée vers le cœur du musée, qui n'est fermée que par une simple chaîne. À l'aide de la pince, il la coupe, ouvre la grille, entre et, toujours soucieux du moindre détail, referme la grille derrière lui. Inutile d'éveiller les soupçons d'un des gardiens dans sa ronde.

Vjeran Tomic craignait de devoir lutter contre le temps. Il se trompait. À son grand étonnement, aucune sirène d'alarme ne retentit. D'après ses estimations, l'intérieur du musée est protégé par un système anti-intrusion de pointe. Au moins de détecteurs de mouvements. Or, rien ne se produit. L'endroit conserve le calme d'un écrin. Le musée est pourtant doté d'un PC sécurité que l'on dit sophistiqué, où aboutissent les images des caméras vidéo. Trois gardiens sont présents toute la nuit, chargés d'effectuer des rondes régulières. Mais Tomic ne sait pas que l'alarme anti-intrusion ne fonctionne plus depuis près de deux mois. Il ne le savait pas mais le comprend vite. Le silence, loin de l'inquiéter, l'amuse beaucoup. Il va en profiter.

Comme prévu, il se dirige droit vers l'endroit où est exposé le tableau de Fernand Léger. Il le décroche, redoutant toujours que l'alarme se déclenche. Toujours rien ! Le cambrioleur attend quelques secondes, guettant une intervention des gardiens. Mais rien non plus de ce côté-là. Le musée est moins bien protégé que n'importe quel magasin des environs.

Convaincu de n'avoir rien à craindre question alarmes, Vjeran Tomic va se muer en visiteur éclairé. Car il est un authentique amateur d'art. Autour de lui se côtoient de grandes toiles signées de peintres illustres. Il ne lui

reste plus qu'à se promener. Et à se servir. Le musée d'Art moderne de la Ville de Paris devient une sorte d'immense supermarché de l'art destiné à un unique client. Qui n'a pas l'intention de débourser le moindre kopeck pour régler ses achats. Au gré de ses envies, il décroche une toile qu'il dépose sur le côté. Dans un silence persistant.

Se succèdent ainsi *Le Pigeon aux petits pois*, de Pablo Picasso, que Vjeran apprécie tout particulièrement ; *La Pastorale*, d'Henri Matisse, qui lui avait déjà tapé dans l'œil dès sa première visite ; *L'Olivier près de l'Estaque*, de Georges Braque.

À ce moment, Tomic a une nouvelle idée en tête : pourquoi ne pas aller voir du côté des Modigliani ? Puisque le musée semble endormi, il a le temps de poursuivre sa « visite ». Il s'approche de la salle. Son accès est barré par une autre grille. Dont le cadenas n'est pas fermé ! Le voleur n'a plus qu'à écarter les battants pour entrer. Toujours sans déclencher la moindre alarme. Il évite de perdre trop de temps dans cet endroit qui ne lui offre aucune sortie en cas d'urgence. À nouveau, il choisit selon ses propres goûts. Et opte pour *La Femme à l'éventail*, de Modigliani, qu'il trouve exceptionnellement beau.

Le voici désormais en possession de cinq chefs-d'œuvre. Au lieu d'un seul. Cinq tableaux encombrants qu'il va avoir du mal à transporter. C'est pourquoi il décide de détacher les châssis de leurs cadres. Travail qu'il effectue avec sa méticulosité coutumière pour ne pas abîmer ces peintures d'un autre siècle.

Ensuite, en deux voyages, il transporte son butin jusqu'à une Renault Espace qu'il a stationnée à proximité. Il prend son temps pour y placer les toiles à la verticale. Méticuleux il est, méticuleux il reste.

Vjeran Tomic regarde sa montre : 4 h 30. Il vient de passer près de deux heures et demie seul, entouré de toiles d'une beauté et d'un coût hors norme. Il n'a vraiment pas vu le temps passer. Un court moment, il se

demande s’il ne devrait pas retourner à l’intérieur pour y prendre d’autres toiles. Mais il commence à se faire tard. Comme le dit la chanson de Jacques Dutronc : à 5 heures, Paris s’éveillera. Alors, le voleur remonte dans sa voiture et repart comme il l’avait prévu.

Derrière lui, dormant dans le coffre, cinq chefs-d’œuvre à peine étonnés d’être ainsi ballottés nuitamment. Le cambrioleur n’a aucune idée de leur valeur. Il sera le premier surpris d’apprendre que son butin est estimé à 100 millions d’euros[173] !

*

* *

Contre toute attente, ce ne sont pas les gardiens de nuit qui s’aperçoivent du vol, mais les premiers employés, qui prennent leur poste dès 6 h 50 ce jeudi.

L’affaire fait aussitôt grand bruit. La presse s’en délecte. Pendant que *Le Figaro* parle d’un « casse record au musée d’Art moderne de la Ville de Paris », *Le Journal du Dimanche* titre « Le casse du siècle dans un musée ». Encore un « casse du siècle ». Un de plus. Et ce siècle n’a que neuf ans !

Interpol s’empresse de publier sur son site internet des photos des cinq toiles volées avec des numéros à composer « en cas de renseignements concernant ces tableaux ». Le maire de Paris, Bertrand Delanoë, se dit « particulièrement attristé et choqué de ce vol qui est une atteinte intolérable au patrimoine culturel universel de Paris ». Son adjoint à la culture, Christophe Girard, ne peut que constater, parlant des gardiens : « Les trois personnes présentes n’ont rien vu et n’ont donc pas réagi. » Voilà où le bât blesse : la sécurité. Comment un ou des voleurs ont-ils pu agir en toute impunité ?

Très vite, *Le Figaro* dresse un premier bilan qui soulève plus de problèmes qu’il n’en résout : « La Ville de Paris a annoncé que l’alarme volumétrique anti-intrusion ne fonctionnait plus dans certaines salles depuis

le 30 mars et qu'elle n'avait pas pu être réparée depuis. La société prestataire n'aurait en effet à ce jour toujours pas reçu le matériel de remplacement nécessaire à sa réparation. Cela n'explique toutefois pas pourquoi le dispositif vidéo qui diffusait des images en temps réel au PC de sécurité, qui fonctionnait correctement, n'a pas permis de donner l'alerte alors que trois agents sont mobilisés chaque nuit pour surveiller les écrans de contrôle[174]. »

Au cours de leur enquête, les policiers de la BRB (Brigade de répression du banditisme) vont aller d'étonnements en surprises. Les caméras vidéo sont effectivement aveugles depuis plusieurs semaines. Suite, apparemment, à une mauvaise manipulation de l'ordinateur central. L'alarme anti-intrusion est comme on l'a dit hors service. Pour une raison qui ne va pas rester longtemps inconnue. Le système est tombé en panne le 29 mars. La société qui a effectué son installation, en 2006, et qui depuis se charge de sa maintenance a été appelée à la rescousse. Elle s'est déplacée et a établi un devis pour réparation, car tout le système gérant les alarmes du musée avait été touché. Devis toujours à l'étude « en haut lieu » le jour du cambriolage…

Toutefois, il y a une question à laquelle les professionnels de la maintenance n'ont toujours pas répondu : pourquoi cette panne soudaine du 29 mars ? Ce sont les interrogatoires du personnel qui vont apporter la solution. L'alarme fonctionnait mal. Elle se déclenchait presque à chaque ronde, ce qui avait le don d'exaspérer les gardiens de nuit. Alors, ce 29 mars, l'un d'eux, au comble de l'exaspération, a décidé de couper la sonnerie depuis l'ordinateur central. Hélas pour le musée, il a effectué une mauvaise manipulation qui a stoppé défensivement l'ensemble du dispositif anti-intrusion.

Les policiers n'en croient pas leurs oreilles. Derrière cette erreur humaine, ils soupçonnent une complicité. La coïncidence est trop

étonnante : une coupure d'alarme fin mars, un vol début mai ! Il s'agit pourtant bien d'une succession de « hasards » malheureux : un gardien fatigué, une faute de manipulation, une société de maintenance qui attend un document signé pour intervenir… Vjeran Tomic n'était au courant de rien mais a su profiter de la situation la nuit où il s'est introduit dans le musée. Il était dans la place pile au bon moment.

Pendant que la police se demande si le musée n'est pas une vulgaire pétaudière, le voleur continue son travail. Le jour même du vol, le 20 mai, il a rendez-vous avec Jean-Michel Corvez. Dans un parking souterrain du XII$_{e}$ arrondissement. Il est 11 heures du matin. L'annonce du vol des toiles n'a pas encore secoué les médias. L'antiquaire est donc surpris de constater la présence entre les mains de Tomic de cinq œuvres au lieu d'une ou deux. Il accepte néanmoins de prendre possession du lot, qu'il transporte dans le coffre de sa Porsche.

La mission de Vjeran Tomic s'arrête là. Il reprend ses activités habituelles ou, pour la plupart, illégales. Corvez contacte rapidement le commanditaire du Léger. Qui se désiste aussitôt ! L'incroyable médiatisation du cambriolage – qui fait le tour du monde – le rend soudainement frileux. Cette toile qui brille désormais sur des milliers de sites internet, que les polices du monde entier recherchent, il n'en veut plus. Même à bas prix. Son refus est ferme et définitif. Or, l'antiquaire ne dispose d'aucune autre filière. Ni pour le Léger ni pour les autres œuvres, qui en deviennent très encombrantes.

« Je ne savais vraiment pas quoi en faire, avouera-t-il plus tard. Chaque jour, je prenais conscience que j'avais une épée de Damoclès au-dessus de la tête. Je savais que ces toiles étaient invendables, je ne voyais pas comment m'en débarrasser[175]. » En attendant de trouver la solution idéale, Corvez conserve les toiles dans son bureau, cachées derrière une simple

cloison. N’importe quelle perquisition un tant soit peu avancée aboutirait à leur découverte. Ces tableaux sentent le soufre. Il doit s’en défaire.

Un ami va lui venir en aide. Corvez le voit presque comme un sauveur. Yonathan Birn, 33 ans, est un expert en montres de prestige qu’il répare à grands frais. Il possède un atelier dans le IIIe arrondissement (3, rue Portefoin) et accepte d’y entreposer les toiles. Il le fait avec d’autant plus d’empressement que, dit-il, il a des contacts en Israël susceptibles de s’intéresser à une telle « marchandise ». Celle-ci est grossièrement emballée dans plusieurs sacs-poubelles, transportée dans une voiture et entreposée derrière une banale armoire métallique. Ces toiles ont connu meilleurs traitements…

Birn nourrit un amour plus particulier pour le Modigliani, qu’il veut protéger. Il se rend à sa banque et demande à son chargé de compte dans une succursale du Crédit du Nord, qu’il connaît bien, de lui prêter un coffre pour quelques mois. Le banquier accepte sans s’inquiéter de la nature de la marchandise, discrétion oblige[176]. À nouveau, *La Femme à l’éventail* change d’emplacement. Dans un coffre, elle est en sécurité.

Que devient Vjeran Tomic durant tout ce temps ? Il a repris son « métier » : il vole toujours. Avec son élégance et sa manière de monte-en-l’air. Et il continue de livrer le produit de ses vols de haute voltige à son unique receleur, en qui il a toute confiance, Jean-Michel Corvez. Et tant pis si celui-ci n’a toujours pas réussi à écouler les toiles du musée d’Art moderne, donc à payer la part revenant au voleur.

Mais Corvez est désormais dans la ligne de mire de la BRB. Ses activités de receleur commencent à être connues, et des informateurs avisés apportent des précisions utiles. Le 11 mai 2011, l’antiquaire est appréhendé. Dans son hôtel particulier du Val-d’Oise mais aussi dans son magasin d’antiquités, la BRB retrouve tableaux et objets issus de deux cambriolages

parisiens datant de 2009. Corvez affirme que tout cela lui a été confié par Vjeran Tomic.

Le monte-en-l'air est arrêté à son tour deux jours plus tard, quasiment en flagrant délit. Non de vol, mais de transport de marchandises volées. En effet, Vjeran est appréhendé devant son domicile de Montreuil (Seine-Saint-Denis) alors qu'il décharge un sac rempli d'objets récemment dérobés dans un riche appartement de l'avenue Montaigne.

Les écoutes du téléphone de Corvez ont fait apparaître un autre nom : celui de Yonathan Birn. L'homme est interrogé par la police le 12 mai puis assiste à la perquisition de son atelier. Il fond littéralement sur place. Quatre des cinq toiles volées sont là, à quelques mètres. Mais les policiers se contentent d'ouvrir les armoires sans en déplacer aucune. Le butin reste en place. À la fin de cette éprouvante journée, Birn est relâché. Son implication dans les cambriolages ou les recels est, faute de preuve, difficile à établir.

Birn – qui n'a jamais eu affaire à la police, hormis en tant qu'expert en montres – prend peur. Les toiles volées sont toujours en sa possession. Quatre jours et quatre nuits durant, il se pose des questions, retourne le problème dans sa tête, soupèse toutes les possibilités. Il optera pour la plus incroyable…

En janvier 2012, lors de sa confrontation avec le juge d'instruction chargé du dossier du musée d'Art moderne, Yonathan Birn affirmera avoir… jeté les toiles dans une benne à ordures ! Car dans la cour de l'immeuble où se trouve son atelier trône pour quelques jours une belle benne verte. Birn, qui se croit sous la surveillance permanente de la police, profite de cette occasion de se débarrasser de la marchandise sans sortir de son immeuble. D'autant que les toiles sont restées dans les sacs-poubelles censés les dissimuler depuis leur départ du magasin de Corvez. Ensuite, Birn va récupérer le Modigliani à la banque, le rapporte dans son attaché-

case et lui fait subir le même traitement. Au total, il jette pour 100 millions de marchandise à la poubelle !

La police n'adhérera jamais à cette version. D'une part, elle affirmera que la perquisition de l'atelier a été bien menée ; si les toiles avaient été présentes, elles auraient été découvertes. Donc, Birn mentirait sur leur présence en ce mois de mai et, *ipso facto*, sur leur destruction dans une benne à ordures. D'autre part, si Birn craignait la surveillance de la police, pourquoi a-t-il été rechercher le Modigliani ?

Vjeran Tomic et Jean-Michel Corvez sont interrogés au sujet du casse du musée d'Art moderne. Tomic ne nie rien et se montre même généreux en détails. Il affirme que sa part pour le seul Léger se montait à 40 000 euros. Somme dérisoire comparée au montant réel de la toile. Corvez aurait accepté les quatre autres tableaux « en dépôt », promettant au voleur une part du montant de leur vente.

Corvez finit par avouer qu'il n'est plus en possession des toiles depuis longtemps et que seul Birn peut expliquer ce qu'elles sont devenues. C'est alors que celui-ci avance sa rocambolesque histoire de benne à ordures. À laquelle Corvez, à l'instar de la police, ne croit pas un instant. Son ami est trop intelligent et a trop de sang-froid pour céder à un tel mouvement de panique. Propos étayés par une déclaration du chargé de compte du Crédit du Nord, qui affirme que le coffre « prêté » à Birn a été vidé bien avant son interrogatoire par la police. Mais l'affaire s'étant traitée « à l'amiable », il ne peut rien prouver…

Parce que les policiers ne croient pas un mot de cette destruction, ils continuent de traquer les toiles. Ils épluchent les emplois du temps de Corvez et de Birn, dissèquent leurs téléphones portables et leurs ordinateurs, interrogent des dizaines de témoins, questionnent les polices des pays où les deux hommes se sont rendus depuis le casse. En vain. Où sont les cinq tableaux volés ?

« Je suis peut-être la seule personne à Paris à croire qu'il a détruit les tableaux, admet Me Caroline Toby, avocate de Yonathan Birn. Personne ne veut de cette version, car elle est trop horrible. Et trop irrationnelle. Mais tant qu'on restera rationnel, on ne comprendra pas ce dossier… J'aimerais me tromper, croyez-moi[177]. »

Les tableaux volés n'ont jamais été retrouvés.

---

171. *Libération* du 15 janvier 1999.
172. *Catalogue de la collection art moderne du Centre Pompidou* (Centre Pompidou, 2007).
173. Si Tomic avait emporté avec lui *L'Enterrement de Casagemas*, de Picasso, le montant aurait été bien supérieur !
174. *Le Figaro* du 20 mai 2010.
175. *Le Monde* du 14 mai 2012.
176. Ce banquier trop compréhensif sera par la suite accusé de recel.
177. Citée dans *Le Monde* du 14 mai 2012.

À voir :

Dans *Skyfall* (2012), de Sam Mendès, on peut voir *La Femme à l'éventail* (du moins une reproduction de ce tableau), de Modigliani, admirée par un collectionneur de Shanghai. Ce n'est pas la première fois que James Bond est confronté à un tableau volé. Déjà dans *James Bond 007 contre Dr No* (1962), de Terence Young, on pouvait voir un portrait du duc de Wellington peint par Goya disparu depuis 1961 (et retrouvé en 1965).

CYBERCASSE M'ÉTAIT « COMPTÉ »

(New York – 2013)

Voici un casse totalement inhabituel et ultramoderne, tout à fait caractéristique de son époque. Un casse qui implique des centaines de personnes tout en restant, dans une certaine mesure, discret. Il repose sur le principe « Les petits ruisseaux font les grandes rivières ». Prendre beaucoup de sommes modestes dans un laps de temps très court mais dans des endroits très éloignés. Les véritables organisateurs n'ont plus besoin de se rendre sur place : ils sous-traitent. En restant au chaud, chez eux. Comme Steve McQueen dans *L'Affaire Thomas Crown*.

Nulle nécessité de creuser des tunnels, de faire crépiter des armes à feu, de lancer des bombes fumigènes, de repartir sur les chapeaux de roue, de planquer le magot. Il suffit de réunir le plus grand nombre de citoyens lambda chargés d'aller effectuer un geste devenu banal. Ils vont amasser quelques billets dont ils vont conserver une partie. Le reste ira alimenter la « rivière » jusqu'à en faire un fleuve. Et les gardiens de ce fleuve sont des criminels. Et même des cybercriminels, catégorie « cybervoleurs ».

Donc, ils ont agi dans l'ombre. Créant de petites secousses qui ont provoqué un séisme. Les polices réagissent vite et, elles aussi, dans la discrétion. La nouvelle tombe le jeudi 9 mai 2013. Émanant du bureau du procureur de New York Loretta Lynch : huit personnes ont été arrêtées, soupçonnées d'avoir détourné 45 millions de dollars[178]. Au cours de deux « attaques » informatiques quasi identiques survenues le 22 décembre 2012 et le 19 février 2013. Conclusion : un vol de 45 millions de dollars resté secret pendant plus de quatre mois ! Un vol d'une ère nouvelle.

Ses ramifications sont internationales : si l'un des centres névralgiques des pirates est localisé à New York, leurs contacts sont disséminés dans 26 pays ! Les policiers savaient depuis des lustres que le crime ne connaît pas de frontière, mais ils n'imaginaient pas qu'en ce siècle encore adolescent il pouvait déjà prendre une telle dimension.

L’idée des voleurs est simple à énoncer mais complexe à concrétiser : détourner les montants attachés à des cartes prépayées. Pour ce faire, il faut entrer dans les bases informatiques de plusieurs banques – hautement sécurisées, bien sûr –, repérer lesdites cartes, découvrir leurs codes secrets, emmagasiner les informations et préparer l’attaque. Le jour J, le vol consiste à greffer les codes secrets sur des cartes magnétiques classiques et à retirer de l’argent dans de simples distributeurs automatiques de billets. Seule consigne : faire vite pour que les banques ne se rendent pas compte de ces retraits conjoints subits. Concrètement : envoyer le maximum de personnes retirer de l’argent au même moment partout dans le monde ! Du jamais vu.

Les voleurs sont très bien organisés. Et ils ont pris soin de créer des liens avec de nombreux pays. Pour frapper au même moment en mille endroits différents. Le 22 décembre 2012, les cybercriminels lancent leur premier essai à l’échelle planétaire. Leur cible est la Rakbank, une banque d’affaires de haute réputation implantée dans l’émirat de Ras al-Khaïmah, au cœur des Émirats arabes unis. Les codes secrets sont récupérés et dispatchés sur l’immense toile d’Internet. Récupérés par des centaines de correspondants qui s’empressent de les coller sur des cartes vierges. Cartes qu’ils distribuent ensuite aux « fourmis » chargées d’aller affronter les DAB.

Dès que le feu vert est lancé, tous se précipitent vers ces distributeurs, cartes magnétiques falsifiées en main. En seulement quelques heures, 4 500 retraits sont effectués dans 20 pays. Le FBI révélera que l’un des voleurs a opéré 10 retraits entre 16 h 30 et 22 heures sur la seule île de Manhattan. Chaque retrait est surveillé par les pirates depuis leurs écrans d’ordinateur. Ils en notent le montant exact pour ne pas être lésés au moment du partage. Ils contrôlent chaque détail de ce vol de grande ampleur sans quitter leur poste de commandement ; et bien mieux qu’ils ne l’auraient fait s’ils s’étaient trouvés sur le terrain.

Au terme de cette opération, 5 millions de dollars ont ainsi changé de mains. En réalité, il ne s'agit que d'un galop d'essai destiné à vérifier le bon fonctionnement d'une machine qui allie l'humain à l'informatique. Or, partout, la réussite est au rendez-vous. Il est temps de passer à une attaque de beaucoup plus grande envergure.

Elle se produit, dans des conditions similaires, le 19 février 2013. Cette fois, la cible est la banque Muscat, qui se vante d'être l'« institution financière phare » du sultanat d'Oman. L'attaque est d'une telle ampleur qu'il faut dix heures pour la mener à bien : 36 000 retraits répartis dans 24 pays. Butin : 40 millions de dollars.

Les services de police du monde entier avaient été tenus informés du premier vol, même si la Rakbank n'avait souhaité en faire aucune publicité. L'enquête avançait. Mais personne ne s'attendait à une seconde attaque de cette importance. Les meilleurs informaticiens en restent pantois et les banquiers du sultanat, désabusés.

« Au lieu d'utiliser des armes et des masques, cette organisation criminelle informatique a utilisé des ordinateurs et Internet, déclarera Loretta Lynch. Ces attaques relèvent d'un piratage hautement sophistiqué et de cellules criminelles organisées, dont le rôle était de retirer de l'argent aussi vite que possible[179]. » Et en effet l'extrême précision, l'implacable coordination et l'incroyable rapidité des pirates et de leurs centaines de complices sur le terrain sont sidérantes.

Cette fois, craignant une prochaine attaque, les policiers spécialisés mettent les bouchées doubles. Les investigations se font à la fois à l'échelle locale et au niveau international. Sont plus particulièrement impliqués le Canada, la République dominicaine, le Mexique, l'Estonie, la Lettonie, la Roumanie, la France, l'Allemagne, l'Espagne, la Belgique, l'Italie, le Japon, la Malaisie, la Thaïlande et les Émirats arabes unis.

À New York, on s’intéresse de très près aux 3 000 retraits qui ont eu lieu aux États-Unis le 19 février (rapportant 2,4 millions de dollars). Les pirates sont des champions dans leur domaine. Ils se sont efforcés d’effacer toutes les traces pour empêcher qu’on remonte jusqu’à eux. L’enquête révèle pourtant qu’une partie du butin s’est retrouvée sur un compte bancaire à Miami.

Un nom finit par émerger. Celui d’Alberto Yusi Lajud-Peña, 25 ans. Natif de la République dominicaine, il réside à New York et aurait participé activement à ce cybercasse. Selon certains enquêteurs, il en serait même le concepteur et l’organisateur, avec une « bande » de huit Dominicains. Peu après le second vol, Alberto est parti en Floride, où il n’a pas lésiné sur les dépenses. Ce qui n’a pas manqué d’attirer l’attention des autorités locales. Le FBI souhaite l’interroger. Alberto l’apprend et fuit vers son île natale. Il se croit à l’abri. Il l’est du FBI peut-être, mais non de certains malfrats.

Le 27 avril 2013, Alberto est abattu de deux balles alors qu’il jouait aux dominos chez lui avec deux amis[180]. D’après la police locale, ce meurtre serait lié non pas au vol informatique mais à un banal cambriolage qui aurait mal tourné. Cependant, tout le monde ne s’accorde pas sur cette version. Pour d’autres policiers, cet acte criminel aurait été planifié dans l’intention de récupérer 100 000 dollars[181] qu’Alberto aurait apportés. De l’argent issu du cybercasse… Aux États-Unis, on va encore plus loin : on estime qu’Alberto s’est enfui en emportant avec lui une partie du butin normalement destinée à ses complices basés à New York. Floués, ces derniers auraient engagé des tueurs à gages pour lui régler définitivement son compte.

Quel que soit le motif, Alberto Yusi Lajud-Peña est mort sans avoir eu le temps de vraiment profiter de son argent ni, surtout, d’expliquer les détails de son cybercasse. L’un de ses ordinateurs est plus bavard. Des e-mails

échangés avec une organisation mafieuse russe connue pour ses capacités à blanchir de l'argent y sont retrouvés.

La police américaine poursuit sa traque. Si les pirates n'ont pratiquement commis aucune faute, il n'en va pas de même de leurs complices agissant sur le terrain. Partout où ils ont retiré de l'argent liquide, ils se sont fait filmer par des caméras de vidéosurveillance. Le plus souvent, ils avaient le visage recouvert par une capuche ou masqué par une casquette, mais pas toujours. À l'aide de ces clichés, le FBI peut identifier certains voleurs. Et les pister.

Les fédéraux repèrent ainsi un « convoyeur » chargé de transporter 800 000 dollars en espèces dans un simple sac. Il se rend en Floride par car. À son arrivée, loin de profiter du soleil, il est envoyé à l'ombre. Sur son téléphone portable seront découvertes des photos de véritables montagnes de billets.

Une autre partie de l'enquête concerne un voyage en avion de New York à Bucarest. En date du 9 janvier, dix-neuf jours après la première cyberattaque. Trois hommes, « défavorablement connus », y auraient embarqué avec de gros sacs après avoir payé leurs billets en liquide. Emportant une grande quantité du butin d'après plusieurs policiers.

Huit personnes sont arrêtées aux États-Unis en mai 2013. Cinq autres (quatre hommes et une femme) en novembre de la même année. Les uns ont servi de « mules », transportant une partie de l'encombrant butin. Les autres ont effectivement retiré de l'argent dans des distributeurs automatiques – n'en conservant qu'une fraction –, mais sans se rendre compte qu'ils participaient à un vol d'ampleur internationale. Tous seront accusés de blanchiment d'argent et de complot en vue de commettre une fraude sur dispositif d'accès, les exposant à une peine maximale de dix ans de prison pour le premier chef d'accusation et de sept ans et demi pour le second.

De son côté, la police allemande arrête deux ressortissants néerlandais soupçonnés d'avoir retiré de l'argent dans des distributeurs allemands. C'est d'ailleurs grâce à cette piste germanique que survient un nouveau rebondissement fin 2013. Le Turc Ercan Findikoglu, 33 ans – surnommé « Predator » –, est arrêté à Francfort. Il est soupçonné d'être le véritable instigateur du cybercasse et aurait même fourni les codes secrets des cartes prépayées dispatchées ensuite auprès des centaines de complices sur le terrain.

« Ercan Findikoglu est le cerveau de ce braquage qui mobilise une centaine de complices de l'Allemagne aux États-Unis en passant par le Japon, écrit le journaliste Mehdi Atmani. Le mode opératoire d'Ercan Findikoglu débute par le piratage d'une filiale indienne d'une entreprise informatique américaine basée à Bangalore. Celle-ci veille à la gestion du trafic bancaire pour les instituts financiers du monde entier. Pour y parvenir, "Predator" exploite une faille de sécurité de l'entreprise. Il récupère ainsi les données de 12 cartes de crédit de la banque Muscat, à Oman, dont il supprime le plafond de retrait[182]. »

En juillet 2015, Findikoglu sera extradé vers les États-Unis pour y être jugé. Il pourra sans doute expliquer sa véritable responsabilité dans le cybercasse. En a-t-il eu l'idée, ou n'en fut-il qu'un rouage essentiel ? S'il est reconnu coupable de toutes les accusations portées contre lui[183], il risque jusqu'à deux cent cinquante ans de prison…

Les « failles de sécurité » qui pullulent dans la stratosphère de l'informatique permettront sans doute d'autres vols de cette ampleur. Ce cybercasse risque de n'être que le premier d'une longue série…

---

178. 33 millions d'euros.
179. Citée dans *Le Monde* du 10 mai 2013.
180. Qui sont blessés au cours de l'attaque.
181. Somme d'argent retrouvée à son domicile après son meurtre.

182. *Le Temps* du 18 août 2014.
183. Considéré comme un hacker de très haut niveau, il est impliqué dans d’autres opérations criminelles.

COMME AU CINÉMA

(Cannes – 2013)

Cannes. Sa Croisette, ses plages, ses boutiques de luxe. Une destination privilégiée tout au long de l'année et plus particulièrement en été. Sous un soleil souvent écrasant, les touristes se bousculent ; restaurants et hôtels affichent complet. Ici, les vacanciers s'efforcent de tout oublier pour mieux se laisser aller. Le baume de la Côte d'Azur adoucit les cœurs.

Dans cet écrin que le monde entier envie voire convoite, le Carlton s'impose comme l'hôtel le plus célèbre de la ville. Une notoriété qu'il doit en grande partie au Festival du cinéma international. Depuis 1939, les stars viennent passer quelques jours ici avant d'affronter journalistes, critiques, admirateurs et badauds. Le lieu est devenu un endroit prisé des photographes et le cadre de certaines extravagances. Le 6 mai 1960, la blonde starlette Françoise Deldick est par exemple entrée au Carlton à cheval ! Le but : faire parler d'elle. Cette idée lui a valu des photos dans les magazines sans pour autant relancer une carrière déjà chancelante.

La liaison entre le Carlton et le septième art a vite dépassé le strict cadre du festival. L'hôtel n'a cessé d'accueillir des tournages. Alfred Hitchcock lui-même y a planté ses caméras pour une scène de *La Main au collet,* dont le héros… était un voleur international[184] !

Plus qu'un hôtel, un palace. Cinq étoiles. Un grand bâtiment flanqué de deux coupoles[185] à ses extrémités, immanquable depuis la Croisette ; 343 chambres, dont 39 suites. Au septième étage se trouvent 7 suites panoramiques dites « de prestige » s'étendant sur 200 mètres carrés pour la plus petite et sur 400 mètres carrés pour la plus grande. Avec vue sur la mer, comme il se doit. L'ensemble appartient depuis 2009 à un groupe privé du Qatar.

En haut, les suites ; au rez-de-chaussée, les grands salons, qui accueillent souvent des expositions de prestige. Ainsi, en ce mois de juillet 2013, d'« Extraordinary Diamonds ». Tel est le nom de cette exposition organisée par Lev Leviev, joaillier israélien d'origine ouzbek dont la bonne réputation

est mondiale. À travers sa société, qui possède des boutiques à New York, Londres, Dubaï et Singapour, Leviev se vante de proposer des diamants « extraordinaires ». Il met aussi en avant son savoir-faire et ses relations privilégiées avec ses clients. L'exposition se tient du 20 juillet au 30 août. Et le Carlton se dote sur une partie de sa façade d'immenses affiches montrant des diamants sur fond de pivoines roses.

Dimanche 28 juillet. Trois vigiles ouvrent le coffre-fort du palace, proche de la réception. Ils en sortent un sac contenant l'intégralité des bijoux de l'exposition. Au final, près de 80 pièces dont il est difficile d'estimer la valeur exacte. Si toutes étaient revendues au prix fort, le total dépasserait les 100 millions d'euros. Elles doivent être transportées sur une cinquantaine de mètres pour être ensuite placées à l'intérieur des vitrines sécurisées de l'exposition. Presque un travail de routine, puisque « Extraordinary Diamonds » est déjà ouverte depuis une semaine et a attiré des centaines de curieux, d'amateurs ou de clients potentiels.

Point de départ : la discrète pièce où repose le coffre-fort. Point d'arrivée : le salon baptisé « La Côte », où attendent les vitrines. Superbe endroit, avec sa terrasse surplombant la Méditerranée. Contrairement à son voisin, le Grand Salon, vaste salle Belle Époque, celui-ci n'est pas classé monument historique. Il n'en manque pas pour autant d'éclat. Le Carlton est l'endroit idéal pour montrer des bijoux de grand luxe.

Entre ce point de départ et ce point d'arrivée, le court trajet que doivent emprunter les pièces passe par une verrière non sécurisée. C'est-à-dire qu'une balle pourrait aisément la traverser. Une verrière qui permet aux clients du Carlton de regarder à l'extérieur mais qui, à l'inverse, permet aussi aux gens de l'extérieur d'observer ce qui se passe à l'intérieur. De la sorte, n'importe quelle personne attentive peut suivre le déplacement des vigiles mètre par mètre. Les trois hommes ne sont pas armés. Le fait de

rester à l’intérieur du palace suffit à les réconforter. Qui oserait attaquer un tel endroit, toujours fréquenté, y compris un dimanche ?

11 h 30. Les voici qui entrent dans le salon « La Côte ». Dont les rideaux ont été momentanément tirés pour éviter, cette fois, que des curieux n’assistent au déballage de la précieuse marchandise. Pour éviter aussi qu’un importun ne passe de la rue à la terrasse et de la terrasse au salon en cassant l’une des cinq baies vitrées. Ici aussi, l’effet inverse peut se révéler dangereux : si personne n’est censé voir les vigiles depuis la rue, ceux-ci sont dans l’incapacité, momentanée, de voir ce qui se trame dehors.

Insouciant de ces menaces potentielles, le trio rejoint les employés attachés à l’exposition. Deux vendeuses flanquées de leur manager. Charge pour eux de répartir les bijoux dans les différentes vitrines. L’emplacement de celles-ci suit un ordre circulaire. Au centre, un grand panneau entouré de petites vitrines ; à l’extérieur du cercle, des vitrines plus vastes ainsi qu’un comptoir. Les affiches paraissent un peu envahissantes, mais l’épaisseur de la moquette est accueillante.

Depuis la rue, un homme surveille les faits et gestes des vigiles traversant la verrière. Il porte une casquette pour cacher une partie de son visage, mais ses yeux sont bien visibles. Et ils sont rivés sur le sac de bijoux. Dès l’entrée des trois hommes dans le salon, il monte sur la terrasse et marche vers une porte-fenêtre. Qu’il ouvre sans aucune difficulté. Remontant un bandana sur son visage et sortant une arme de poing, il pénètre discrètement dans la pièce, se sachant caché par l’un des épais rideaux.

Pendant que les employés s’affairent, l’un des vigiles se cale sur le côté, croisant les mains devant lui, comme il en a l’habitude. En mode observation. Mais il a les yeux tournés vers les bijoux et ne voit pas ce qui peut surgir dans son dos. Ses collègues ne montent pas la garde, ne surveillent pas les allées et venues autour du salon ni sur la terrasse. Erreur qui sera par la suite dénoncée comme une « faille de sécurité » par la police.

Le voleur surgit dans le dos du vigile. Tenant son arme à deux mains, ce qui dénote une certaine détermination. Le vigile lève aussitôt les bras. L'assaillant lui ordonne de se coucher à terre. Puis, sans précipitation, il fait le tour du rond central pour aboutir face au comptoir. Là, il menace les employés, qui ne l'ont pas vu arriver. Le responsable de l'exposition est forcé de s'agenouiller. Le voleur s'empare du sac contenant les bijoux. Au moment de partir, il se rend compte que certains ont déjà été sortis et placés dans une caissette. Il revient sur ses pas, s'empare de cette caissette. Et repart. En marchant vite, mais sans courir. Le voleur ne s'est pas rendu compte que l'une des employées a eu la présence d'esprit de cacher un bijou sous sa veste.

11 h 32 et 36 secondes. L'agresseur ressort. Le vol n'a duré qu'une quarantaine de secondes. Le braqueur reprend à l'envers le chemin qu'il a suivi. Pour faire vite, il saute de la terrasse jusqu'à la rue. Rien de vraiment risqué, puisque la hauteur n'excède pas 1,50 mètre ; mais le sac secoué laisse échapper plusieurs pièces. L'homme emporte cependant avec lui 72 bijoux. De quoi satisfaire les appétits les plus exigeants. Et de quoi entrer dans le *Livre des records* : son butin sera estimé à 103 millions d'euros.

Il aurait pu gagner un peu plus et perdre un peu moins de temps s'il avait agi plus rapidement. « Son minutage était défaillant, notera une source proche de l'enquête. S'il avait agi une vingtaine de secondes plus tôt, il n'aurait eu qu'à se saisir du sac complet sans perdre du temps et certaines pièces[186]. » Le voleur est entré seul au Carlton, mais il était soutenu par au moins deux complices. L'un dans une rue adjacente, l'autre sur la Croisette, pour faciliter sa fuite à moto.

*

* *

« Après inventaire, le montant du préjudice s'élève à 136 millions de dollars, soit près de 103 millions d'euros, affirme le procureur de Grasse ; 72 pièces ont été volées, dont 34 dites "d'exception" représentant à elles seules 135 millions de dollars. Parmi les bijoux volés figurent notamment des bagues, des pendentifs et des boucles d'oreilles. »

La Lloyd's, qui assure l'ensemble de la marchandise, offre une récompense de 1 million d'euros à qui permettra de récupérer le magot. La police, qui bénéficie d'images de vidéosurveillance montrant l'intégralité du vol, s'interroge. Sa première réaction vise une complicité interne. L'agresseur savait quand agir. Information qu'il n'aurait pas pu glaner en se contentant de surveiller la verrière.

Mais le grand point d'interrogation concerne la porte-fenêtre par laquelle il est entré. Elle ne porte aucune trace d'effraction. Donc, elle était ouverte. Et le voleur le savait. Dès lors, la complicité interne paraît évidente. Ne reste plus qu'à identifier l'inévitable « homme de l'intérieur ». Ce qui oblige à chercher du côté à la fois des employés de l'hôtel et de ceux du diamantaire.

Globalement, tout le monde est d'accord pour pointer les lacunes dans la sécurité. Bijoutiers et joailliers savent que le moment où ils sont le plus vulnérables est celui du déballage de la marchandise – moment où, normalement, les gardiens doivent redoubler de vigilance. Or, ici, il n'en restait plus qu'un, non armé, dans le salon et, qui plus est, posté au mauvais endroit. Le fait que le voleur ait agi seul tendrait à prouver qu'il était au courant de la « légèreté » de ce dispositif.

Nice-Matin a l'idée de faire décortiquer les images du vol, immortalisées par une caméra de surveillance, par un spécialiste de la sécurité, Francis Moya. Voici ses conclusions : « Il y a quelque chose de très parlant dans cette vidéo : on voit nettement que l'un des agents a un comportement anxieux. Il transpire des mains, semble sur ses gardes. Pour moi, cela

témoigne du fait qu'il sait, sent que le dispositif de sécurité n'est pas ce qu'il devrait être. Ce n'est pas seulement une question d'effectif. Trois gardes à l'intérieur de la salle d'exposition, c'est peut-être suffisant… En revanche, au regard des valeurs que ce lieu recèle, c'est un dispositif en amont qui semblait nécessaire. La terrasse est ouverte, elle doit être neutralisée. Les visiteurs doivent être filtrés très en amont de la salle d'expo. Il faut du personnel, mais surtout des moyens techniques : de la vidéosurveillance en extérieur, notamment. Il faut de plus que les caméras soient reliées à un PC de sécurité afin, sinon d'empêcher le braquage, du moins de récolter toutes les données sur le braqueur, sur la façon dont il est arrivé sur place, la direction qu'il a prise pour fuir, et, surtout, afin de donner en temps réel l'alerte aux services de police[187]. »

L'enquête piétine. Ni le voleur ni ses complices ne peuvent être identifiés. Dans un premier temps, les enquêteurs envisagent la piste des Pink Panthers, gang venu de l'Est qui s'est fait connaître par ses coups audacieux, privilégiant les bijoux. Mais leur mode opératoire est très différent. Et, surtout, la plupart de ses membres sont sous les verrous[188]. Abandonnant vite cette « piste rose », les recherches s'orientent vers un bandit local. Pourtant, les informateurs restent muets, et les bijoux ne réapparaissent nulle part. L'enquête continue de suivre son cours…

La récompense promise par la Lloyd's est toujours en vigueur[189]. Si, au début, les appels étaient innombrables (farfelus ou débouchant sur de fausses pistes), ils se sont raréfiés avec le temps. L'espoir de retrouver les diamants s'amenuise de jour en jour. Déjà peu après le vol, Jonathan Sazonoff, spécialiste américain de la sécurité, avait déclaré au *Washington Post* au sujet de la revente possible des bijoux : « On peut facilement casser de grosses pierres de bonne qualité en plus petites, et donc elles sont facilement dissimulables et vendables. » Avant de conclure : « C'est un vol

énorme, et à chaque fois qu'on évoque des millions de dollars, cela tourne les têtes et nourrit l'imagination[190]. »

Un vol énorme mais aussi une énigme qui n'est, pour l'heure, pas élucidée.

---

184. La célèbre scène du baiser entre Cary Grant et Grace Kelly se situe sur le palier de la chambre 623 du Carlton. En réalité, elle a été reconstituée à l'identique dans le studio hollywoodien de Paramount.
185. Représentant, dit-on, les seins de la chanteuse et danseuse Caroline Otero, surnommée « la Belle Otero ».
186. *Le Nouvel Observateur* du 8 août 2013.
187. Cité dans *Nice-Matin* du 28 novembre 2013.
188. Pourtant, deux d'entre eux se sont évadés de prison quelques jours avant le hold-up du Carlton.
189. Pour donner des informations, téléphoner au 06 10 95 05 64 (entre 18 heures et 19 heures) ou envoyer un e-mail à l'adresse reward1millionE@gmail.com.
190. Cité par *Le Temps* du 29 juillet 2013.

This file was downloaded from Z-Library project

Your gateway to knowledge and culture. Accessible for everyone.

z-library.sk z-lib.gs z-lib.fm go-to-library.sk

Official Telegram channel

Z-Access

https://wikipedia.org/wiki/Z-Library